

Les étudiants africains et leurs universités
Approches sociologique et anthropologique

Le cas de l'Université Nationale du Bénin (UNB)

Recherche en appui à la politique de coopération

Rapport final

Promoteur et responsable scientifique

M. Poncelet (ULg)

Chercheur

Emmanuel Sindayihebura (ULg)

Faculté d'Economie, de Gestion et de Sciences Sociales

Département de Sociologie

Service Changement Social et Développement

E-mails : Marc.Poncelet@ulg.ac.be

E.Sindayihebura@ulg.ac.be

I. Préambule

1. Liste des abréviations et acronymes

ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique bénéficiaires d'un traitement préférentiel de la part de l'Union européenne. ¹
AEDF	Association des Etudiants Dahoméens en France
AGR	Activités Génératrices des Revenus
BAC	Baccalauréat
BAC A	Bac de type philosophie et lettres
BAC B	Commerce
BAC C	Math - Physique
BAC D	Math, physique et biologie
BAC E	Electricité et électronique
BAC F	Electronique
BAC G	Gestion
BCCL	Bureau du Comité des Chefs de Ligne
BDCR	Bureau Directeur du Comité des Résidents
BEF	Bureau Exécutif Fédéral
BEPC	Brevet d'Etudes de premier cycle
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CCF	Conseil Central Fédéral
CEBELAE	Centre Béninois des Langues Etrangères
CEG	Collège d'Enseignement Général
CENOU	Centre National des Œuvres Universitaires
CIUB	Communauté islamique Universitaire du Bénin
CODE	Comité d'Ordre, de Discipline et d'Epanouissement
CPU	Collège Polytechnique Universitaire
CRU	Croix-Rouge Universitaire
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DES	Diplôme d'Etudes Spécialisées
EACE	Ensemble Artistique et Culturel des Etudiants
ENA	Ecole Nationale d'Administration
ENAS	Ecole Nationale des Assistants Sociaux
ENI	Ecole Normale Intégrée
ESE	Ensemble Sportif des Etudiants
FASJEP	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Politiques
FAST	Faculté des Sciences et Techniques
FCFA	Franc CFA (Communauté financière africaine) ²

¹ .¹ Il s'agit d'un groupe de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui ne constitue ni un groupement politique, ni une entité économique à proprement parlé. Ce groupe s'est constitué pour des raisons à caractère essentiellement historique dans le cadre des seuls relations avec l'Union Européenne.

² Cette appellation a remplacé "Colonies françaises d'Afrique" après les indépendances africaines. La zone franc a été créé en 1945 et comprend la plupart des anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne. A l'intérieur de la zone, les changes sont fixes, les monnaies librement convertibles. 1 FCFA = 0,001 FF

FLASH	Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines
FNEB	Fédération Nationale des Etudiants du Bénin
FREDEN	Front des Etudiants et Diplômés sans emplois pour le développement du Nord
FSA	Faculté des Sciences Agronomiques
FSS	Faculté des Sciences de la Santé
FUPROB	Fédération des Unions De Producteurs du Bénin
GED	Groupement des Etudiants pour le Développement
GVP	Groupement Villageois de Producteurs
IMSP	Institut de Mathématique et de Sciences Physiques (formation doctorale)
INE	Institut National d'Economie
INJEPS	Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport
IRST	Institut Régional de Santé Publique (post-universitaire)
JCUSB	Jeunesse Chrétienne Universitaire et Scolaire du Bénin
OCBN	Office des Chemins de chemins de fer béninois
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPT	Office des Postes et des Télécommunications
PIB	Produit Intérieur Brut
PTT	Postes, Télécoms et télégraphes
RDC	République Démocratique du Congo
SSS	Service des Statistiques et de la Scolarité
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
UCAE	Union Culturelle et Artistique des Etudiants
UDP	Union Départementale des Producteurs
UECC	Union des Etudiants Chrétiens Célestes
UGED	Union Générale des Etudiants Dahoméens
UNB	Université Nationale du Bénin
UNEB	Union Nationale des Etudiants du Bénin
USPP	Union sous-préfectorale des Producteurs

2. Glossaire

" Bûcher ":	Etudier par cœur en général dans les cahiers de notes et rendre la matière telle quelle
" Cabine ":	Chambre dans les homes universitaires
" Cambogdien " ou " Maquisard ":	Résident officieusement en cité avec un ami ou camarade auquel la chambre est attribuée
" Chine populaire ":	Années de candidatures des Facultés dites classiques
" Composer ":	Passer un examen
" Déflatés ":	Personnes licenciées de la fonction publique ou des entreprises étatiques suite aux programmes d'ajustement structurel.
" Dégraïsser ":	Le fait de licencier du personnel
" Diaspo ":	Nom donné aux Béninois de la diaspora qui viennent essentiellement de Côte d'Ivoire
" Engin ":	Moto/Mobilette
" Evoluer ":	Progresser dans les études
" Faire un champ ":	Cultiver un champ
" Fréquenter ":	Aller à l'école
" Zemidjan " :	Taxi moto
" Louer " :	Louer une chambre auprès d'un propriétaire privé
" Facultés professionnelles " :	Faculté de sciences agronomiques et Faculté des sciences de la santé
" Ecoles " :	Ecoles ou Instituts professionnalisés (INE,ENA, ENAS, CPU)
" Village " :	Localité d'origine d'un ou des deux parents
" Village Universitaire " :	Zone résidentielle proche du campus principalement occupée par des étudiants qui louent
" Etablissement " :	Faculté, Institut ou Ecole constitutifs de l'UNB
" Cours de maison " :	Cours et répétitions donnés par des étudiants à des élèves du secondaire dans un cadre familial

3. Avertissement et remerciements

Cette recherche ne constitue en aucun cas une étude d'économie de l'éducation ni une expertise pédagogique. Elle n'est pas davantage une évaluation institutionnelle. Une telle démarche aurait supposé de mobiliser l'ensemble des acteurs de la scène universitaire béninoise. Nous n'avons aucune ambition normative. Laissant cette tâche à d'autres, notre objectif est de faire comprendre les contraintes, les stratégies, les logiques et les représentations qui construisent l'univers étudiant.

Le rapport qui suit résulte d'une recherche sociologique et anthropologique dont l'objet n'est pas l'UNB mais son public étudiant. S'il fait état de ses opinions, nous ne créditons aucun discours d'une valeur supérieure de vérité. Faire état des opinions des étudiants ne constitue pas notre objectif. Nos disciplines se doivent de relativiser ceux-ci en les mettant en rapport avec d'autres discours, d'autres faits, d'autres situations. Nous souhaitons contribuer à mieux comprendre comment fonctionne le milieu étudiant, mais nous sommes conscients que, même ainsi délimité, notre point de vue n'est pas l'unique point de vue possible.

Le lecteur voudra bien garder à l'esprit les remarques contextuelles qui suivent car toute recherche empirique intervient en un lieu et surtout en un temps donné.

Les étudiants de l'UNB ici interviewés sont issus d'un groupe d'âge dont on pourrait dire qu'il constitue une première génération ne disposant que ... d'une expérience sociale et politique démocratique. Cas de figure exceptionnel en Afrique, cette situation éclaire leur franc parlé, leur liberté d'expression, leur lucidité souvent très critique quant aux «grands». Jamais nous n'avons ressenti une retenue craintive ou même prudente dans le chef des étudiants.

En revanche, il convient de préciser qu'au moment de l'enquête, le petit monde étudiant béninois sortait d'une lutte parallèle à celle des professeurs eux-mêmes en grève de... délibération. Les étudiants avaient coupé la route nationale et cet acte les vit affronter la police et à une population qui ne semblait pas entièrement acquise à leur cause.

L'année précédente, des examens avaient été annulés parce que le «pétrole avait coulé» en Faculté de Sciences juridiques et politiques, c'est-à-dire que les épreuves de certains examens avaient été divulguées avant l'heure. Enfin, lors du principal travail de terrain, le Directeur du Centre des œuvres universitaires a été remplacé et des affaires de corruption et de détournement ont secoué les milieux syndicaux étudiants. Tout dernièrement, se sont succédées des manifestations des étudiants du Nord et des contre-manifestations des étudiants du Sud.

Ces différents faits nourrissent de nombreuses rumeurs, débats et polémiques. Ils sont très connus et discutés et ont été souvent évoqués dans les entretiens.

Cette première «génération démocratique» est aussi la première «génération ajustée», elle expérimente la remise en question et la redéfinition de tout ce qui faisait la production sociale et le statut de l'intellectuel africain d'hier. C'est tout d'abord l'université de masse qui succède à une université quasiment intimiste, c'est ensuite une université africanisée désormais dans l'ensemble de son cadre enseignant, c'est enfin une réduction relative des moyens et privilèges d'une institution choyée jusqu'il y a peu de temps, et aujourd'hui mise

en devoir de chercher des ressources propres. Depuis 1988, le destin professionnel des diplômés n'est plus garanti par décret et l'embauche privée a rapidement montré ses limites. La fonction publique ne constitue plus un débouché crédible. Les associations d'étudiants deviennent souvent des associations « d'étudiants et de diplômés sans emploi ». Le monopole étatique de la production universitaire se fissure, tandis que l'école participative, l'école du partenariat, s'institutionnalise dans le secondaire. Plus fondamentalement l'équation qui articulait formation = savoir moderne = rôle dirigeant et accès au pouvoir = confort social et reconnaissance sociale s'épuise. Aujourd'hui s'affirment d'autres acteurs-employeurs que l'État, de nouveaux secteurs d'activité, d'autres filières de promotion, voire d'accès au politique. Aujourd'hui s'effritent dans la population le mythe et la légitimité de l'élite savante, technicienne et experte.

Dans l'ensemble et depuis la conférence de 1990 à Jomtien, les bailleurs de fonds privilégient les niveaux primaires et professionnels, tandis que l'accueil dans les pays du Nord se fait restrictif. L'institution universitaire dont les défauts d'efficacité interne et externe (aussi bien qualitatifs et quantitatifs) ne trouvent pas de solution claire n'échappera sans doute pas à une redéfinition profonde. Mais notre objet, répétons-le, n'est pas là.

Nous voudrions remercier en premier lieu Monsieur le Vice-Recteur Aminou qui a réservé d'emblée un excellent accueil à cette recherche et à mis à la disposition des chercheurs l'ensemble des pistes, données et informations sans lesquelles le présent rapport n'aurait pas vu le jour. Ses remarques lors de plusieurs rencontres ont toujours constitué de solides balises. Nous soulignons que les autorités académiques béninoises nous ont laissé entière liberté et de surcroît n'ont pas compté leurs efforts pour nous aider.

Notre gratitude va également au Professeur Klissou qui a accepté de guider nos démarches, ainsi qu'au Doyen Amoussouga avec lequel le responsable de la recherche a eu plusieurs fois l'occasion de discuter certaines observations et hypothèses.

Toute notre gratitude va au Dr. Bangala Mapapa pour la fraîcheur de ses observations et ses nombreux coups de main alors que notre réseau de recherche envahissait trop souvent son bureau.

Enfin, last but not least, nous voudrions remercier tous les étudiants et étudiantes qui ont accepté de nous livrer très librement leur parole, leur courage et leurs espoirs mais aussi parfois leur « rage » et leur détresse. Merci en particulier à notre guide Georges et à tous ceux qui ont sacrifié un samedi entier pour participer à un groupe de discussion.

Du côté belge nous nous devons de souligner les contributions aussi importantes que désintéressées de Gregor Stangherlin, Gautier Pirote, Frédérick Baele et Pénélope Clotuche.

II. Institutions et trajectoires

1. Introduction

Philippe Hugon pose un diagnostic sévère sur les systèmes scolaires africains et béninois en particulier³. Selon l'auteur, la plupart des systèmes scolaires africains sont plongés dans une crise profonde :

- Explosion quantitative au détriment de la qualité de l'enseignement alors que le continent reste sous-scolarisé. Explosion démographique, forte croissance relative de la fraction jeune de la population et urbanisation conduisent à un ratio population active/population scolarisable de 0,5.
- Maintien ou aggravation des inégalités sexuelles et sociales, des déséquilibres entre les enseignements généraux, techniques et professionnels, faillite pédagogique.
- Désajustements formation-emploi, désajustement quantitatif avec les restrictions des emplois publics et qualitatifs au regard des besoins des entreprises.
- Coût énorme de la production des diplômés par rapport aux ressources nationales : en moyenne dix fois le revenu par tête dans l'enseignement supérieur ! À taux de scolarisation égal, les dépenses éducatives par rapport au PIB sont dix fois supérieures dans les pays ACP au regard de l'Europe. L'Afrique apparaît sur-scolarisée par rapport à ses moyens.
- Rupture du consensus post-colonial et décomposition des logiques familiales et communautaires favorables à la scolarisation comme investissement intergénérationnel. Dans le contexte actuel de sous-emploi plus ou moins grave, les diplômés connaissent une dévaluation, le déchet scolaire est énorme et la chance de trouver un emploi est limitée. Cependant la demande scolaire ne cesse de croître et «l'école demeure souvent la dernière chance (...). L'école est devenue une instance de différenciation sociale, d'exclusion et de frustration » (p. 264-265).

Selon Hugon, le pilotage du système scolaire béninois est défaillant : découplage de la logique financière et de la logique éducative, absence de management stratégique, système d'information parcellaire.

L'explosion dans le primaire s'est accompagnée d'une décroissance des rendements. Avec un taux brut de scolarisation de 74 % pour les garçons et 42 % pour les filles, il faut 32 année-élèves pour un diplômé du certificat d'études primaires au lieu de 6 année-élèves sans déperdition. Au milieu de la décennie passée, 1/3 des élèves du primaire disposaient d'un manuel.

La vigoureuse croissance (quintuplement) des effectifs en secondaire entre 1972 et 82 a quelque peu ralenti dans la décennie 80. Si le nombre de professeurs a quasi triplé, trois quarts de ceux-ci sont recrutés après le bac, sans formation.

Les déséquilibres au profit des zones urbanisées sont considérables. Les taux de rendement en primaire secondaire de Cotonou sont deux fois supérieurs à la moyenne nationale.

³ Philippe Hugon, La crise des systèmes éducatifs dans un contexte d'ajustement in Afrique contemporaine, Numéro spécial, 4^e trimestre, 1994, pp. 260-277.

Si le poids de l'éducation dans le budget national est relativement stable, la croissance de la part de l'enseignement supérieur est remarquable 4% en 1970 et 21 % en 1990. En 1989 la dépense publique par élève était de 19 450 CFA/an dans le primaire contre 335 500 CFA/an (en réduction par rapport à 1985) dans le supérieur. En 1988, le poids de l'aide extérieure par élève était quatre fois supérieur à l'université au regard du primaire et du secondaire. L'enseignement supérieur se serait « secondarisé ».

Au niveau universitaire, l'auteur épingle le poids budgétaire énorme des bourses octroyées sur fonds publics. Curieusement et alors même que l'auteur insiste sur la part croissante du financement des études assurée par les familles (29 % en primaire, et 25 % dans le secondaire de premier cycle), les sources utilisées semblent témoigner d'un pourcentage nul au niveau universitaire ! Nous y reviendrons car l'intervention des familles est en fait généralisée sous diverses formes et y compris dans le cas des boursiers.

2. Présentation de la recherche : choix méthodologique et échantillonnage

Ce contexte de remise en question et de crise de l'enseignement au Bénin, contraste paradoxalement avec le succès de l'enseignement universitaire enregistré auprès des étudiants et des attentes croissantes de formation supérieure.

Afin de comprendre les logiques sous-jacentes aux trajectoires et stratégies des étudiants, une approche méthodologique qualitative s'imposait. Au préalable, nous avons dans un premier temps mené des recherches documentaires (données institutionnelles et statistiques) et réalisé des interviews avec des responsables universitaires. Cette étape nous a permis de mieux cerner le paysage institutionnel et d'identifier les variables pertinentes pour élaborer un échantillon d'étudiants et un premier guide d'entretien.

Lors de la première mission (novembre-décembre 1999), nous avons effectué 32 interviews dont 20 exploratoires individualisés avec des étudiants. Les 12 autres interviews ont été menés auprès des autorités et administratifs académiques ainsi qu'avec des leaders associatifs étudiants. Ces interviews exploratoires non standardisés ont servi à l'élaboration du questionnaire administré aux étudiants pendant la seconde mission de recherches. Ces 48 interviews de la première mission ne figurent donc pas parmi les 52 interviews que nous avons fait lors de la seconde mission (février-mars 2000) et dont nous parlerons tout au long de ce rapport.

Notre échantillon comporte donc 52 étudiants ayant été longuement interrogés sur base d'une même grille d'entretien (voir annexe). Treize (13) sont des filles, soit exactement un quart de l'effectif ce qui correspond à une moyenne pondérée des taux de féminité des établissements de l'UNB.

Bien que notre échantillon ne corresponde pas strictement à la ventilation des étudiants de l'UNB entre les cycles d'étude et les établissements, il n'enregistre pas de distorsion majeure : 36 étudiants en premier cycle (dont 16 en première année), 14 en second cycle et 2 en troisième.

Des 52 étudiants de notre échantillon, 31 étudiants sont principalement inscrits dans les facultés dites classiques et 21 dans les établissements dits écoles ou instituts

professionnalisés (incluses FSS et FSA). Les étudiants principalement inscrits dans les écoles sont donc quelque peu surreprésentés puisque, au niveau des statistiques de l'UNB, ils ne constituent que 20 % des effectifs. Deux étudiants sont en troisième cycle dont un étranger. Les étrangers africains non béninois figurent au nombre de 7. Deux étudiants sont béninois dont les familles sont installées en Côte d'Ivoire⁴.

L'âge moyen en première année est de 21 ans trois mois. L'échantillon compte 19 étudiants boursiers, 9 secourus et 23 étudiants ne disposant d'aucune aide publique.

Effectif d'étudiants interrogés par établissement et par cycle.

Établissements	1 ^{er} cycle	2 ^{ème} cycle	3 ^{ème} cycle
FASJEP	2	8	2
FLASH	8	5	
FAST	6	2	
ENA	8		
INE	2		
ENAS	3		
CPU	2		
FSS	1	1	
FSA	1	1	

1. Présentation institutionnelle

L'Université Nationale du Bénin a été créée par décret (70-117/CP/MEN) du 21 Août 1970. La structure actuelle est le résultat d'une évolution marquée par les étapes suivantes :

- 1962 : Création du Centre d'Enseignement Supérieur de Porto-Novo (CES) ;
- 14 juillet 1965 : Création de l'Institut d'Enseignement Supérieur du Bénin regroupant (IESB) regroupant les études littéraires à Lomé (Togo) et les études scientifiques à Porto-Novo (Dahomey) ;
- Juillet 1970 : L'Institut d'Enseignement Supérieur du Bénin éclate en deux Universités nationales, celle du Dahomey et celle du Togo ;
- Décembre 1976 : L'Université du Dahomey devient Université Nationale du Bénin (UNB).

Les activités de l'UNB se déroulent essentiellement sur trois campus différents :

- Le Campus d'Abomey-Calavi situé à 16 Km du centre de la capitale économique du Bénin, Cotonou. C'est le plus grand campus. Il regroupe l'administration centrale de l'UNB, les principaux services universitaires et six établissements de formation (FASJEP, FAST, FLASH, ENA, CPU, FSA).
- Le campus de Cotonou comporte essentiellement des établissements de formation professionnelle disséminés dans la ville même. Il s'agit de la FSS, de l'INE et de l'ENAS.

⁴ Ces étudiants sont localement appelés "diaspos" en référence à la diaspora béninoise de la sous-région.

-Le campus de Porto-Novo abrite l'Institut National de la Jeunesse, de l'Education physique et du Sport (INJEPS).

L'Université Nationale du Bénin est placée sous la tutelle du Ministre de l'Education Nationale. Elle est dirigée par un Recteur assisté d'un Vice-Recteur. L'administration centrale est composée d'un Secrétariat Général, d'une Direction des affaires Académiques, d'une Direction des Affaires Administratives et Financières et d'un Secrétariat permanent du Conseil Scientifique.

Le Secrétariat Général est la structure de coordination de toutes les activités des services de l'UNB. Il veille au bon fonctionnement de l'administration de l'Université dans ses rapports avec les Etablissements de formation et de service, avec le Ministère de tutelle et avec l'extérieur. Le Secrétariat Général est composé d'un Secrétariat Administratif, d'un Service du Protocole et d'un Service des Archives. Il constitue la mémoire de l'UNB.

La Direction des Affaires Académiques est chargée de l'étude de tous les problèmes techniques de formation universitaire : scolarité, conditions d'inscription, examens, autorisations pour les études doctorales et études spéciales et collation des grades ainsi que les relations internationales et publiques. Elle comprend le service de la Scolarité et de la Statistique, le service des Etudes et de l'Orientation Universitaire et le service des Relations Internationales et Publiques.

La dernière structure importante de l'UNB est la Direction des Affaires Administratives et Financières. Elle est chargée de la gestion des ressources matérielles, humaines et financières de l'UNB. Elle est composée d'un Service du Personnel, d'un Service de Maintenance, d'un Service Comptable et d'un Service du Protocole.

L'organigramme ci-après présente de façon synthétique la structure organisationnelle de l'UNB. L'office du Bac qui, jusqu'il y a peu, était un organe de l'UNB relève aujourd'hui directement du Ministère de l'Education Nationale.

Organigramme de l'UNB : Voir dossier annexe (Tableaux et graphiques)

1.1. Les Ecoles et Facultés

Aujourd'hui l'U.N.B. compte :

-Trois établissements de formation générale dénommés localement « facultés classiques ». Il s'agit de :

- La Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Politiques (FASJEP) ;
- La Faculté des Sciences et Techniques (FAST) ;
- La Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines (FLASH).

- Sept Facultés, Ecoles et Instituts qui ont pour vocation la formation professionnelle. La formation dispensée dans ces établissements permet d'acquérir un métier. Ainsi, dès leur sortie de ces écoles et instituts, les étudiants sont suffisamment outillés pour occuper efficacement un emploi. Il s'agit de :

- L'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) ;
- L'Institut National d'Economie (I.N.E) ;
- Le Collège Polytechnique Universitaire (C.P.U.) ;
- La Faculté des Sciences Agronomiques (F.S.A.) ;
- La Faculté des Sciences de la Santé (F.S.S.) ;
- L'Institut National de la Jeunesse de l'Education Physique et du Sport (INJEPS) ;
- L'Ecole Nationale des Assistants Sociaux (ENAS).

Certains de ces établissements assurent en plus des formations de base, des formations de perfectionnement et de recyclage des cadres en rupture d'emploi.

1.2. Évolution du nombre des étudiants

Entre 1980 et 1999, les effectifs étudiants de l'UNB ont quadruplé passant de 4 000 à quelque 16 000 étudiants.

Évolution des effectifs étudiants de l'UNB de 1989-90 à 1998-1999

Année	1989-1990			1990-1991			1991-1992			1992-1993			1993-1994		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
FSS	237	37	274	224	47	271	305	70	375	325	84	409	311	87	398
FSA	125	7	132	146	7	153	137	6	143	137	6	143	143	10	153
ENA	262	34	296	225	38	263	228	61	289	150	54	204	123	49	172
INE	231	22	253	216	33	249	210	48	258	170	50	220	223	72	295
CPU	225	17	242	258	20	278	211	22	233	230	28	258	283	45	328
ENAS	26	13	39	20	20	40	24	22	46	23	29	52	21	19	40
FASJEP	3690	602	4292	4534	737	5271	4240	765	5005	3759	736	4495	3497	743	4240
FAST	1092	135	1227	1185	158	1343	1361	142	1503	1364	142	1506	1880	266	2146
FLASH	1474	352	1826	1548	378	1926	1815	388	2203	2070	472	2542	2213	518	2731
Total.	7362	1219	8581	8356	1438	9794	8531	1524	10055	8228	1601	9829	8694	1809	10503

Année	1994-1995			1995-1996			1996-1997			1997-1998			1998-1999		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
FSS	359	115	464	333	103	436	369	120	489	396	134	530	392	176	568
FSA	125	7	132	122	13	135	145	19	164	161	24	185	182	39	221
ENA	156	92	248	195	137	332	255	187	442	270	212	482	268	197	465
INE	412	164	576	498	185	683	560	219	779	531	184	715	555	242	797
CPU	406	63	469	400	74	474	617	96	713	673	112	785	751	136	887
ENAS	20	12	32	19	15	34	20	20	40	21	34	55	25	48	73
FASJEP	3480	692	4172	3495	707	4202	4671	945	5616	4420	960	5380	5042	1151	6193
FAST	1748	226	1974	1331	147	1478	1434	206	1640	1583	232	1815	2021	322	2343
FLASH	2311	537	2848	2673	661	3334	3192	828	4020	3376	896	4272	3395	995	4390
Total.	9017	1908	10915	9066	2042	11108	11263	2640	13903	11431	2788	14219	12631	3306	15937

Source : Service statistiques et scolarité (SSS)/Rectorat/UNB

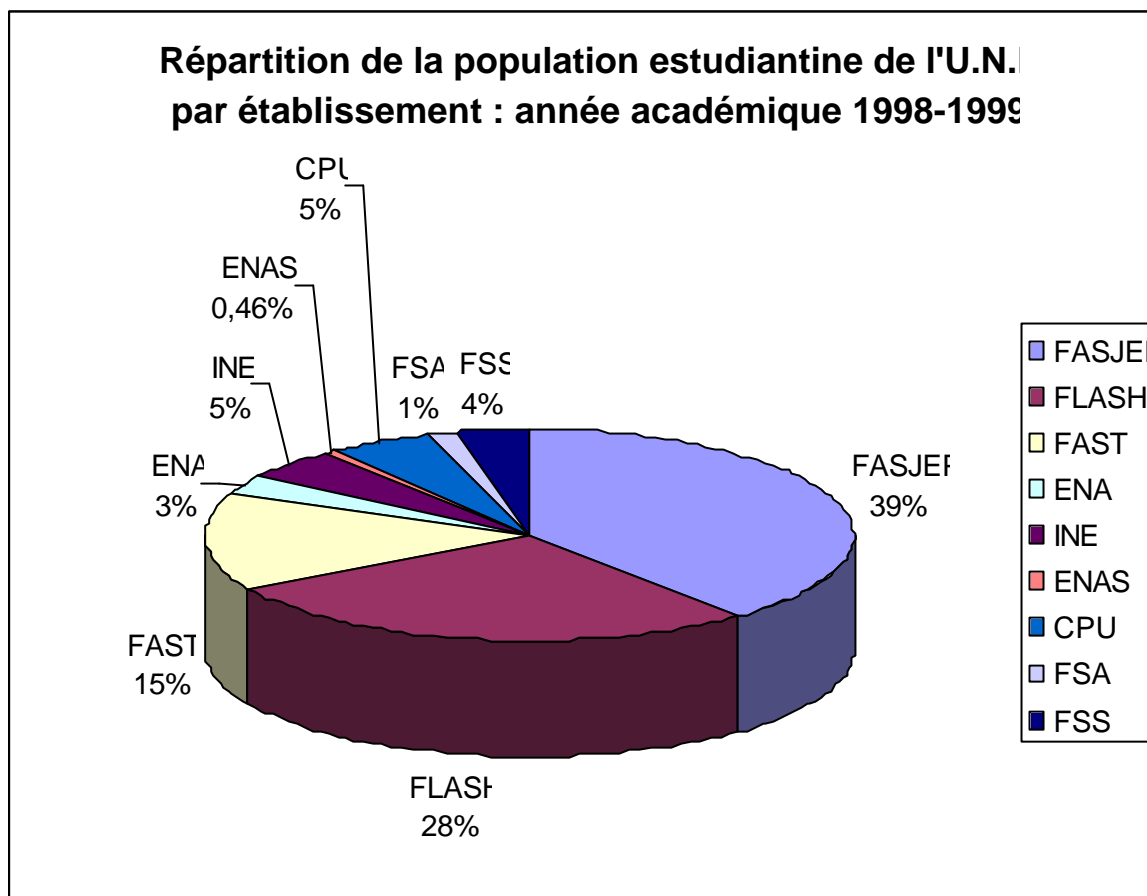
C'est à dessein que nous n'avons pas repris dans le tableau ci-dessus les établissements des formations post-universitaire (IRSP), doctorale (IMSP), para-universitaire (CE.BE.LA.E.) et de l'Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et de Sport (INJEPS) de Porto-Novo. Les effectifs de ces établissements sont marginaux (total de 367 étudiants pour 1998-1999) et n'influencent aucunement les tendances générales.

L'histogramme de la page suivante montre clairement qu'en l'espace de dix ans (1989 à 1999), l'effectif des étudiants de l'UNB a doublé. Il nous semble important de souligner que contrairement au nombre d'étudiants, les infrastructures de l'université n'ont pas changé depuis dix ans.

Le graphique en courbes, deux pages plus loin, montre que sur dix ans, le nombre de filles a augmenté dans les mêmes proportions que le nombre de garçons à l'UNB. Autrement dit, si les filles sont discriminées pour l'accès à l'enseignement, ce n'est pas l'université qui est le théâtre de cette discrimination mais les niveaux scolaires inférieurs (primaire et secondaire).

Histogramme de l'évolution de la population de l'UNB de 1989 à 1999 : Voir dossier annexe (Tableaux et graphiques)

Courbes de l'évolution de la population de l'UNB de 1989 à 1999 : Voir dossier annexe (Tableaux et graphiques)



Si l'on ne tient compte que de l'année scolaire 1998-1999, on notera (voir graphique ci-dessus) que les facultés classiques comptent trois quarts des étudiants et que les facultés de Lettres (FLASH) et Sciences juridiques et politiques (FASJEP) absorbent deux tiers des étudiants de l'UNB ! Une seule Faculté, la FASJEP compterait donc 39 % des effectifs. Elle est sans doute la Faculté la plus peuplée, mais il convient de garder à l'esprit qu'elle compte sans doute le plus « d'étudiants fantômes » et qu'elle est très courue pour les inscriptions secondaires.

1.3. La proportion de filles

Selon les statistiques de l'année académique 1998-1999, le nombre total d'étudiants inscrits était de 16.304 dont 3.350 filles et 12.954 garçons, soit 21 % de filles étudiantes à l'UNB. Les établissements les plus féminins sont l'ENAS avec 65 % de filles, l'ENA (42 %) et la FSS (30 %). Les établissements les moins fréquentés par les filles sont la FSA avec 17 % des filles, le CPU (16 %) et la FAST (13 %).

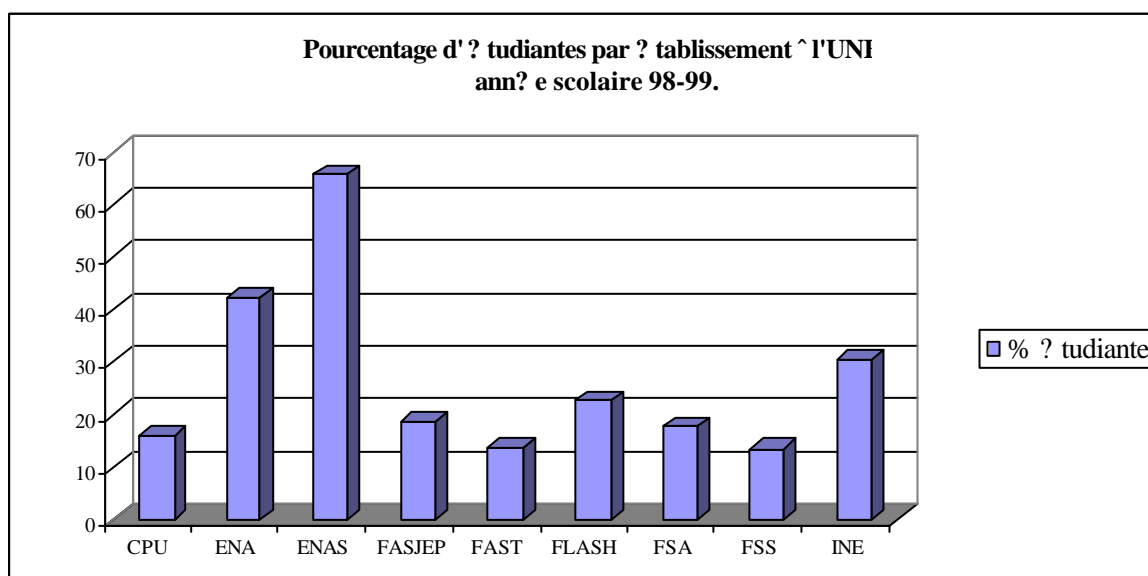
À titre indicatif, le tableau ci-dessous donne un éclairage sur la proportion de filles dans 10 établissements de l'UNB :

Année d'étude	1ère année		2ème année		3ème année		4ème année		5ème année		6ème année		7ème année		Total		% de filles
	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	
ETABLISSEMENTS																	
CPU	62	332	41	230	15	156	16	122							134	840	15,9
ENA	82	204	68	159	47	101	0	1							197	465	42,4
ENAS	22	33	17	24	9	16									48	73	65,8
FASJEP	592	3156	246	1362	170	905	143	770							1151	6193	18,6
FAST	234	1563	34	374	21	172	33	233	45						322	2343	13,7
FLASH	416	1673	219	1043	170	873	190	801							995	4390	22,7
FSA	19	70	5	47	6	47	7	33	2	24					39	221	17,7
FSS	54	147	20	84	26	88	22	82	19	52	11	53	24	62	176	568	13,4
INE	120	379	70	227	52	191									242	797	30,4

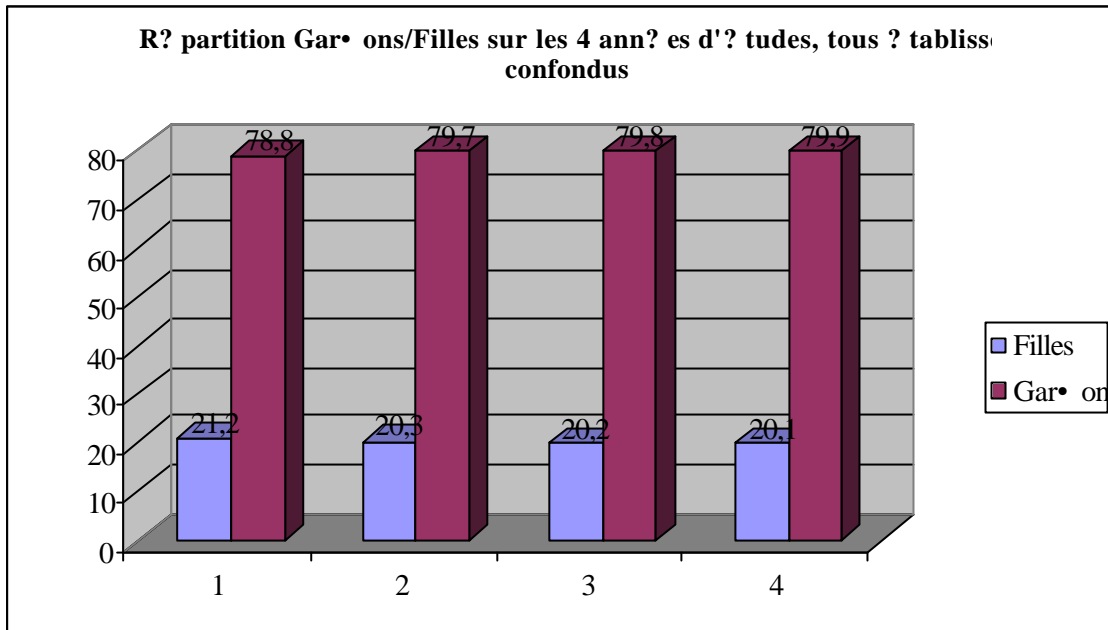
Source: Service statistiques et scolarité (SSS)-Rectorat/UNB

Durant l'année académique 1998-1999, l'UNB accueillait 1.127 étudiants salariés de la fonction publique ou employés dans le secteur privé.

Il est à noter que l'UNB inscrit chaque année un nombre d'étudiants de plus en plus important alors que sa capacité d'accueil reste inchangée depuis des années. Les amphithéâtres sont surpeuplés, la plupart des professeurs n'ont aucun bureau, etc.... Cependant l'inconfort affecte principalement, mais pas seulement, les facultés classiques.



Ce graphique illustre la prépondérance des filles dans les filières à caractère social et administratif (ENA, ENAS).



Ce graphique montre que le rapport filles / garçons reste stable au fil des quatre années d'études.

1.4. Les étudiants étrangers

Outre le nombre d'étudiants béninois qui ne cesse d'augmenter, l'UNB accueille également un nombre sans cesse croissant d'étudiants étrangers de la sous-région fuyant les troubles académiques dans leurs pays (Côte d'Ivoire) ou d'autres événements encore plus graves (les guerres civiles en Afrique centrale). Nombre de jeunes béninois scolarisés au niveau primaire et/ou secondaire en Côte d'Ivoire appelés comme «diaspos» constituent également une population importante à l'UNB. Ces étudiants fuient les perturbations récurrentes de l'enseignement supérieur ivoirien.

Enfin, pour l'année académique 1998-1999, le nombre d'étrangers à l'UNB était de 859 étudiants. Les étudiants étrangers fuient souvent des conditions comparables à celles de l'enseignement en Côte d'Ivoire ou des situations plus problématiques encore (RDC, Burundi, Rwanda). D'autres, boursiers de leurs pays (Gabonais, Niger Congo Brazza) connaissent des conditions plus sécurisantes pour autant que les bourses soient versées régulièrement.

1.5. Les établissements de l'UNB et leurs modes de recrutements

Il existe à l'UNB des écoles, instituts et facultés dits « professionnalisés » que le discours général oppose aux facultés classiques que sont FASJEP, FAST, FLASH qui comptent, elles, rappelons le, au moins 3/4 des étudiants. Ces dernières sont réputées pour leur part dispenser des enseignements « théoriques » sans lien précis avec les opportunités du marché de l'emploi. En fait, il est clair que les premières et les secondes ne relèvent plus vraiment

du « même monde » selon les étudiants. On verra plus loin que bien d'autres indicateurs témoignent d'une évidente dualisation de l'UNB à travers ses établissements et leurs publics.⁵

Parmi ces établissements professionnalisés, deux Facultés, Médecine (FSS) et Agronomie (FSA) constituent souvent l'objectif premier des étudiants. L'accès y est conditionné par un concours d'entrée. De fait les Bacs scientifiques (Bac D et C) préparent au mieux à ces concours et formations. Le recrutement y est très limité et chacun sait ou croit savoir que l'encadrement et la probabilité de réussite y sont nettement plus élevés. Les échecs y sont beaucoup plus rares que dans les facultés dites classiques. Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs relatifs sont nettement supérieurs en comparaison de toutes les autres écoles et Facultés. Le nombre d'étudiants inscrits en première année se compte en dizaines tandis qu'il convient de compter ailleurs en centaines, voire en milliers.

On accède à ces établissements en étant classé au concours d'entrée ce qui donne droit au tarif d'inscription le plus bas (6 200 FCFA) soit à défaut de réussite au concours, en réussissant le test de sélection interne qui permet l'inscription au tarif de quelque 106 200 FCFA. Enfin un nombre limité d'étudiants « sponsorisés » (par leur famille et/ou par une association) peut être admis sur dossier et être dispensé de la réussite de l'un ou l'autre concours. La famille, ou l'étudiant, doit alors assumer un coût d'inscription qui varie de 213 200 à 252 200 FCFA pour les béninois. Ces deux dernières formules ne peuvent plus changer durant les années ultérieures et interdisent l'accès à une bourse. Beaucoup d'étudiants des premières années cherchent à s'inscrire en Fac avec le seul objectif de "gagner la bourse".

Notons que la réussite au concours d'entrée en FSS et FSA donne accès à la bourse d'État. Le public y est donc spécifique dans la mesure où on y trouve essentiellement des boursiers et des jeunes soutenus par des familles ayant fait la preuve de leur crédibilité monétaire. Comme on y échoue peu, les pertes de bourses sont rares. On comprend donc que ces deux Facultés sont les plus recherchées et les plus valorisées principalement parmi les détenteurs de Bac D et C. Elles cumulent en effet des contenus scientifiques considérés comme élevés, une sélectivité exceptionnellement forte à l'entrée (garante de la qualité, de la disposition d'un minimum de moyens : bourse ou aide familiale et de la jeunesse des candidats), formations très spécialisée, encadrements plus importants. La médecine en particulier bénéficie d'un prestige considérable alliant les motivations les plus nobles aux anticipations les plus intéressées. La formation scientifique et le titre de FSA sont également très appréciés, mais offrent moins d'opportunités en matière d'installation dans le privé à titre indépendant.

Une autre catégorie d'établissements est constituée d'écoles ou instituts qui ne sont pas des Facultés et n'offrent pas de filière de second et troisième cycles. Leur vocation originelle était de produire des cadres « supérieurs moyens ». Il s'agit de l'ENA, l'INE, l'ENAS, le

⁵ Hors de l'université, la prolifération des filières privées d'enseignement supérieur complexifie encore l'orientation des étudiants. Ces écoles accessibles parfois sans titre de « Bac », délivrant le plus souvent des brevets de techniciens supérieurs (BTS), exigent des montants d'inscription variables de 200 000 à 500 000 FCFA. Leur réputation tient surtout en la qualité présumée des cours donnés (professeurs « motivés ») et au caractère éminemment pratique des enseignements censés préparer à l'exercice d'un métier, censés aussi être en adéquation avec le marché du travail privé local. On y délivre surtout des diplômes de secrétariat, gestion, comptabilité, communication et plus rarement des titres scientifiques.

CPU. Moins considérés en termes de prestige scientifique car limités aux premiers cycles (Bac +3) et ne faisant pas l'objet d'équivalence systématique à l'étranger, ces établissements sont surtout réputés pour la forte probabilité d'insertion professionnelle de leurs diplômés, ainsi que dans une certaine mesure, pour l'encadrement des étudiants et les stages pratiques qui y sont organisés. On y accède également sur base de la réussite au concours d'école qui donne droit à la bourse d'État, par test de sélection interne ou par «sponsoring» dans les conditions évoquées ci-dessus pour la FSA et FSS. Le public est proche de celui de la FSS ou FSA mais plus féminin. Il n'est pas rare qu'un titulaire de Bac D ou C s'essaye à quatre concours, FSA, FSS, INE, ENA par exemple.

Le troisième type d'établissement constitué de « Facultés classiques ou généralistes » accueille l'immense majorité des étudiants (entre 70 et 80 %). Ces Facultés dont les premiers cycles surtout sont qualifiés de «Chine populaire» sont accessibles à tout bachelier contre un minerval de 6.200 CFA. Il s'agit de la faculté des sciences et techniques (FAST), de la faculté des lettres et de la faculté des sciences juridiques économiques et politiques. À l'exception de quelques « éventuels » boursiers d'excellence qui auraient choisi ces filières, on n'y trouve pratiquement pas de boursier en première année. Seule la réussite en première année avec une moyenne de 11,51/20 à un âge inférieur à 25 ans donne droit à une bourse de seconde année (25750 FCFA/mois). Un résultat honorable, mais un peu inférieur (entre 10/20 et 11,5/20) donne droit au secours. Cette aide est inférieure à la bourse et est versée en une fois (105 200 FCFA/an).

1.6. L'encadrement

Il est important de souligner qu'à l'UNB, la pléthore d'étudiants dans les facultés dites "classiques", dénommées localement "Chine populaire", est liée à un encadrement inégal par rapport aux établissements dits "professionnalisés". Le tableau indicatif ci-dessous bien que lacunaire (parce qu'il manque les données de l'ENAS) est assez éloquent à ce sujet.

Établissement	Professeurs	Professeurs assistants	Assistants stagiaires	Nombre total d'encadreurs	Nombre total d'étudiants par établissement	Nombre d'étudiants par membre du personnel d'encadrement
CPU	1	36	56	93	840	9
ENA	2	25	18	45	465	10
ENAS					73	
FASJEP	3	40	16	59	6193	105
FAST	23	50	16	89	2343	26
FLASH	13	78	21	112	4390	39
FSA	4	38	10	52	221	4
FSS	38	25	2	65	568	9
INE		28	16	44	797	18
INJEPS		14	14	28	134	5

Source: Service statistiques et scolarité (SSS)-Rectorat/UNB

En FSA (qui est par ailleurs l'une des Facultés où sont présentes de longue date les coopérations extérieures), on compte quatre étudiants par membre du personnel d'encadrement, alors qu'à la FASJEP on dénombre 105 étudiants par membre du personnel

d'encadrement. On notera également l'énorme différence en matière de professeurs titulaires entre la FSS par exemple et la FLASH ou plus encore entre la FSS et la FASJEP !

1.7. Les taux de réussite

Sur base des chiffres (recueillis au service de scolarité) relatifs aux étudiants inscrits, aux étudiants doublants et aux étudiants exclus, nous pouvons risquer des approximations qui donnent des taux de réussite variant de +/-30% en première année dans les facultés dites classiques (FASJEP, FLASH et FAST) à +/-60 % dans les années de second cycle. Dans les établissements professionnalisés, les taux de réussite sont nettement plus élevés. Ces taux varient de 80 % en première année des écoles professionnalisées, à 100 % dans les années supérieures. Nous observons donc une relation positive entre un taux d'encadrement élevé et un taux de réussite élevé.

Année d'étude	1 ^{ère} année				2 ^{ème} année				3 ^{ème} année				4 ^{ème} année			
	I	P	R	E	I	P	R	E	I	P	R	E	I	P	R	E
FASJEP	100	28,04	33,92	38,04	100	66,5	14	19,5	100	67,6	32,4		100	64	36	
FAST	100	31,91	40,4	27,69	100	48,1	32,4	19,5	100	44,9	55,1		100	51,4	49	
FLASH	100	51,44	34,42	14,14	100	73,2	22,7	4,17	100	85,4	14,6		100	47,8	52	
Sous-ensemble	100	35,74	35,17	29,09	100	65,9	20	14,1	100	68,8	31	0,2	100	56,1	44	0,07
CPU	100	88,23	8,82	2,95	100	95,6	4,45									
ENA	100	84,84	13,63	1,53	100	83,1	11,9	5,09	100	96,6	3,45					
ENAS	100	73,33	20	6,67	100	100			100	94,4	5,89					
FSA	100	80,64	19,36		100	94,1	5,89		100	91,2	8,83		100	97,6		2,44
INE	100	84,21	11,84	3,95	100	93,1	2,77	4,18	100	95	5					
FSS	100	62,9	32,25	4,85	100	81,5	14,8	3,75	100	80,4	19,7		100	70,1	30	
Sous-ensemble	100	56,89	40,97	2,14	100	91,5	6,42	2,07	100	91,3	8,66		100	80,9	18	0,86
Total	100	38,48	35,92	25,6	100	64,9	24,4	10,6	100	71,1	28,7	0,19	100	54,4	44	0,12

Source : Service statistiques et scolarité (SSS)/Rectorat/UNB

I : Inscrits

P : Réussites

R : Redoublants

E : Exclus

Le tableau ci-dessus montre clairement qu'il y a une adéquation entre le taux d'encadrement élevé dans les établissements professionnalisés (CPU, ENA, ENAS, FSA, INE, FSS) et le taux de réussite élevé. On remarque que dans les Facultés dites classiques, c'est la première année qui sert d'écumoire. Une fois que l'étudiant passe la première candidature, il double ses chances de réussite dans les années supérieures.

1.8. Les aides publiques aux études

Les aides publiques aux études comportent des bourses nationales d'études universitaires (bourse d'excellence et bourse ordinaire) qui sont des sommes fixes allouées mensuellement à l'étudiant. Le « secours universitaire » est quant à lui versé une fois sur l'année scolaire

(115.000 FCFA/an). Les montants de bourse sont de trois niveaux : 28.750 FCFA, 34500 FCFA et 45.425 FCFA selon que l'étudiant fréquente une faculté « classique », une école professionnalisée de type court, la FSA ou la FSS.

Pour bénéficier de ces financements publics, les critères que doit remplir l'étudiant varient selon le type de financement. La bourse d'excellence est attribuée à l'étudiant inscrit en 1^{ère} année dans l'une des Facultés et Instituts de l'UNB avec la mention « Bien » au moins au Bac et un âge inférieur ou égal à 20 ans au 31 décembre de l'année d'inscription. La bourse Nationale d'Etudes est attribuée à tous les étudiants admis à l'un des concours d'entrée en 1^{ère} année dans les établissements de formation professionnelle de l'UNB qui sont âgés de 23 ans au plus au 31 décembre de l'année du concours ainsi qu'à tout étudiant de l'UNB qui obtient une moyenne de passage supérieure à 11,5/20 en Facultés et à 13/20 dans les écoles professionnalisées et qui satisfait aux critères d'âge (voir annexes).

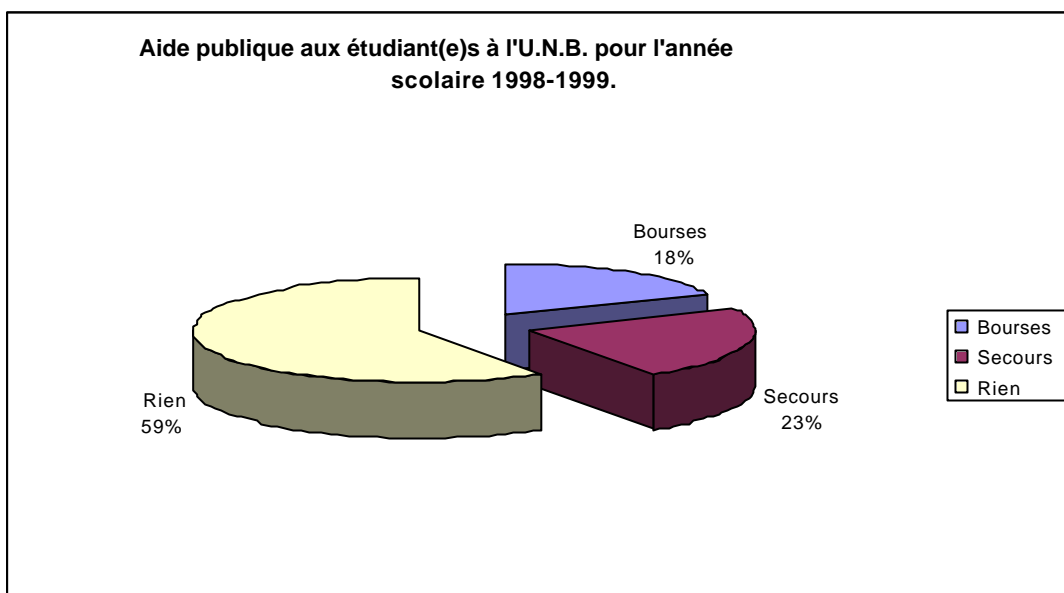
Les taux de boursiers de première année en fac sont insignifiants (en-deça des % tandis qu'ils varient de 23 à 30 % dans les écoles et atteignent 35 % en FSS et 40 % en FSA. En écoles ou Facultés professionnalisés ces taux croîtront encore de quelques % au fil des années pour atteindre 50 % en FSS et 60 % en FSA (en 4^o année) 40 % à 50 % en école.

En faculté classique, les taux de boursiers atteindront 10 à 35 % en seconde année et de 29 à 44 % en dernière année.

Établissements	Effectif des étudiants par établissement	Nombre de boursiers	Nombre de secourus	Ni bourse ni secourus
FASJEP	6193	625 (=10,1%)	1532 (=24,7%)	4036 (65,2%)
FLASH	4390	805 (=18,3%)	1064 (=24,2%)	2521 (57,5%)
FAST	2343	334 (=14,6%)	1079 (=46,1%)	930 (39,3%)
INE	797	214 (=26,9%)		583 (73,1%)
ENA	465	143 (=30,8%)		322 (69,2%)
ENAS	73	19 (=26,01%)		54 (74,99 %)
CPU	840	297 (=35,6%)		543 (64,4%)
FSA	221	151 (=68,3%)		70 (31,7%)
FSS	568	236 (=41,5%)		332 (58,5%)
Total	15890	2824 (=17,8%)	3675 (=23,1%)	9391 (59,1%)

Source : Service statistiques et scolarité (SSS)-Rectorat/UNB

Pour plus de détails quant aux modalités d'octroi de retrait et de rétablissement des bourses et secourus nous invitons le lecteur à se référer au décret y relatif en annexe du présent rapport.



La répartition de l'aide publique sur la population estudiantine à l'U.N.B pour l'année scolaire 1998-1999 montre clairement que plus ou moins 40 % des étudiants universitaires reçoivent une aide publique.

2. La population étudiante : origines et trajectoires des étudiants.

Trop longtemps et alors même que la sociologie de l'éducation en Europe analysait les trajectoires scolaires en termes de production-reproduction et transformation des positions familiales et sociales, le phénomène scolaire africain a été systématiquement perçu à travers un biais volontariste voire productiviste. Il s'agissait de produire les quantités de compétences exigées par le développement national, perspective tout entière fondée sur l'idée de l'éducation moderne comme rupture radicale entre tradition des aînés et cheminement vers la modernité des cadets.

Il semble que, jusqu'à la relative désétatisation contemporaine des champs scolaires africains, plusieurs facteurs ont concouru à négliger systématiquement l'analyse du système scolaire comme institution participant à la constitution des différenciations sociales, économiques et culturelles, à leur reproduction et à leur légitimation⁶.

Dans ce chapitre, nous souhaitons invalider définitivement une certaine image de l'étudiant africain devenue complètement inadéquate et pourtant encore si présente dans les milieux éducatifs européens (voire africains) et dans les milieux de la coopération. Cette image, c'est celle du gamin (moins souvent la fillette) du village, issu de parents ruraux, qui par l'heureuse conjonction du développement volontariste, de l'enseignement primaire, d'une relative mais toujours quasi involontaire, bienveillance de sa famille, de dons exceptionnels ou d'une opiniâtreté infaillible ou encore, par la grâce d'un missionnaire, instituteur ou coopérant, puis d'une bourse... aurait parcouru avec succès l'impitoyable processus de

⁶ On épinglera en outre les urgences du développement et de la production des ressources humaines mais aussi les à priori populistes et misérabilistes inhérents à la perception des populations africaines, une dénégation quasi systématique de la part des élites africaines précisément scolarisées face à toute relativisation de l'unité de l'intérêt national.

sélection de la scolarité importée depuis peu. Image misérabiliste et fortement liée à l'idéologie de la construction nationale et à la production de ses élites. Image d'un élitisme aléatoire, naturel, imposé par l'histoire, un élitisme de circonstance ou de nécessité. Un élitisme qui, pour toutes ces raisons, apparaissait juste ou à tout le moins équitable.

Cette image indifférenciée, gommant tous les éléments originels familiaux, contribuant à individualiser la lecture des trajectoires (le seul de son village à atteindre le bac par exemple) tout en les pensant toutes comme mues par les mêmes ressorts, est aussi l'image du lettré de première génération, image du développement rapide, de la modernisation, de l'effort national tendu vers des objectifs de production des ressources humaines. Image aussi de celui que l'on imagine aisément comme représentant naturel d'un collectif familial ou villageois non lettré, comme porte-parole, témoin voire militant de la promotion collective des siens, introducteur patenté de la modernité parmi ceux-ci. Cette imagerie du candidat au savoir sans doute entretenue, est pourtant fausse dès l'origine de la transition vers les indépendances. Elle l'est encore davantage aujourd'hui alors que l'introduction de la scolarisation remonte à plus de trois générations et que la disqualification relative du national, garant d'une très relative égalité des chances, est particulièrement évidente dans le champ scolaire primaire et secondaire.

2.1.L'origine familiale

i. Le statut des parents

L'étudiant béninois est très souvent issu de parents scolarisés, nous dirons "lettrés". Ainsi, 44 sur 52 des étudiants de notre échantillon ont au moins un parent (père mère ou tuteur) lettré, d'un niveau supérieur au primaire et 26 étudiants au moins ont une mère lettrée. Notons la présence extrêmement remarquable de jeunes issus d'une famille liée par un membre ou deux membres à l'appareil scolaire. Vingt-deux étudiants sur 52 ont au moins un parent direct (ou tuteur principal) lié professionnellement à l'appareil scolaire (inclus les instituteurs ou professeurs retraités)⁷. Six ont deux parents dans cette situation professionnelle. Huit filles sur 13 ont un ou deux parents dans cette situation.

La profession de loin la mieux représentée parmi les parents est celle d'instituteur, institutrice et professeur du secondaire, puis vient la catégorie des fonctionnaires disposant du BEPC (brevet d'études primaires) au moins et enfin des indépendants dont l'activité est enregistrée. Notons en particulier l'importance du nombre d'étudiants issus de mères enseignantes (un quart) même lorsque beaucoup parmi celles-ci ne disposent pas du Bac et sont de fait institutrices primaires.

Pour la majorité des étudiants, il ne s'agit donc pas de parents «sachant lire et écrire», car 24 ont deux parents occupant un emploi formel (inclus les retraités) et 18 ont «seulement» un papa dans cette situation.

⁷ Nous nous devons de préciser que le Ministère de l'éducation nationale est la plus grosse entreprise du Bénin. Il utilise 35 % du budget de l'État et emploie 22 000 agents tout en disposant du plus grand parc immobilier du pays (Hugon 94, p. 266).

Douze filles sur 13 ont au moins un parent ayant occupé un emploi formel ! Parmi ces douze filles, 9 sont issues d'un couple actif dans le secteur formel ou enregistré. Le niveau de l'emploi du père est généralement plus élevé que dans le cas des garçons.

Ci-dessous, un tableau illustratif de la tendance générale des professions des parents des étudiantes interrogées

<u>Père</u>	<u>Mère</u>
Caissier au trésor	directrice d'école
Commerçant moyen	commerçante
Fonctionnaire (impôts)	commerçante
Commissaire de police	commerçante
Instituteur	inspectrice des affaires sociales
Ex-ministre	professeur secondaire
Commerce import/export (bac)	commerçante
Cadre chem. de fer	institutrice
Commerce moyen	commerce moyen
Chauffeur PNUD	ménagère
Prof. université	secrétaire
Pharmacien	commerce moyen
Fonctionnaire OPT	commerce

Nous sommes donc très loin de l'enfant issu d'un ménage non scolarisé. Il suffit de considérer les taux nationaux de scolarisation à la génération des parents, les taux d'activité féminine formelle, et même la distribution actuelle de la population active selon le niveau scolaire et le type d'activité pour mesurer combien le stéréotype du fils de paysan est anachronique et déplacé.

Il convient donc de concevoir que les étudiants qui accèdent à l'UNB se recrutent très majoritairement parmi les familles lettrées, disposant de parents actifs dans le secteur formel et sur-scolarisés à l'échelle du pays. L'accès et le maintien dans l'enseignement supérieur universitaire semblent ainsi s'inscrire dans des stratégies d'investissement intergénérationnelles de consécration ou de consolidations de capitaux culturels et économiques et de statut social.

ii. La scolarisation des frères et sœurs

L'examen des situations scolaires des frères et sœurs soutient cette hypothèse. Trente étudiants sur 52 ont au moins deux frères ou sœurs diplômés ou scolarisés dans l'enseignement supérieur. Si l'on soustrait les aînés (qui ont moins de chance d'être dans ce cas et qui ont le plus souvent des «petits frères et sœurs sur les bancs au collège ou lycée») 4 étudiants sur cinq ont au minimum un frère ou une sœur disposant au moins du Bac.

L'examen de la scolarité des germains semble indiquer que l'effet des différences culturelles, sociales et économiques d'origine familiale est plus net encore qu'au niveau individuel. En effet, extrêmement rares sont les parents disposant du bac ou davantage (et encore plus rares sont les mamans de ce niveau) dont la majorité des rejetons n'est pas ou n'a été sur les bancs du collège du lycée et de l'université. Ainsi les 15 étudiants dont la

scolarité est quasi générale parmi les frères et les sœurs sont précisément ceux dont les parents occupent des professions formelles requérant un moins un niveau de Bac.⁸

Pour la majorité des étudiants ayant un père polygame ou assumant la responsabilité d'enfants d'autres lits (35 sur 52), le rang de la maman semble plus déterminant, à tout le moins dans les couples d'actifs pour rendre compte de l'extension de la scolarité parmi les enfants. Ainsi, on note souvent un décalage entre la scolarité des enfants d'une épouse en comparaison des enfants d'une autre. Il faut cependant tenir compte d'un fréquent écart d'âge voire de génération entre les enfants d'une femme et ceux d'une autre. Il convient donc d'être prudent. En tout état de cause, la compétition scolaire entre enfants des co-épouses est souvent décrite comme motif de conflits entre celles-ci. Enfin, la relation avec la mère est très souvent décrite comme la relation familiale déterminante en termes de soutien moral et financier, même si l'autorité du papa et des frères aînés semble plus déterminante pour ce qui concerne le choix des études et l'orientation.

La fréquence de la polygynie n'est pas liée à l'origine rurale et paysanne des étudiants. Ainsi l'immense majorité des papas instituteurs ou professeurs de niveau secondaire et urbains sont polygynes.

La présence de devanciers parmi les aînés joue incontestablement un rôle stimulant pour les étudiants actuels qui se doivent d'égaliser ceux-ci. Outre ce rôle, les devanciers «ont tracé la voie» aussi en termes d'habitudes universitaires, de connaissances des tuyaux, de la culture académique, des réseaux relationnels qui lui sont intimement et fonctionnellement liés. Ainsi les inégalités originelles se trouvent renforcées par les destins scolaires des grands frères et sœurs (dans une moindre mesure). Notons cependant que le soutien matériel accordé par grands frères et sœurs n'est pas particulièrement lié au statut scolaire de ceux-ci.

Le volet le plus qualitatif de l'enquête portant sur les représentations permet d'approfondir encore cette étroite relation entre les rapports «certifiés» et/ou professionnels des familles d'origine à la culture scolaire et le destin des jeunes dès lors que l'on envisage la cohérence du parcours et plus encore la maîtrise d'un projet par l'étudiant. Nous y reviendrons en envisageant les orientations.

iii. Trois profils

En combinant la scolarité et la position professionnelle des parents avec l'intensité de la scolarisation parmi les germains, trois ensembles de profils peuvent être dégagés.

Le premier ensemble regroupe des profils que nous qualifions de consécration. Ces étudiants ont en commun d'avoir au moins un parent très scolarisé, fonctionnaire ou enseignant et au moins deux frères et sœurs dans l'enseignement supérieur ou diplômé de celui-ci et/ou des petits frères et sœurs dans les dernières années du secondaire.

⁸ Bien que des étudiants (très minoritaires - un sur cinq) se déclarent seuls universitaires dans leur famille proche, voire décrivent leurs familles comme peu nanties économiquement, extrêmement rares sont en fait les étudiants qui ne disposent d'au moins un parent scolarisé. Ainsi une jeune fille pourra déclarer qu'il n'y a pas d'universitaire parmi ses devanciers familiaux, mais avance néanmoins que sa mère était enseignante et son père fonctionnaire à l'OCBN avec un niveau proche du bac. Dans la plupart des familles, l'étudiant a des frères et sœurs qui ont été étudiants ou qui s'y préparent.

Le premier groupe compte 16 étudiants (Valère, Fredo, Ricky, Claire, Howard, Donald, BorisI, Didier, Henriette, Gilles, Béatrice, Auguste, Gudule, Gloria, Liévin, Josephine). Ils et elles comptent en moyenne 1,3 ans de retard par rapport à l'âge théorique idéal dans leur section. Sept ont une bourse et 4 ont un secours cette année. Parmi les cinq derniers, deux sont entrés en école sur test et un sponsorisé.

Neuf sont principalement inscrits dans les établissements professionnalisés.

Le second groupe a au moins un parent lettré et/ou un germain diplômé au moins du Bac. Il compte 22 étudiants dont 14 ont au moins un parent lettré occupant un poste officiel et au moins un frère/soeur scolarisé dans le supérieur. Huit ont donc soit un parent ou un germain dans cette situation. Il compte 2,5 ans de retard par rapport à l'âge idéal moyen dans leur section.

Le troisième groupe est constitué des intellectuels isolés de première génération (Gaël, Désiré, Théophile, Jim, Gnegni, Dany, Ronald). Aucune fille. (Il faut mentionner Emmanuel, mais très âgé et en troisième cycle ; il n'intervient pas dans les commentaires qui suivent). Ce groupe a 4 ans de retard en moyenne sur l'âge idéal théorique. Il compte deux boursiers et cinq non boursiers dont deux admis sur test. Deux étudiants sont inscrits en école sur test et cinq en faculté classique.

2.2. L'origine géographique : ... a grandi principalement en ville

L'image de l'enfant du village rescapé d'une famille non scolarisée et disposant seul du privilège scolaire apparaît encore moins fidèle à la réalité si l'on examine les origines régionales et surtout les trajectoires spatiales.

D'avantage qu'une opposition entre jeunes issus de la capitale et jeunes issus du reste du pays (qui serait considéré comme rural), ou qu'une fracture Nord-Sud, il est plus judicieux de considérer trois groupes représentant des ensembles de ressources et opportunités différentes, tant en termes d'accès aux études supérieures qu'en termes d'organisation de la vie étudiante.

Un premier ensemble serait issu du réseau des villes et petites villes du Sud incluant Cotonou (Ouémé, Atlantique et Mono, Zou-sud), un second groupe serait plus nettement issu de zones rurales du sud et du centre, tandis qu'un troisième groupe serait issu des provinces du nord (Borgou, Atacora, Zou nord).

Il nous a été impossible d'obtenir les statistiques sur l'origine géographique des étudiants de l'UNB. Paradoxalement, nous avons par contre, obtenu les données sur l'origine ethnique de ces mêmes étudiants.

Répartition des étudiants de l'UNB par ethnie et par établissement :
année scolaire 1998 - 1999

Etablissement Ethnies	FASJEP	FLASH	FAST	CPU	ENA	INE	ENAS	FSA	FSS	TOTAL
ADJA et apparentés	392	248	111	27	24	33	3	11	22	871
AIZO et apparentés	346	237	151	37	24	34	2	18	33	882
BARIBA	242	224	60	37	23	23	7	12	16	644
BERBA	12	20	2	2	1	1	0	1	1	40
DITAMARI	21	18	4	1	1	0	1	1	1	48
DENDI	130	96	29	9	7	20	3	5	9	308
DJERMA	16	9	10	3	0	4	0	0	10	52
DJOUGOU et apparentés	35	38	3	4	1	3	0	0	2	86
FON et apparentés	3206	2136	1321	475	248	425	34	124	246	8215
HAOUSSA	8	9	1	1	1	2	0	0	2	24
MINA et apparentés	412	299	130	41	35	61	2	8	23	1011
NATIMBA	9	15	3	1	1	1	0	0	1	31
NSORI OTAMARI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PEULH	14	15	2	2	1	1	1	1	0	37
YORUBA et apparentés	954	760	383	155	59	133	11	31	55	2541
AUTRES	393	263	132	41	39	56	9	9	146	1088
Ensemble	6190	4387	2342	836	465	797	73	221	567	15878

De surcroît, il est préférable de considérer des trajectoires que des origines. Ainsi, le fait d'être originaire du Nord, ou plus généralement de telle ou telle localité ou terroir éloigné des centres urbains, élément important de l'identité de l'étudiant béninois, n'implique pas d'y avoir réalisé la majeure partie de sa scolarité, ni que la socialisation s'y soit principalement déroulée.

En raison de la configuration spatiale de l'offre scolaire, tous les étudiants d'origine rurale ont rejoint une ville importante ou moyenne durant de longues périodes durant la scolarité secondaire et ont été placés ou hébergés chez un oncle, un frère ou un cousin. Nombreux sont par ailleurs les enfants de fonctionnaires « qui ont beaucoup bougé » avec un ou les deux parents ou encore sans ceux-ci.

Parmi les Béninois interrogés, 25 étudiants seraient « typiquement urbains » en se déclarant originaires des villes du Sud. Neuf se disent originaires de zones rurales du sud et du centre, tandis que 11 se disent nordistes. Quatre cinquième des étudiants (inclus les étrangers) ont principalement évolué en ville.

En fait trois quarts ont accompli l'essentiel de leur scolarité dans les capitales et grandes villes (pour le Bénin : Cotonou, Porto-Novo, Abomey). Les étrangers étant presque tous issus des capitales. Le village, qui n'est d'ailleurs pas toujours présent au niveau des représentations, renvoie le plus souvent au terroir d'origine du père et, dans quelques cas, de la mère, lorsque les relations avec la famille de celle-ci ont été privilégiées. Le village ne fait

sens, aux yeux des étudiants, comme élément identitaire que lorsque cet élément très local et typiquement traditionnel est intégré dans un tropisme régional (Nord) ou ethnolinguistique plus large.

De surcroît, les trajectoires spatiales (hébergement, prises en charges, etc.) durant le secondaire ont systématiquement privilégié les apparentés urbanisés. Pour une demi-douzaine d'étudiants, le village (lieu d'origine des parents ou d'un parent) est décrit comme un lieu de périls, un lieu à éviter.

Enfin notons que la question de l'accès au système scolaire et du maintien dans celui-ci supposés inégaux des étudiants du sud et du nord est aujourd'hui très discutée à Cotonou. Cette sélection serait plus dure pour les jeunes du nord. Selon eux, cette sous-représentation (en particulier à l'université et davantage encore parmi les finalistes) résulterait d'une situation de fait : moins de collèges, moins d'enseignants de niveau secondaire, population plus rurale et opportunités offertes par les travaux agricoles, coût supérieur d'un déplacement vers une ville de province durant les études secondaires, puis à la capitale, etc.

Quelques données permettent de relativiser le débat et conduisent à lier l'effet possible de l'origine régionale au statut des parents. Sur 11 étudiants interrogés se déclarant originaires du Nord, seuls 4 ont été entièrement scolarisés au Nord. Mais tous, y compris ceux qui semblent avoir bénéficié des atouts familiaux les plus solides et ont évolué à Cotonou, parfois dans les meilleurs lycées, partagent l'idée d'une inégalité régionale face à l'éducation et soutiennent ou participent aux initiatives des étudiants du nord visant à soutenir les petits de «chez nous». Il reste que si l'on devait chercher un effet de discrimination régionale, il faudrait considérer non pas l'origine des individus, mais le lieu de leur scolarisation en maintenant une référence constante au couple de variables inextricablement liées que sont la position socioculturelle des parents et la socialisation urbaine plus ou moins complète.

Tous les entretiens le traduisent : l'entrée à l'université est un choc au regard des pratiques scolaires du secondaire. Elle l'est davantage encore pour ceux qui sont contraints de louer et de quitter les parents. Elle l'est par la débrouille nécessaire, par la liberté imposant une auto-discipline, voire par le sentiment de déclassement que suscite l'échange du statut de «vainqueur du Bac» contre celui de candidat. Une certaine familiarité avec l'UNB et ce qu'elle implique semble atténuer ce choc. Cette familiarité est moins le fait de l'origine géographique que des statuts des parents et des frères et sœurs.

La majorité des étudiants disent avoir réalisé leurs études secondaires dans des collèges publics et dans une moindre mesure des collèges religieux assimilés à leurs yeux à des collèges publics. Il faut noter que des groupes religieux interviennent pour soutenir des scolarités dans l'enseignement public.

Avant d'envisager la différenciation liée au genre, mettons en garde le lecteur. Notre insistance à invalider l'image du petit villageois doué et bénéficiaire d'une conjoncture totalement étrangère aux siens ne doit pas conduire à renouer simplement avec le stéréotype opposé faisant des étudiants une minorité privilégiée sur tous les plans, des héritiers.

En premier lieu, le privilège d'une inscription et d'une réussite à l'UNB est souvent vécu subjectivement et parfois objectivement comme une lutte sur le fil de la misère, voire un déclassement social provisoire menaçant de se faire durable. Ensuite les différences restent

considérables entre ces étudiants, leurs origines, leurs destins. Nous y reviendrons amplement. Enfin, si nous insistons sur les logiques de promotion et de consécration portées par des familles scolarisées urbaines et disposant de revenus réguliers, il serait illusoire pour plusieurs raisons d'y déceler une mécanique de reproduction intergénérationnelle des capitaux économiques, sociaux et culturels qui sont au principe de la distribution des statuts et *in fine* du pouvoir social.

Au fond et même si ces logiques de différenciation sociale peuvent s'appuyer sur des antécédents pré-coloniaux ou coloniaux, l'accumulation n'est initiée que depuis une, deux ou très rarement trois générations. Par ailleurs, ce processus rapide de production des différenciations sociales modernes est davantage encore aujourd'hui menacé par les aléas économiques (hier les aléas financiers), la fluidité politique et les mutations en cours des structures familiales.

On retiendra donc qu'à mesure que s'efface l'image du « gamin du village », les différenciations deviennent considérables entre les ressorts des trajectoires, des projets et des destins des jeunes. Quant au stéréotype de la jeunesse dorée, il est absolument non pertinent ici. Les étudiants de l'UNB le savent bien : « *les fils à papa, les enfants des grands messieurs, ils ne sont pas ici ou n'y restent pas, ils vont chez vous* ». Comme dans beaucoup de domaines s'impose ici résolument l'exigence d'une perception moins dualiste de l'Afrique contemporaine.

3. La revanche des filles

Selon les Facultés et écoles, la proportion de filles varie de 13,7 % (Sciences) à 65 % (Assistants sociaux). Notons aussi la faible représentation féminine en Droit/Economie (18.6 %) et en Lettres (22.7 %). Incontestablement et malgré la récente « montée des filles » dans le primaire et le secondaire, les fillettes et les filles restent victimes d'une discrimination à l'entrée, au maintien dans le système scolaire et à la certification en amont de l'université. Quant aux représentations très largement véhiculées au Bénin elles convergent vers l'idée selon laquelle les échecs et abandons (souvent perçus comme provisoires) sont plus nombreux pour les filles. En primaire, ceux-ci résulteraient de la concurrence des travaux domestiques, de la préférence accordée à la scolarisation des garçons, de références culturelles (Islam).

En milieu rural, la scolarisation rimant avec émancipation et autonomisation mettrait en péril le contrôle lignager des échanges matrimoniaux par les seniors. En ville, on évoque davantage les petits revenus procurés aux familles par les petits commerces et les tâches domestiques qui ne cessent d'être imparties aux femmes et fillettes. Les raisons d'abandon scolaire le plus souvent invoquées par les unes et les autres relèvent des rencontres et grossesses durant la vie étudiante⁹.

En tout état de cause, les filles ne représentaient qu'un quart des effectifs de candidats au Bac en 1999 et leur taux de réussite est inférieur à celui des garçons : 30,2 % contre 26,7 %. Dans l'Atacora et le Borgou (Nord), les filles ne constituent que 14 % des effectifs des candidats et leur taux de réussite est nettement inférieur à celui des garçons (23 % contre

⁹ Il faut cependant renvoyer le lecteur à la suite du rapport tant les représentations des étudiants sont fertiles en éléments concourant à disqualifier les filles.

32 % dans le Borgou et 19,6 % contre 25 % dans l'Atacora.). Dans l'Atlantique, les filles constituaient 31 % de l'effectif des candidats et leur taux de réussite est de 26,9 % pour 29,5 % chez les garçons. Un tableau des résultats du bac 1999 par sexe et par département est présenté plus loin.

Le Bac reste donc globalement le moment d'une forte inégalité entre filles et garçons et celle-ci en termes d'accès ou de réussite est fortement liée au caractère urbain de la région.

Il semble qu'il en aille tout autrement dans le secteur des études supérieures. La discrimination ou sur-sélection des filles s'atténuerait après l'accès au Bac et surtout avec l'accès à l'enseignement supérieur. Avec Lebeau (1997) à propos de matériaux nigériens, nos données laissent penser que la sur-sélection en amont se traduit à l'université par une inégalité globale en faveur des filles. Inégalité de conditions socio-économiques et culturelles liées aux familles et à leurs ethos scolaire, inégalités largement entérinées par les orientations scolaires et la nature des établissements fréquentés, inégalités se traduisant enfin dans la cohérence et la maîtrise des projets scolaires et professionnels. Dans notre petit échantillon, les parents des filles sont davantage scolarisés et plus particulièrement à des niveaux post-primaire, disposant plus fréquemment de postes formels, de professions de cadres. Les filles semblent plus fréquemment boursières ou soutenues. Une seule ne peut compter sur une bourse, ni sur un secours complété par l'aide des parents, ni sur une intervention formelle des parents. Les filles s'insèrent encore davantage dans des fraternités ou l'accès à l'université est quasi généralisé. Si l'argument de Lebeau concernant les lycées fréquentés ne peut être invoqué ici, les trajectoires béninoises indiquent un âge au bac plus précoce et une maîtrise plus avancée du projet scolaire.

Ces hypothèses ne doivent pas donner à penser que la scolarité universitaire des filles ne connaîtrait aucun problème spécifique. Nous le verrons, la promotion volontariste (voire rhétorique) des filles ou la promotion de fait d'un petit nombre d'entre-elles s'inscrivent dans une incertaine et controversée redéfinition des rapports de genre.

4. Les solidarités familiales

Pour en finir définitivement avec l'image d'Épinal de l'heureux élu du village, il convient encore de souligner que l'implication fréquente d'oncles, tantes, cousins, cousines et rarement d'autres apparentés dans la trajectoire scolaire des étudiants est désormais très éloignée d'un soutien collectif villageois ou lignager. S'il arrive que des membres de la famille élargie interviennent à un titre ou à un autre, ce n'est jamais à titre de mandataire de celle-là. Les parents directs sont très largement les plus cités comme soutiens et comme personnes envers lesquelles on se sent redevable. Les oncles et tantes, frères et sœurs qui interviennent sous différentes formes (hébergement, soutien financier, encouragements, etc.) le font donc le plus souvent à titre individuel, sans qu'apparaisse explicitement une logique d'ensemble de la famille élargie.

Les trajectoires de plus de la moitié des étudiants mettent donc en scène des oncles, tantes, grands frères ou sœurs, voire d'autres apparentés qui interviennent de manière significative dans le parcours scolaire et les nécessités qu'il impose. Ainsi pour beaucoup, les études secondaires ont été l'occasion de déménagements, de séjours chez des parents, de prise en charge par certains de ceux-ci. Plusieurs raisons sont invoquées : tradition de placement d'un petit chez un grand frère, grande sœur, mobilité des fonctionnaires, possession de

plusieurs maisons, nécessité pour jeunes ruraux qui accèdent au collège. Déterminante pour les étudiants d'origine rurale, la possibilité d'hébergement chez des parents habitant à proximité des collèges, lycées et de Cotonou compte aussi pour beaucoup d'étudiants du Sud dès lors qu'ils accèdent à l'Université.

Quoi qu'il en soit, la moitié de notre échantillon a toujours vécu avec l'un ou les deux parents directs. Pour les autres les interventions d'apparentés couvrent divers aspects : hébergement bien sûr, alimentaire, petits compléments financiers, déplacements. On insistera à nouveau sur le rôle des aînés scolarisés en terme de « soutien académique », de mobilisation des réseaux de connaissance, de familiarités institutionnelles, de solidarités de terroir, d'affinités professionnelles

Gardons cependant à l'esprit que ces soutiens, ces solidarités sont nettement individualisées tant dans le chef de leurs bénéficiaires que de leurs « prestataires », qu'elles sont négociées plus qu'imposées et ce, même lorsqu'elles semblent initier au cycle de la dette intergénérationnelle.

5. Le prix à payer

Il convient encore de souligner l'ambivalence du rôle des apparentés, car si d'aucuns aident et soutiennent à titre individuel le plus souvent, d'autres nuisent au grand jour où principalement par des voies « occultes ». La malfaisance occulte « sorcellerie, influence spirituelle, gri-gri, envoûtements » dont aucun étudiant ne doute vraiment qu'elle puisse radicalement menacer la réussite scolaire ou même la vie en ce bas monde, se joue bien évidemment dans ce cercle. Les étudiants se sentent particulièrement exposés à ces « pratiques occultes de destruction » qu'ils condamnent et « gèrent ». Seule sa foi profonde permet à Pétronie « *d'ignorer les menaces occultes de sa marâtre dont les enfants ne font rien de bon* », Récemment converti au Pentecôtisme, Gnegni se sent mieux, mais a vu ses deux frères subir jusqu'à la mort les foudres sorcières d'oncles maternels jaloux de sa réussite. Gilles, assailli de violents maux de tête durant les épreuves du bac et échappant de justesse à un accident de la route alors qu'il était en compétition avec un demi-frère, a requis l'aide des Christiannistes célestes et ne retournera jamais au village où il est de tradition selon lui « *de détruire les enfants qui se distinguent (...) J'ai conclu un pacte de non-agression avec ma marâtre* ». À l'inverse, Abdou, nordiste, musulman, seul enfant de sa mère et lui vouant une reconnaissance sans borne, tient ses demi-frères et oncles en exemples. Ceux-ci l'ont hébergé durant des années et ne cessent de l'aider, bref « *ce sont tous des frères que j'admire et à qui je dois beaucoup* ».

L'importance des hébergements de longue durée et des séjours hors du cercle des parents directs n'est certes pas au Bénin une particularité des biographies d'étudiants. Pour autant, il ne faut pas négliger les ruptures, malaises, solitudes et détresses qu'ils charrient. Mais dans notre cas, ces mobilités spatiales, affectives et relationnelles sont gérées et motivées par le projet scolaire, attestant par là de sa centralité dans l'ensemble du parcours du jeune et sans doute du dessein familial.

Ceci est encore plus net pour les étudiants béninois qui se déclarent issus de la diaspora et qui viennent principalement de Côte d'Ivoire suite aux perturbations récurrentes dans l'enseignement supérieur dans ce pays, beaucoup plus que par choix motivé par le regroupement familial ou la volonté de rentrer au pays. Quelques-uns viennent d'autres pays

de la sous-région. Les diaspos entretiennent des rapports davantage distendus, négociés et individualisés avec leurs terroirs et leurs « familles élargies ».

Pour terminer ce chapitre, relevons deux traits psychologiques très répandus qui, selon nous, sont en rapport avec les caractéristiques les plus communes des trajectoires précédemment décrites.

Quelles que soient les précisions apportées quant aux origines sociales et familiales des étudiants universitaires, chacun parmi ceux-ci, lorsqu'il se réfère à ses classes passées et non à sa famille, a très légitimement le sentiment d'un mérite et d'un destin exceptionnels. Ainsi Moustapha, nordiste de 24 ans estime que « *sur 106 camarades avec lesquels il a commencé le cycle secondaire, deux ont aujourd'hui le bac* » ! Comment s'étonner dès lors de l'extraordinaire confiance en soi et de l'infaillible estime de soi qui traverse nos entretiens ? Extraordinaire capacité à surmonter échecs éventuels et aléas divers sans remettre fondamentalement en cause ses capacités et qualités personnelles. On ne s'étonnera pas davantage en entendant plusieurs garçons de seconde année évoquer la thèse de doctorat ou la thèse d'agrégation ! On ne s'étonnera pas que pour tous, l'expatriation scolaire en Europe ou en Amérique du Nord n'apparaissent que comme une chance à saisir... si l'occasion advenait et quel qu'en soit le prix affectif et humain

Enfin, si la vie sociale dans son ensemble s'est organisée depuis l'enfance autour d'un projet scolaire supposant déplacements, ruptures familiales, soutiens d'apparentés, on ne s'étonnera pas d'une capacité d'adaptation générale elle aussi assez remarquable.

L'entrée en Faculté ou en école s'inscrit donc pour une moitié des étudiants dans une série de ruptures négociées et d'adaptations qui impliquent autant une capacité à maîtriser de nouveaux environnements qu'à y négocier sa position. Dès lors, l'accumulation des sacrifices consentis et la preuve administrée de sa capacité de débrouille en tous lieux accentuent la tension vers la performance scolaire et soutient aussi, malgré les dépendances multiples, un fort sentiment d'individualité. Ainsi, Donald n'ose même imaginer la possibilité d'un échec : « *échouer ce serait pour moi comme m'enterrer vivant* ».

4. Inscriptions, orientations et choix des études

1. « L'entrée à l'UNB c'est formidable mais par quelle porte ? »

Comme dans la plupart des pays d'Afrique, le déséquilibre quantitatif est très prononcé au Bénin entre les Facultés ou établissements de sciences humaines, sociales, juridiques et économiques et les établissements scientifiques (dits « professionnalisés » ou non). Certains mouvements massifs de retrait ou d'accès à certaines filières semblent liés à des appréciations ou anticipations d'opportunités conjoncturelles. Ainsi, l'attrait pour la sociologie, et plus récemment pour la formation d'assistant social, renvoie à la perception plus ou moins étayée des jeunes bacheliers et des diplômés d'une demande inédite de compétences liées elles-mêmes au développement associatif fortement corrélé aux mouvements de l'aide étrangère. Il en va de même du succès de l'ENA dans la perspective de la décentralisation.

Cependant, les préférences, stratégies, contraintes et opportunités des candidats aux études sont très largement déterminées dans un premier temps par le mode d'accès à un titre donné de baccalauréat et ensuite par les dispositifs d'encouragement et de sélection, qui diffèrent selon les établissements et au sein de ceux-ci (principalement par le biais du droit à la bourse). Loin de les corriger quelque peu, ces dispositifs entérinent les effets produits par le concours du Bac qui, en réglant générale, ont eux-mêmes consacré les inégalités d'origine.

Contrairement à la pratique dans d'autres pays africains, il n'existe au Bénin aucun système contraignant ou obligatoire d'orientation universitaire selon la note au Bac. Aucun étudiant ne se trouve donc contraint d'élire domicile dans une section qui le laisse indifférent. Cependant l'examen des dispositions réglementaires qui organisent la transition vers l'université et le recrutement des établissements, ainsi que l'examen des stratégies des étudiants, mettent à jour un véritable système de fait qui, pour être souple, n'en produit pas moins des effets considérables institutionnalisant les différenciations des trajectoires et des destins.

L'offre de formation universitaire, ses exigences variables à l'entrée selon les établissements, ses inégalités réputées ou réelles, tant en termes de qualité de formation que de débouchés, ainsi que les conditions d'octroi de soutiens publics sont pleinement intégrées dans les stratégies des étudiants et des familles. Nous suggérons l'hypothèse suivante : les effets du baccalauréat et la très nette différenciation des régimes des établissements cumulent leurs effets jusqu'à consacrer une dualisation marquée de l'univers des étudiants et de l'institution. C'est désormais à travers cette dualisation que sont balisées les trajectoires très différentes et, pour tout dire très inégales, entre une majorité et une minorité. C'est du reste à travers celle-ci que se dévoilent les investissements et anticipations, les atouts et les faiblesses eux aussi très différenciés des jeunes et des familles.

Dans l'ensemble, les stratégies d'orientation sont tout sauf des engouements. Selon les conditions de réussite au bac, elles répondent d'abord aux opportunités du système universitaire lui-même (confort relatif fourni par la bourse ou allocation parentale, confort pédagogique très variable selon les établissements) et enfin aux perspectives d'insertion professionnelle. Mais pour l'immense majorité, les objectifs doivent être considérablement revus dès l'entrée ou en cours de scolarité. L'impasse pour beaucoup, l'insécurité psychologique, l'inconfort et le lieu des doutes taraudants et des désillusions est bien situé dans les premières années de facultés classiques que les étudiants qualifient de « Chine populaire »...

2. Flash-back « Mon nom est sorti à la radio... j'avais le bac ! »

Évoquons tout d'abord l'instance de sélection et d'orientation à l'entrée qu'est de fait le concours du Bac. Comme il a été dit précédemment, l'accès et le succès à cette épreuve sont très sélectifs et plus sélectifs encore pour les filles et particulièrement pour les jeunes filles issues de l'Atacora et du Borgou.

L'âge auquel il obtient ce titre, l'éventuelle mention et le type de bac seront déterminants pour l'ensemble des carrières scolaires des étudiants. Les Bacheliers reçus avec une note de quatorze (14/20) au moins bénéficient d'une bourse d'excellence et pourront accéder à la filière universitaire qu'ils souhaitent. Un échec suspendra cette bourse pour un an. Parmi ces boursiers d'excellence se recrutent la plupart des bénéficiaires de bourse de premier cycle

pour l'étranger. Une note de 11,5 au Bac donne droit au secours en première année, si toutefois l'étudiant a moins de vingt-trois ans au 31 décembre de l'année du concours.

Dans la plupart des cas, le type de bac restreint le choix des établissements d'inscription. S'il arrive que des titulaires de Bac D (sciences) ou C (math) s'inscrivent en droit ou en lettres, il est exceptionnel qu'un titulaire d'un bac de type lettres (A) s'inscrive dans une filière scientifique. La fluidité est plus grande entre les domaines des lettres et de l'économie-gestion

Enfin, un âge trop avancé au Bac (plus de 23 ans) interdit l'accès aux concours d'entrée des établissements professionnalisés tout comme il interdit toute bourse (plus de 25 ans en deuxième année). Cette situation qui s'explique par le cumul des retards à l'entrée en scolarisation (des échecs en primaire, secondaire et du piétinement plus ou moins long au seuil du Bac ainsi que les conséquences en termes de bourse) rend compte de beaucoup d'abandons à la fin du cycle secondaire.

La plupart (de 68 % à 75 %) des étudiants échouent à la première épreuve du Bac et reprennent donc une année, voire deux, ce qui fait de cette réussite une véritable délivrance personnelle et familiale¹⁰. Aux yeux des étudiants, des cours privés dits « de maison » sont indispensables à la réussite du concours de Baccalauréat. Ces « cours de maison », job favori des étudiants de l'UNB, sont presque toujours à charge des parents lorsqu'ils peuvent en payer le prix. Ces cours de maison sont bien moins accessibles et, pour cause de moindre compétitivité entre dispensateurs, moins bons dans les petites villes. Les inégalités déjà évidentes entre un établissement privé en vue de la capitale et un CEG de bourgade rurale s'accusent encore dès lors que les réseaux mobilisés au sein du premier fournissent régulièrement les épreuves des années précédentes dont le second est démun¹¹. Plus que la mention (décisive mais très rare), c'est l'âge au bac qui, combiné avec le type d'épreuve réussie, constitue la variable-clé de l'orientation dans le supérieur.

Parmi nos cinquante-deux étudiants, l'âge au Bac et le nombre de tentatives apparaissent fort liés à la situation professionnelle des parents et à la longueur de la scolarité parmi les ascendants et les germains. Un Bac décroché « au premier coup », à 18 ou 19 ans, constitue ainsi un indicateur puissant d'une famille très scolarisée et d'un destin scolaire prometteur.

La « conquête » du Bac est un moment clé des rapports entre l'étudiant et sa famille. Le succès au Bac est aussi un événement public. La réussite au Concours est fêtée et fait l'objet d'une annonce radiotélévisée nationale. Aux yeux des parents comme aux yeux des étudiants, la réussite au Bac est un cap qualitatif, quasi-introduction au statut « d'intellectuel ». Ce cap annonce et implique pour beaucoup l'entrée dans l'enseignement supérieur.

¹⁰ Avec une proportion de 20 à 25 % des réussites lors de la première tentative au concours et une moyenne de réussite annuelle de 30 %, le Bac est le véritable critère de sélection à l'enseignement supérieur. Mais que deviennent ceux qui échouent à plusieurs reprises, se découragent, mettent fin à cette épreuve, etc. ?

¹¹ Dans le secondaire, comme dans l'enseignement supérieur, l'accès à des épreuves passées (corrigées si possible) constitue aux yeux des étudiants l'instrument capital d'une bonne préparation aux concours et examens. La « culture-maison » d'un établissement et les réseaux d'anciens, ainsi que la disponibilité pédagogique des professeurs, encadrants et aînés sont ici des facteurs décisifs.

Le bac en poche, le statut du jeune change. Certes dépendant encore pour peu de temps (en attendant la bourse), il devient moralement un « adulte » aux yeux des siens et est investi d'une responsabilité, en premier lieu la responsabilité de sa propre trajectoire ultérieure. Il n'est plus un « élève » mais quasiment un « étudiant » même lorsqu'il n'est pas encore inscrit dans l'enseignement supérieur. Ce qui ne saurait tarder pour la plupart.

Bien que le titulaire du Bac puisse être recruté comme enseignant au niveau primaire ou secondaire inférieur, la tendance est très nette aujourd'hui à considérer ce titre comme nettement insuffisant. Pour la plupart des étudiants actuels, seul le manque de ressources (« soutiens » ou « moyens » selon les termes utilisés par eux) peut justifier l'arrêt des études après le Bac. Une telle décision n'est jamais vécue comme une décision d'opportunité mais comme un choix contraint par le manque de ressources. Un autre facteur freinant l'entrée dans le supérieur est davantage propre au Nord dans la mesure où les emplois accessibles aux bacheliers y resteraient plus nombreux qu'au Sud, dans la mesure aussi où le travail agricole offre un autre type d'activité rémunératrice ou familiale.

À titre indicatif, nous présentons quelques données chiffrées relatives aux précédents concours du Bac.

Résultats généraux du Bac 1999 par sexe et département :

Départements	Inscrits (A)			Absents (B)			« ont composé » (C)			Admis (D)			Pourcentage de réussite (D)/(C)		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	M
BORGOU							1093	191	1284	355	44	399	32,5	23	31
ATACORA							433	51	484	108	10	118	24,9	19,6	24,4
MONO							1002	179	1181	311	37	348	31	20,6	29,5
OUEME							2289	665	2954	699	180	879	30,5	27	29,8
ZOU							1492	272	1764	473	85	558	31,7	31,3	31,6
ATLANTIQUE							6323	2866	9189	1868	770	2638	29,5	26,9	28,7
TOTAL	13655	4452	18107	1023	228	1251	12632	4222	16856	3814	1126	4940	30,2	26,7	29,31

Tableau comparatif des résultats généraux du Bac de 1996 à 1999 :

Années	Inscrits (A)			Absents (B)			« ont composé » (C)			Admis (D)			Pourcentage de réussite (D)/(C)		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	M
BAC 1996	9848	2938	12786	698	130	828	9149	2800	11958	3571	987	4558	39,03	35,25	38,11
BAC 1997	10860	3335	14195	988	186	1174	9874	3147	13021	2696	829	3525	27,3	26,34	27,07
BAC 1998									15280			5211			34,10
BAC 1999	13655	4452	18107	1023	228	1251	12632	4222	16856	3814	1126	4940	30,19	26,66	29,31

G : Garçons

F : Filles

T : Total

M : Moyenne

Source : Service des statistiques -Office du Bac/Ministère de l'Education Nationale du Bénin.

3. Deux univers, deux légitimités et leurs bons usages.

Au sein de notre échantillon et parmi les béninois :

-18 étudiants sont boursiers (bourse d'excellence suite à la réussite au Bac avec mention, bourse liée à la réussite à un concours en Ecole ou bourse liée à la note au terme de l'année précédente). Parmi ces boursiers, 7 sont inscrits en Faculté, 7 sont inscrits en établissements professionnalisés et 4 ont une inscription double c'est-à-dire chevauchant les deux types (nous ne retenons pas ici ceux qui ont une double inscription dans deux facultés classiques).

-9 sont secourus dont 8 en facultés classiques et un seul secouru en établissement professionnalisé (en fait via une inscription en Faculté).

-20 n'ont ni bourse ni secours. Parmi ceux-ci, huit relèvent des établissements professionnalisés (dont deux sponsorisés et 6 admis sur test), c'est-à-dire dont les parents sont capables de payer une somme de deux à dix fois le salaire minimum à titre d'inscription. Les 12 autres sont inscrits en Faculté classique.

Les boursiers sont donc quelque peu sur-représentés et ce fait est sans doute lié à la sur-représentation des étudiants des écoles et dans une moindre mesure des Facultés professionnalisées dans ce petit échantillon.

Être non boursier n'implique pas que l'on soit démuné. S'ils ne sont pas inscrits parallèlement en Faculté, les « inscrits sur tests internes » et les « sponsorisés » des écoles n'ont jamais de bourse, mais leurs parents s'acquittent de lourdes participations (droits d'inscription et généralement soutiens financiers au moins égaux à la bourse). Les deux types de non boursiers sont opposés au point de vue des moyens financiers.

Notons que l'accès aux bourses n'est aucunement lié aux revenus des parents. Au contraire, les critères basés sur l'âge de la réussite au Bac et sur la note obtenue au Bac (bourses d'excellence), ou au concours d'entrée en Ecole avantagent les enfants issus de familles disposant de ressources culturelles et économiques suffisantes pour assurer la scolarisation précoce des petits, un suivi scolaire, voire des cours privés permettant aux enfants de ne se consacrer qu'aux études. Nos données ne peuvent que suggérer cette hypothèse.

En volume de recrutement ainsi qu'en matière de prestige scientifique, l'UNB reste au centre de la scène de l'enseignement supérieur au Bénin, mais comme nous l'avons suggéré, les inégalités sont fortes entre établissements. Les candidats aux études supérieures tentent ainsi le plus souvent plusieurs concours des Facultés ou écoles dites professionnalisées ou encore, mais moins nombreux, les tests d'admission. Parmi ceux qui affirment ne pas avoir "tenté ces concours" (une minorité) par goût d'une matière (exemple sociologie, langue, géographie, chimie, biologie, droit, économie) ou par « paresse » ou encore par « contretemps », « malchance », etc. beaucoup avouent qu'ils ont caché ce choix aux parents ou grands frères tuteurs. Bien plus nombreux sont ceux qui, ayant échoué aux concours ou étaient trop âgés ou encore ne pouvant supporter le coût d'inscription à la suite de la réussite du test interne, s'orientent avec un enthousiasme très variable vers les facultés dites classiques. Beaucoup y patienteront une année pour tenter une seconde ou une troisième fois les concours d'entrée ou le test interne en FSS, FSA ou écoles professionnalisées. Ceci ne les empêchera point de tenter de réussir une première année en faculté classique car cette réussite donne droit à une bourse ou à un secours en seconde année. Ils continueront alors simultanément dans les deux filières et d'aucuns réussiront plusieurs années ainsi.

Les stratégies d'orientation des étudiants répondent donc à des pressions familiales, à des anticipations plus ou moins fondées quant au marché du travail, à des « vocations » ou goûts personnels, voire des révélations divines, mais surtout à des contraintes principalement liées à trois séries de facteurs :

- L'âge au Bac, type de Bac et éventuelle mention
- L'inégalité qualitative supposée des établissements et leurs modes de recrutement
- Les stratégies d'accès aux bourses et secours dont l'octroi est en partie lié aux modes de recrutement des établissements.

Ainsi la plupart des étudiants béninois d'aujourd'hui ont tenté les concours des écoles et Facultés professionnalisées. Les moins heureux sont ceux qui décrochent le Bac au-delà de 23 ans et n'ont plus accès aux concours.

La stratégie de Conrad

Originaire de Porto-Novo, Conrad y a fait toutes ses études primaires et secondaires. Son père est chauffeur et sa mère ménagère. Parmi ces germains, une seule fille a réussi le Bac et a terminé l'université au Canada. Cosme connaît son premier échec lors de sa première tentative au concours du Bac à 19 ans. Il réussit l'année suivante et obtient un bac D. Il passe le concours FSS et CPU et échoue, mais réussit le test interne au CPU. *« Alors je réfléchis j'aurais pu avoir l'inscription sur test en FSS, mais cela aurait coûté 7X 106 500 plus d'autres frais, alors j'ai choisi le CPU ça fera seulement 3X 106 500 si tout marche bien. Comme mes parents n'ont pas trop fréquenté (lire fréquenté l'école), je me décide seul, je parle avec des amis... En m'inscrivant en Faculté, j'ai eu le secours, mais je ne l'aurai plus car je ne suis plus inscrit dans cette Fac. pour cette année qui commence. Le secours, ça correspond plus ou moins à l'inscription sur test. Comme je suis encore jeune, je vais tenter les concours de l'ENA et de l'INE. Là si je réussis, j'aurai la bourse, oh ce n'est pas pour la bourse seulement mais je dois penser à mes parents. Pourront-ils toujours payer ces frais au CPU. Comme au CPU en seconde, on a moins de travail, je suivrai les deux filières CPU plus INE ou CPU plus ENA. Le concours FSS je ne le repasserai plus, je ne pourrais plus supporter. Si je rate ces concours, alors je devrai reprendre en Faculté et essayer d'y décrocher la bourse en réussissant une année. Je veux un doctorat pas rien que l'ingénieur ».*

Les mieux lotis ont parfois réussi deux concours et ont donc fait un choix. C'est le cas de Valère qui décroche un bac D à 19 ans, échoue au concours de médecine mais a réussi à la FSA et au CPU où il s'est inscrit et où il a déjà réussi une première année dans une discipline en rapport avec la médecine. La seconde année, il est classé au concours de la FSS et s'y inscrit. Aujourd'hui il est en troisième année au CPU et en seconde en FSS. Il envisage d'interrompre la filière CPU, pour « compléter après avoir terminé en médecine ».

En général, le type de bac obtenu est un bon indicateur des concours tentés : FSA, FSS, CPU pour les détenteurs des bac scientifiques ; INE, ENA, ENAS pour les détenteurs de baccalauréat en lettres et en gestion. On notera cependant qu'un nombre croissant de titulaires d'un bac. scientifique tentent les cours INE et ENA.

S'il échoue au concours et réussit le test, ou est admis en formule de sponsoring, ce qui suppose un coût d'inscription plus élevé, l'étudiant s'inscrira parallèlement en Faculté pour tenter d'y décrocher la bourse en réussissant dans les conditions exigées. Il semble que cette stratégie est fréquente parmi les non boursiers de l'ENA et l'INE. S'il échoue aux concours et « n'a pas de moyens », il s'inscrira en fac à un coût faible en visant à utiliser cette

première année pour mieux se préparer à repasser les concours. C'est notamment souvent le cas en FAST ou de nombreux étudiants entendent se préparer aux concours CPU, FSA ou FSS. Par ailleurs la réussite avec la note requise en première année de fac permet de « gagner la bourse ou le secours ». En cas de nouvel échec au concours, il tentera le plus souvent de persévérer en Faculté et les plus courageux suivront deux filières dans deux facultés différentes.

Ce dernier cas de figure, très fréquent parmi les étudiants de la FASJEP qui sont souvent inscrits par ailleurs dans d'autres Facultés, ne vise pas explicitement la recherche d'une bourse. Un étudiant inscrit dans deux Facultés et remplissant dans les deux cas les conditions d'octroi d'une bourse n'en perçoit qu'une. Il s'agit plutôt de tirer profit de la connexité des cours, de la communauté des professeurs ou encore de jouer la multiplication des opportunités. Convaincus qu'en "Chine populaire", la sélection au terme de la première année est somme toute aléatoire, certains étudiants laissent clairement entendre qu'à ce jeu, deux chances... valent mieux qu'une.

Il existe d'autres formules privilégiées de double inscription : langues (allemand ou anglais et droit ou économie). Il s'agit ici de diversifier les chances et les risques ou de joindre la passion au calcul.

Donald est un enfant d'une famille aisée très scolarisée. Il est en seconde année de fac, est secouru et n'a que 21 ans. Son père « *s'est opposé à sa vocation naissante et a pour cela vu l'évêque afin de ne pas m'accepter au séminaire. Au lycée, on connaissait ma valeur et toute ma famille voulait faire de moi un médecin car on sait bien qu'avec un médecin dans la famille, la longévité y est (...)* Nous n'avons qu'une cousine qui est médecin mais mariée, c'est donc pour son mari, alors tout un chacun me voyait médecin. Cette histoire d'orientation a été terrible et j'aurais pu faire sauter la famille avec cette histoire. Aujourd'hui je suis en seconde sociologie, j'aime ça et c'est aussi une vocation que je portais, bien sûr c'est dur car on ne s'attendait pas à cela. Oui c'est dur, je suis le premier parmi mes frères à faire la fac... tous les autres ont fait les écoles... Oui par rapport au lycée où j'étais brillant j'ai perdu beaucoup de considération » C'est qu'entre temps et alors même qu'il s'ouvrait à sa nouvelle vocation Donald a échoué aux concours de la FSS, de l'INE et de l'ENA.

Si l'étudiant réussit le concours et la première année en Ecole et la première année de faculté il pourra tenter de s'engager dans une double filière en fac et en Ecole, quitte à privilégier temporairement l'une ou l'autre, le plus souvent ce sera l'école. Dans les faits, la double filière est exceptionnelle lorsque l'inscription principale est acquise en FSA ou FSS. En revanche, elle est fréquente à l'INE et à l'ENA et dans la plupart des cas, couplée avec la FASJEP ou les sections langues de la FLASH.

Ainsi deux étudiants présentement en "Chine populaire" (premières années de Facultés) sur trois ont tenté au moins un concours. Il convient cependant de tenir compte de ceux qui, pour la raison d'âge avancé, ne peuvent tenter les concours. La moitié des étudiants des écoles ont tenté et parfois réussi un ou deux concours dans un autre établissement. L'échec au concours est donc une expérience largement répandue. Les taux d'admission étant connus et faibles, d'aucuns tentent l'aventure sans grande conviction, d'autres s'y soumettent ou s'y soustraient en évoquant les « noms connus d'avance », mais s'y refuser explicitement suppose une détermination assez rare.

Lors d'un focused group très animé, les étudiants des Facultés professionnalisées (FSA, FSS) et Ecoles professionnalisées se sont longuement « opposés » aux étudiants des facultés classiques quant aux statuts respectifs et à la qualité de leurs établissements. Les premiers arguant de la garantie d'excellence fournie par les concours, le bon encadrement et les débouchés professionnels ; les seconds répondant que les écoles n'étaient pas d'authentiques foyers de science haute et noble. Les étudiants des Facultés FLASH, FASJEP et FAST n'acceptent pas la toute relative prétention à l'excellence des premiers et évoquent des vocations personnelles qui les auraient motivés envers et contre tout ce qu'ils savaient ou croyaient savoir des conditions d'enseignement. Tous admettent néanmoins que tout jeune bachelier béninois tente ou doit logiquement tenter d'abord les concours en privilégiant FSS et FSA ou les écoles professionnalisées selon le type de Bac obtenu. Ils conviennent que l'étudiant n'entre souvent en faculté classique qu'à titre complémentaire, à titre provisoire ou en « dernier recours ». Ce jugement n'impliquant pas à leurs yeux une disqualification générale de leurs établissements.

Cependant il subsiste une certaine ambiguïté chez les étudiants des écoles dont le titre est un titre de second cycle et donc ne permet pas d'envisager une inscription en spécialisation à l'étranger, qui est pour l'immense majorité non pas exactement un objectif mais un espoir, une opportunité que rien ne peut conduire à négliger. Subjectivement, les étudiants des écoles et plus particulièrement les garçons, n'ont donc pas renoncé aux « hautes études de troisième cycle et de thèse ». Pour cela, il leur faudra fréquenter les Facultés ou bénéficier d'accords ad hoc avec des établissements étrangers. À défaut, ils comptent beaucoup sur une insertion professionnelle valorisante, mais n'abandonnent jamais vraiment la perspective de « pousser jusqu'au doctorat ».

Si la FSA et la FSS offrent à la fois une légitimité scientifique, académique et professionnelle, les Ecoles et Instituts sont traversés par une tension entre l'attendu de professionnalisme et un déficit relatif d'académisme et de légitimité scientifique. Les facultés classiques articulent une légitimité académique et une misère matérielle, administrative et pédagogique.

Facultés professionnalisées et écoles exercent donc un attrait considérable pour tous les étudiants qui tentent le plus souvent d'y entrer. Pour autant on ne saurait considérer que les facultés classiques sont peuplées de frustrés assumant avec résignation ou rage un second, un troisième ou quatrième choix. Pour ceux qui réussissent dans les conditions requises cette première année, l'accès à la bourse accélère le processus assez universel qui transforme la nécessité en vertu. En effet, si l'accès aux écoles et facultés professionnalisées est une performance, la réussite ultérieure l'est beaucoup moins car les taux d'échec y sont habituellement extrêmement faibles. En revanche, la réussite en première année de faculté classique où ces mêmes taux sont inversés, a de ce point de vue, toutes les apparences d'un triomphe susceptible de faire oublier les pires désillusions dues aux échecs lors des concours et à l'inconfort d'une année passée « en Chine populaire ». Le moral retrouvé, les projets de longues études prennent ou reprennent forme dans l'esprit des élus, projets qui précisément restent le privilège académique des diplômés des Facultés.

De surcroît, les statistiques indiquent que la chance de « gagner une bourse », quasi nulle en première année de fac. grimpe considérablement au fil des années pour atteindre 30 % à 45 % en dernière année. La persévérance est donc récompensée. Mais la sélection aura été rude.

C'est donc au niveau du premier cycle et singulièrement en première année que se joue la logique de concaténation des inégalités d'origine, traduites en divergences de trajectoires puis en inégalités matérielles et institutionnelles. C'est aussi à ce niveau que s'exprime sans fard aux yeux des jeunes la dévalorisation, voire le discrédit de l'institution dans son ensemble.

Si de nombreux experts préconisent la création d'un enseignement supérieur court et professionnel comme l'une des solutions à la crise de l'enseignement supérieur (N'Dri Thérèse Assié Lumumba 1993) l'expérience de l'UNB a en quelque sorte anticipé cette proposition à travers l'institutionnalisation des établissements professionnalisés et de leurs modes de recrutement. Cependant, l'aboutissement est à l'opposé de la valorisation des compétences pratiques car ces écoles sont devenues des filières élitistes d'excellence relative et n'induisent aucunement un renoncement aux hautes études académiques. Elles ne recyclent pas les plus fragiles ou les moins avantagés, mais permettent à l'opposé aux mieux nantis de cumuler les perspectives d'insertion professionnelle et de valorisation académique.

4. L'articulation et le vécu des déterminants sociaux : deux destins très contrastés

Sans anticiper sur le prochain chapitre traitant des ressources matérielles, les petites biographies qui suivent illustrent des profils contrastés. Elles mettent en lumière l'articulation des déterminants d'âge, d'origine, de trajectoire et des déterminants institutionnels. Elles traduisent la maîtrise très inégale des projets scolaires.

La trajectoire sociale de Gnegni illustre la combinaison des facteurs qui sont au principe d'une insertion scolaire jamais acquise, sur fond de misère, de débrouille, de soutiens extérieurs peu efficaces et aléatoires, de solitude et d'absence de projet maîtrisé. Gnegni, pessimiste ou lucide, exprime une relative résignation, voire une culpabilisation.

D'origine modeste et rurale, seul intellectuel de première génération dans sa famille, Gnegni double une première année en faculté de Lettres. Avec quatre ans de retard, il a décroché le Bac au prix d'un double éloignement familial rendu impérieux par les attaques occultes de ses oncles jaloux de son succès.

« Je suis né il y a 24 ans au Nord, je suis D.....(ethnie minoritaire au niveau régional) et mon père est un paysan. Il n'y a aucun universitaire parmi mes parents (parents directs, oncles, tantes, etc. tant maternels que paternels). Mes frères et sœurs n'ont pas étudié. J'ai fréquenté au village pour le primaire puis j'ai commencé au collège à Natitingou. J'étais brillant et cela se savait. Puis il m'est arrivé des accidents et des tas de trucs, oui, oui c'est comme ça.. les oncles maternels dont les enfants ne font pas d'études (...) Ils m'agressaient même physiquement, ils ont anéanti beaucoup de gens. Tous les accidents m'arrivaient (un bras cassé en outre) toujours à la veille des proclamations, là où on annonçait que j'étais reçu. Mon grand frère m'a expliqué les raisons de cela. Un charlatan lui avait dit ce qui allait m'arriver. J'ai fui et lui m'a protégé et finalement il y a laissé sa vie. J'ai fui à K (autre ville du Nord) où je suis resté durant quatre ans en n'ayant que des contacts par lettres avec ma famille. J'étais chez un oncle qui me

donnait à manger. J'ai repris (doublé) la troisième et aussi l'année du bac. Comme je ne rentrais plus au village, ils (les oncles malfaisants) m'ont laissé, il n'ont plus rien fait contre moi, mais j'ai perdu deux frères, vous voyez...

"J'ai réussi le bac à 22 ans, j'étais aux champs et un grand frère est venu ; il avait entendu mon nom à la radio et m'a dit.. « eh bien avec le peu que je fais pour toi tu as atteint ce niveau-là ! Lui était le seul heureux de ma réussite mais au village, je sais que beaucoup étaient tristes, oui ...oui je suis le seul à avoir le bac.... Non en fait il y avait un ami qui est rentré au séminaire, mais moi je n'étais pas encore chrétien, je commençais seulement à m'approcher des assemblées de Dieu. Aujourd'hui je suis chrétien et je ne crains plus les gens du village..."

Bon l'an dernier j'ai été malade lors de la session et tu sais que j'ai échoué, mais je ne me dis plus qu'ils recommencent là-bas, non, je pense que je n'ai pas su m'y prendre voilà tout. Mon père fera ce qu'il faut là-bas, les sacrifices et tout cela et puis s'ils peuvent encore m'atteindre c'est que ma foi n'est pas assez solide."

Gnegni survit davantage qu'il ne vit. Il est incapable d'élaborer rapidement un petit budget mensuel. Il éprouve des scrupules lorsqu'il reçoit quelques maigres moyens des parents. Son seul engagement associatif lors des études secondaire était le foot. Il ne joue aucun rôle précis dans une association scolaire ou périscolaire et ne bénéficie pas de réseaux d'entraide.

"Je n'ai ni bourse ni secours, je reste chez un oncle et je prends le bus lorsque j'ai de l'argent. Ca me gêne de solliciter mon père pour l'argent car il n'a pas grand-chose, c'est un petit paysan et de plus il prend en charge les enfants de mes frères décédés. Je ne saurais pas dire précisément pour le budget que tu demandes, ce n'est pas régulier..."

J'appartiens au FREDEN (Fédération des associations d'étudiants du Nord). J'assiste mais je ne sais pas où ils en sont. J'ai participé au dernier mouvement mais bon, sans responsabilité. Nous avons une association d'étudiants ressortissants de mon village. Nous sommes une vingtaine ici au campus, mais on ne s'occupe guère que des logements de membres. Je travaille ici chez un frère (originaire du même village) et je donne des cours de maison à ses enfants, cela ne me rapporte que 5000 FCFA par mois pour 24 heures de cours c'est peu hein..."

Je fréquente un peu le groupe de prière des Assemblées de Dieu, mais le volet social n'est pas développé... on prie ensemble c'est tout."

Gnegni reste désespérément seul tant pour ce qui concerne l'étude que la vie sociale et dans un registre typiquement populaire il énonce son impuissance pour en faire le principe de sa prudence «*quand je fais confiance, je fais confiance, mais s'il s'agit d'être déçu...* » Son orientation résulte de ses antécédents scolaires, de sa méconnaissance de l'UNB et d'une rencontre de circonstance. Professeurs et administration universitaires ne cessent à ses yeux de relever d'un monde opaque même s'il en dénonce en termes très généraux les corruptions et les lacunes.

« J'étudie seul car je n'ai pas les moyens de me déplacer beaucoup et je n'ai pas beaucoup d'amis dans mon amphi. Je n'ai pas de petite amie... sans moyens je préfère même ne pas essayer. Ici les gens sont égoïstes et toujours pressés... je n'aime pas la ville. Je ne connaissais pas Cotonou, je suis arrivé la nuit... le bruit, l'obscurité, une vieille m'a aidé et j'ai eu beaucoup de problème pour loger. Je voulais faire l'Anglais mais j'ai rencontré un frère (originaire de la même région et même ethnie) qui m'a dit tous les départements qu'il y avait là (à l'UNB) et lui il fait linguistique, .. j'ai choisi cette section. J'ai échoué. Les profs disent qu'il faut étudier comme ceci ou cela mais en fait il ne veulent qu'une chose : que l'on bûche ce qui est dans les cahiers.

Je ne fais pas confiance en nos autorités qui prendront toujours leur part... Je n'ai pas confiance dans la jeunesse qui sera sans doute plus corrompue encore que les aînés. Si vous êtes ici au moment des élections, vous verrez le campus se vider et l'argent venir, moi je n'ai jamais assisté à une réunion politique, je ne sais pas ce qui s'y passe. »

Gnegni n'a plus qu'un maigre espoir de réussite. Lorsqu'il envisage le meilleur, il reste incapable d'énoncer un projet professionnel précis et évoque d'abord la solidarité en retour dont il se sent investi à l'égard des frères tout en prenant soin de prévoir une fort probable défaillance.

« Mon frère, eh bien si je continue, il essayera de m'aider et si je laisse, eh bien je laisse ... il ne dira rien (...).

J'essaye encore cette année, si j'échoue encore je verrai à ce moment car je n'ai pas de plan de carrière, je suis déjà plus âgé que la plupart, je ne suis pas en bonne santé.. tu sais l'espérance de vie en Afrique. Si je réussissais, je voudrais dans cinq ans être marié et bien m'occuper de mon enfant et de ceux des frères. Je n'aurais qu'un enfant parce que je n'ai pas envie qu'il arrive à l'université à mon âge. Je souffre trop d'avoir commencé si tard. Professionnellement, dans dix ans j'aimerais être en train de faire quelque chose. Je retournerai là-bas car il y a moins de pollution et je pousserai les petits à fréquenter l'école. »

Tout à l'opposé de Gnegni, Fredo, 19 ans, originaire de la même sous-préfecture du Nord, illustre une trajectoire « gagnante », un projet maîtrisé.

« Je suis à Cotonou depuis mon enfance. Mon père est universitaire et travaille comme tel, ma mère est fonctionnaire aux impôts et nous avons vécu ici à Cotonou. J'ai fait Le collège Père A (Collège catholique très coté depuis très longtemps en ville). Ma mère est la seule femme de mon papa ; mon grand frère fait l'ENA et les petits sont au collège. Dès le collège, je faisais partie d'une association liée à celui-ci et j'étais scout. J'ai eu un bac G2 à 19 ans. J'avais préparé le concours avec trois amis du collège, on travaillait dur, on avait beaucoup d'épreuves pour nous préparer grâce aux anciens du collège. Un seul de mon groupe de travail n'a pas réussi le concours INE, mais nous sommes là tous les quatre. J'ai donc passé les concours ENA et INE et j'ai réussi ce dernier. Grâce à mon frère, je connaissais les scouts de l'université et j'avais assisté à des soutenances avant même d'avoir le Bac. L'INE ça correspond parfaitement à mon Bac

G2. Je continue de travailler avec les copains du lycée, notre groupe est toujours là (...).

Bon au niveau des moyens, j'ai la bourse, mes parents m'aident et ils ont mis un engin à ma disposition déjà depuis le lycée, je vis à la maison en famille (...), je ne donne pas de cours de maison. »

Bien préparé au Bac, aux concours et à l'entrée à l'INE, Fredo fait montre d'une attitude consciente, mesurée, presque calculée de prudence. Il est en lutte, identifie les obstacles et les ressources disponibles. Il n'évoque la famille nucléaire qu'en termes positifs et à partir de lui-même sans jamais évoquer d'une quelconque manière des menaces sorcières. Il n'envisage rien moins que le doctorat et plus précisément encore « au moins le doctorat ». Les solidarités dans lesquelles il s'insère sont choisies et n'apparaissent jamais comme des dépendances subies. Généreux et lucide dans son engagement à l'égard des étudiants du Nord, il gère néanmoins son réseau relationnel de manière très individuelle.

« Le meilleur et le seul moyen de réussir c'est le travail, ici ce n'est plus le lycée où l'on travaillait en connaissant tout le monde, ici c'est autre chose, alors nous on continue de travailler et surtout de ne pas te faire remarquer, ne jamais avoir l'air d'être plus fort que le professeur quoique tu penses de lui. Si tu as un problème tu vois le chef filière, et lui verra s'il peut gérer ton problème. Ici ce n'est pas comme en fac tu es suivi et tout le monde se connaît. Pour les filles c'est la même chose il faut faire attention, ce n'est pas le campus, si tu chasses sur un terrain, étudiants et professeurs le sauront vite, il faut être prudent. Tu dois te battre sur tous les fronts. Se battre pour étudier régulièrement, se battre pour se discipliner soi-même. Il faut participer à des choses en plus comme le club d'anglais dans lequel je suis et qui nous permet de progresser et de connaître des pays anglophones voisins.

Le Bac en poche, il n'était pas question de s'arrêter. En Afrique aujourd'hui, comme garçon, je ne peux m'arrêter qu'au doctorat et non aux diplômes les moindres, en tant qu'ambitieux, je ne pouvais aller chercher du travail. C'est ma manière à moi de faire la différence... avoir le diplôme même si c'est pour chômer. Pour postuler, il faut un diplôme, je veux un gros diplôme, je serai alors à l'aise même si je dois chômer. Bien sûr, les grands diplômes, ce n'est plus aussi prestigieux, mais il me faut ça. Après l'INE j'essayerai de trouver une bourse pour l'étranger, j'ai entendu parler d'équivalence avec la Belgique, si ça ne va pas je retournerai en Fac pour faire une maîtrise et essayer d'avoir une bourse sur cette base.

Je me dois d'aider aussi les gens de l'association de ressortissants étudiants de ma région. On organise des cours de vacances pour les petits là-bas et l'on essaye de trouver des solutions aux problèmes de logement de ceux qui arrivent.. (jamais dans l'interview, Fredo ne précise la nature précise de son engagement pour le Nord et sa sous-préfecture, mais cette sympathie agissante se limite en tout cas au milieu étudiant). Oui il y a un problème au Nord depuis la colonisation qui a tout accumulé ici au Sud. Mon grand père par exemple était analphabète alors que dans mon lycée j'avais des amis dont le grand père avait le Bac ou même avait été Ministre."

L'avis de Fredo sur l'UNB est critique et fondé sur une analyse plus large des travers typiquement africains selon lui de l'accaparement familial des ressources publiques et de l'abus de pouvoir des gens qui ont un poste quelconque.

"Moi je suis pessimiste pour la génération qui vient et qui n'a connu que cela.. la corruption et la magouille. Moi j'entends mener les affaires comme il se doit sans confondre les biens de l'Etat et ceux de ma famille.

Je ne dois rien, je ne me sens pas redevable à l'égard de l'État, j'ai réussi le concours : il me doit une bourse. Je suis dans toutes les conditions. Je dois le plus à ma mère qui s'est serré la ceinture pour que nous allions dans une école privée. Bien sûr mon père aussi qui a traversé des périodes difficiles d'inactivité, mais lui-même sait que je me sens redevable à l'égard de ma mère."

5. Les ressources et le coût de la vie étudiante

1. Les ressources

1.1.L'importance de la bourse

Globalement, l'étudiant béninois reste largement convaincu que le statut d'étudiant universitaire n'est vraiment honorable qu'à la condition qu'intervienne un soutien financier public. Implicitement l'accès à la bourse est conçu comme normalement attaché au statut et cette bourse n'est pas loin d'être conçue comme un salaire. Son montant habituel correspond plus ou moins au salaire minimum. Nous avons vu que la bourse est un élément central dans le dispositif autour duquel s'organisent les stratégies d'orientation. La bourse d'étude et, à fortiori, le secours, ne peuvent constituer des ressources suffisantes et les étudiants (qui ne réclament pas d'augmentation) évaluent un budget étudiant nécessaire et mensuel à une somme variant de 40 000 CFA à 70 000 CFA.

Contrairement à Lubumbashi, les étudiants béninois restent privilégiés au vu des statistiques relatives aux bourses et secours. En 1998-99, l'UNB comptait 2918 boursiers soit 18 % des étudiants et 3675 secourus soit 22, 5% des étudiants. Au total, 6593 étudiants bénéficiaient donc de financements publics, soit 40 % des étudiants. L'immense majorité des boursiers se répartit entre les facultés et écoles professionnalisées et les seconds cycles des facultés classiques. La bourse est toujours complétée par d'autres ressources.

À la suite du bac, l'accès à la bourse d'État si insuffisante soit-elle, est un moment décisif de redéfinition des rapports de l'étudiant avec sa famille. La bourse consacre un statut d'autonomie relative et dans la plupart des cas, permet une solidarité fut-elle symbolique avec les parents ou petits frères et sœurs, ainsi que la participation à quelques événements familiaux qui consacrent un premier statut d'adulte.

Parmi nos 18 boursiers, 8 ont deux parents lettrés occupant des professions formelles, 6 ont un père seulement dans ce cas, et un seul a une maman seule dans ce cas. Autrement dit, parmi 20 boursiers, trois peuvent être considérés comme étant issus de familles non lettrées dont un admis sur test.

Parmi les 8 secourus (dont une bénéficiant d'une bourse grâce à une double inscription) 7 ont un ou deux parents lettrés occupant un emploi formel et un seul déclare des parents « sans étude aucune ».

Parmi les 20 étudiants ne disposant ni de bourse ni de secours, 5 ont deux parents lettrés et occupant des emplois formels (dont trois admis sur test dans les établissements professionnalisés), 11 ont seulement un parent dans cette situation et 4 n'ont aucun parent dans cette situation (dont un admis sur test).

En renversant la lecture on dira que parmi 20 étudiants disposant de deux parents lettrés occupant des emplois formels, 8 ont une bourse, 7 disposent du secours et cinq n'ont ni bourse ni secours dont trois admis sur test ou sponsoring.

Parmi ceux dont seul le père a une telle position, on dénombre six boursiers et 11 étudiants ne disposant d'aucune forme d'aide publique. Parmi les 7 étudiants issus de parents non lettrés et n'occupant ni l'un ni l'autre un emploi formel, 2 sont boursiers (dont un admis sur test bénéficiant d'une bourse grâce à la double inscription), un seul est secouru et quatre ne disposent d'aucune aide publique.

Ces chiffres dont la valeur même indicative reste faible au vu de l'échantillon permettent néanmoins de suggérer l'hypothèse suivante. Quelle que soit la nature de la bourse (excellence, réussite du concours ou de l'année en établissement professionnalisé ou réussite en fac de l'année précédente dans les conditions requises), les inégalités d'origine et de trajectoires et les systèmes de sélection et d'encouragement précédemment décrits font de la bourse, si insuffisante soit-elle, non un correcteur des inégalités sociales et institutionnelles, mais à l'inverse, un élément constitutif de celles-ci. Sans nier que la bourse soit décisive pour ceux qui en bénéficient et ne disposent pas d'ascendants et/ou de germains lettrés ou nantis, elle apparaît davantage comme une prime aux stratégies de reproduction et de consécration des familles les plus prédisposées aux études et des individus cumulant les atouts sociaux et institutionnels d'une trajectoire « gagnante ». Afin d'illustrer ce que nous entendons par « parents lettrés occupant un poste formel », nous permettons de proposer au lecteur une liste non exhaustive des boursiers interrogés accompagnée des professions des parents telles que celles-ci nous ont été déclarées.

Type de bourse	Père ou tuteur	Mère
Bourse en fac	Enseignant	Agent OPT
Idem	Receveur PTT	Ménagère
Idem	Professeur de français	Ménagère
Idem	Cadre OCBN	Enseignante retraitée.
Idem	Dir. Collège (universitaire)	Institutrice
Idem	Instituteur retraité.	Ménagère
Idem	Commerce (Etudes primaires)	Commerce
Idem	Agriculteur (coton)	Ménagère
Bourse établis. prof.	Directeur d'école (retraité)	Fonctionnaire de préfecture
Idem	Économiste	Fonctionnaire aux impôts
Idem	Ex-ministre	Prof. de géo. au secondaire.
Idem	Colonel retraité.	Instituteur des impôts

Idem	Instituteur	Inspecteur aux Affaires Sociales
Idem	Commerçant	Institutrice
Idem	Fonctionnaire (niveau bac)	Commerçante
Idem	Fonctionnaire OPT	Ménagère

La bourse d'étude a bien pour principal mérite de « diminuer le stress », de « voir un peu venir », elle constitue surtout un apport régulier, prévisible qui est loin d'être négligeable. Elle fournit par mois de 40 à 70 % des dépenses habituelles. Notons que son effet « déstressant », et surtout son efficacité pédagogique (dans la mesure où elle dispense de chercher des ressources complémentaires extérieures à la famille), n'est guère effectif que pour les jeunes des familles les plus nanties.

Le tableau ci-dessous donne les chiffres absolus et pourcentages des étudiants de l'UNB boursiés ou secourus par établissement et par année d'études. Suivant ces chiffres, on remarque que +/- 40 % des étudiants de l'UNB bénéficient d'un soutien public durant leurs études universitaires.

Tableau des bourses et secours : Voir dossier annexe (Tableaux et graphiques)

1.2. Le soutien familial

Au sein de notre petit échantillon de vingt boursiers (béninois et étrangers) 14 disposent en surcroît d'une aide familiale (mère ou père ou encore tuteur ou grand frère), un seul donne seulement des cours de maison et 5 ont deux sources de revenus supplémentaires (ex : cours de maison et aide des parents). La bourse est donc toujours complétée par un soutien familial et dispense, s'il en va ainsi, d'exercer une activité complémentaire.

Parmi les 12 secourus, 4 disposent de surcroît d'un soutien familial seulement et huit disposent d'un soutien parental et d'une autre source de revenu (« activités génératrices de revenus (AGR) », cours de maison ou soutien associatif. Aucun secouru ne déclare se suffire des cours de maison seulement. Ceci indique que, sauf exception, ces cours de maison ne sont qu'un des appoints (en général 15 000 à 25 000 CFA par mois). Au sein des secourus on constate que les formes d'aide financière familiale se diversifient. Dans la plupart des cas, l'aide de l'un ou l'autre des géniteurs est complétée par un appoint ponctuel ou irrégulier d'un autre parent proche.

Parmi les 20 non boursiers non secourus, seuls 4 peuvent compter seulement sur un soutien familial (principalement les sponsorisés et admis sur test). Tous les autres combinent plusieurs sources de revenus comportant le plus souvent une aide familiale des parents directs et très souvent d'autres parents ou tuteurs (y compris les soutiens associatifs). Cette aide financière familiale est complétée par les revenus des cours de maison, soutiens de tuteurs et petits jobs ou commerces.

Néanmoins l'immense majorité des étudiants bénéficie de soutiens familiaux qui sont bien sûr très variables dans leur niveau et leur forme, mais cette contribution familiale existe donc bien et est, sans doute, capitale, pour beaucoup.

Lettré de première génération, Badede exprime bien ceci

*"Oui, je me sens redevable à l'égard de ma mère et de mon père. Ce n'est pas une sorte de dette financière, c'est une dette morale. Sinon c'est à rembourser, non ? Comment ? Ça là c'est très facile, il suffit que je commence à travailler un instant. En ce moment, j'ai mes..., j'ai mes jeunes frères qui arrivent. Je ne vais jamais donner, quand je le dis, je ne vais jamais donner de l'argent brut à mes parents. Et eux-mêmes ils sont conscients de ça. Mais, la seule manière de les aider c'est de prendre en charge les petits frères.
Les parents, ils doivent préparer leur vieillesse hein ? Ils ne doivent pas attendre un enfant pour leur vieillesse, et ils sont (...), ils sont conscients de ça (...) déjà donc ça me réjouit."*

Les positions d'Henriette illustrent bien le sentiment des jeunes issus de familles les mieux pourvues en termes de ressources financières et culturelles.

Henriette en cinquième année de Faculté professionnalisée doit beaucoup à ses parents actifs et lettrés tous deux, qui ont assumé chaque année un coût d'inscription sur test de 108 000 CFA et lui octroient une allocation de 30 000 CFA par mois. Elle n'est cependant pas loin de considérer qu'il s'agit là d'un devoir parental et envisage son aide en retour sous forme principalement symbolique. « Je me sens très redevable envers mes parents, trop même. Je ne saurais le dire. Ils payaient déjà beaucoup pour ma sœur et heureusement qu'ils ont des activités à côté de leur travail officiel (fonctionnaire aux impôts et directrice d'école), ils ne pourraient faire cela avec ce qu'ils reçoivent de l'État, ils ne se font pas plaisir, ils se sacrifient (...). Si je trouve un job, je leur donne mon premier salaire ! Ce cadeau pour leur faire plaisir et puis je leur dédie ma thèse ? Je ne peux rendre ce qu'ils m'ont donné. Non parce qu'ils m'ont mis au monde et ils doivent faire l'essentiel, je vais leur faire plaisir de temps en temps. »

Doté de parents dont les statuts sont comparables et bénéficiaire d'une bourse, Valère, étudiant aussi en Faculté professionnalisée « vire le montant de sa bourse à son père qui lui restitue 20 000 CFA /mois. La maman complète à 25 000 et je gagne 20 000 ou 25 000 avec les cours particuliers donnés ». Valère loge en cabine et « ne paye pas de transport grâce à ses fonctions dans le mouvement syndical. Auparavant, je logeais dans une maison construite par papa près de Cotonou pour les enfants universitaires (frères et sœurs) ».

Valère se dit principalement redevable à sa maman et insiste sur la dimension affective qu'il oppose au quasi devoir instrumental du père. « Jusqu'aujourd'hui, notre vieille cherche à nous voir. Elle nous amène des vivres même dans la pluie. Quand elle apprend que l'un de nous est malade, elle vient ici. Notre père ne fait que nous envoyer de l'argent. C'est le devoir d'un père, mais il ne le fait pas avec une certaine tendresse. Notre vieille aussi fait son devoir, mais elle nous est plus chère ».

Pour les moins avantagés, nous l'avons dit, le soutien est plus diffus au sein de la famille et la reconnaissance s'exprime dans des projets précis alors même qu'ils ne concernent pas exclusivement les parents directs.

Issus de parents ruraux, Abdou, seul enfant de sa maman, estime avoir beaucoup bénéficié de l'aide de celle-ci et de ses frères (consanguins en l'occurrence). Il est secouru durant cette année et déclare : « oui là je me sens très endetté, je ne pourrai jamais rendre à l'oncle ou à la maman ce qu'elle a fait. Je ne pourrai jamais payer cela. En payant un avion je n'aurais encore rien fait. J'aiderai les enfants de mon oncle c'est sûr, je les aiderai à faire des études. ..oui. Oui je suis endetté financièrement et moralement. J'aiderai les frères et les cousins, les enfants de l'oncle.

Avoir le diplôme c'est la première chose, après trouver un job et fonder un foyer et aider les parents, frères et soeurs, oncles, les aider à mon tour. Si j'aide la maman, et si j'aide le village, j'aide aussi le pays. Si je construis un pont, j'aide l'État, si je suis professeur aussi.

Insistons à nouveau sur le fait que l'importance des soutiens familiaux renvoie à des parents proches, (ascendants directs dans la majorité des cas ou germains) et à la maman lorsqu'elle celle-ci dispose de revenus propres. Si la reconnaissance est unanime, surtout à l'égard de la maman, cette intervention est rarement conçue comme une avance ou une forme de prêt. Jamais on ne considère que l'on doit ou devra une somme précise, «on doit tout et la chose

qu'il faut faire c'est réussir, c'est ça que les parents veulent ». Il reste cependant que ce constant refus de « fixer » cette dette morale, une dette d'honneur (le sien et « celui de sa famille devant les gens ») en citant des montants et des procédures au regard des ascendants, n'implique pas que l'étudiant, une fois « à l'aise » ne contribue pas à son tour à aider les siens, en premier lieu les petits frères et sœurs.

Une majorité d'étudiants bénéficient donc de soutiens familiaux. Parmi les rares exceptions, certains sont de véritables entrepreneurs. Mais pour la majorité de ceux qui complètent leurs ressources par le travail ou le commerce étudiants, ces activités restent des activités imposées par la situation présente et ne sont à leurs yeux que des pis-aller.

1.3. Les activités génératrices de revenus

Notons que les cours de maison sont toujours le privilège des garçons tandis que les petits commerces sont principalement le fait des filles. L'écrasante majorité des dispensateurs de cours de maison se recrutent parmi les étudiants des facultés classiques.

Notre mode de recrutement biaise ici certainement ces indications. Nous croyons savoir qu'outre les « étudiants fantômes », un nombre significatif d'étudiants principalement inscrits en FASJEP ne fréquentent guère le campus et ont des activités génératrices de revenus en ville. Les plus actifs en dehors des activités liées au campus avaient donc moins de chances d'être sélectionnés.

Parmi les activités génératrices de revenus pratiquées par les étudiants, il convient de distinguer celles qui sont liées à la vie sur le campus ou au village universitaire ou encore au statut d'étudiant et celles qui sont pratiquées à travers les familles dans le secteur commercial.

Dans les logements universitaires se développe une activité propre à ce milieu étudiant : vente de glaçons (électricité fournie par le CENOU ! !), les salons de coiffure et le petit commerce. Ces activités sont réalisées à titre individuel. Notons quelques activités qui se rapprochent de véritables entreprises : centres de photocopies, studios photos, etc., elles aussi exercées à titre privé et individuel ou coopératif. D'autres initiatives se veulent non marchandes sous la forme d'ONG liées à la vie de campus, mais génèrent des petits revenus.

En ville et outre les cours de maison, les AGR les plus souvent citées sont : articles à la pige, cours dans des établissements (travaux dirigés), prestations pour ONG ou associations, démarcheurs-intermédiaires commerciaux.

Hormis quelques « entrepreneurs », les revenus tirés des AGR et des jobs ne suffisent pas.

Doris le poly-entrepreneur étudiant : « Dieu nous a créés à son image alors nous aussi, nous pouvons faire beaucoup de choses »

Doris se dit d'origine modeste, il a étudié au village puis dans une sous-préfecture du centre du pays. Sa maman n'a pas d'activité professionnelle et son papa est décédé alors qu'il était enfant. Son âge officiel dit-il est le fruit d'un jugement supplétif. Un de ses grands frères est aux USA dans le show-biz et deux autres ont fait l'UNB, l'un est au Burkina et l'autre en Côte d'Ivoire.

« Ayant échoué au concours de médecine, je me suis inscrit en CBG en FAST, sans le dire à mon frère, l'économiste, qui voulait que je fasse comme lui SE (Sciences Economiques) en FASJEP. Lorsque j'ai réussi, je lui ai dit..., il a accepté à contrecœur. Alors pour la FSS, c'était foutu, les nouveaux critères d'âge me frappaient, je ne pouvais plus m'inscrire. J'ai des doutes sur les débouchés en CBG, si c'est pour devenir prof, ce n'est pas la peine, j'ai envisagé de partir au Niger lors d'une année blanche, mais les grands frères qui savent pourtant ce que je fais, ils font pression pour que je soutienne. »

Doris est depuis quatre ans en dernière année, mais il est à la tête d'un petit empire d'AGR, dirige une petite entreprise de photos et photocopies dont le siège est situé sur le campus, préside aux destinées d'une association d'étudiants photographes et pilote une ONG « écologique » qui négocie des contrats d'entretien avec les autorités académiques. Ses projets foisonnent dont en outre un long travail visant à persuader les opérateurs économiques privés d'investir sur le campus, dont aussi le souhait activement poursuivi de décrocher une formation de photographe professionnel en Corée ou en Belgique. Personnage public, sa notoriété est considérable dans le milieu étudiant même s'il se dit en décalage avec la mentalité de la plupart.

« Moi je n'hésite pas à prendre le balai et à bosser avec les gars de campus propre, mon ONG, alors que nous avons des problèmes de recrutement, tu sais les étudiants s'ils ont besoin vraiment ils prennent le balai, mais ils ont un peu honte de faire cela ici devant tous (...). Par jour, en général, cinq gars viennent me voir, certains n'ont pas d'argent pour ceci et cela, ou d'autres problèmes, bon j'essaye de les aider et puis grâce à cela, je suis de plus en plus connu pour ce qui concerne les reportages de soutenance. »

Une révélation, un appareil, l'aide d'un aîné de chez moi...

« Je me suis passionné pour la photo lorsque j'ai découvert un reportage sur un village béninois, un reportage qui faisait comprendre la vie des gens, alors qu'ici la photo c'est juste le portrait. J'ai reçu un bon appareil de mon frère qui est aux USA, je suis allé voir un photographe qui voulait me l'acheter, j'ai refusé et c'est lui qui m'a appris quelques trucs. Pour lancer mon affaire, je devais investir et j'ai eu le soutien d'un grand frère (un aîné du village installé à Cotonou, qui m'a passé 1000 000 F CFA). C'était déjà ça.

Le campus c'est un marché, tu imagines trois ou quatre mille étudiants sont là chaque jour et il n'y a rien... Avec l'association de photographes, nous voulons que les extérieurs ne puissent plus venir travailler ici, mais il y a beaucoup d'autres choses... Tu as vu, je viens de monter ce centre de photocopies, j'ai un accord avec les autorités, mais sans doute que plus tard cela sera revu et je devrai payer.

Ça (les photocopies) je commence, la photo ça peut rapporter 100 ou 200 000 par mois en haute saison. J'envisage de travailler avec les professeurs du secondaire pour reproduire les épreuves, mais jusqu'ici ce serait trop cher car les professeurs demandent un intéressement, ce qui augmenterait le prix de 2 500, c'est trop. Il y a aussi les soutenances, mais ma petite camera Sony n'impressionne pas, alors je dois louer une caméra à 7 000 FCFA pour chaque soutenance. Le reportage de deux heures, je le vends pour 14 000 FCFA. Bon, en quelque sorte aussi, je suis le photographe du Rectorat...

Pour l'ONG, j'ai des accords avec certains établissements pour le nettoyage des salles et amphis. Avec une Faculté, le contrat porte sur 100 000 CFA par mois, on commence aussi les jardins dans un autre établissement pour 125 000 CFA/mois. J'ai pris contact avec un bailleur hollandais et la coopération française qui a transmis le dossier à un cabinet d'avocats. J'ai un problème de gestion pour lequel je dois me former et aussi un problème de matériel, surtout pour le jardinage. Dans l'ONG, il faudra aussi décider si on maintient les étudiants qui ont soutenu. Jusqu'ici nous sommes en coopérative, mais il faudra, c'est sûr, transformer cela en entreprise, car il faut que ça marche, coopérative c'est bien mais tout le monde veut profiter et les gens ne travaillent pas. Si c'est une entreprise, tu travailles ou t'es viré ! ». Nous pourrions alors envisager de travailler en ville, ce ne sera plus Campus propre, mais Cité propre.

J'ai aussi essayé de monter une boîte d'hôtesses, mais la fille qui explorait le terrain a chopé une grossesse.

J'envisage aussi de créer une caisse de petits prêts pour les étudiants, car ici il y a la misère, certains ne peuvent payer les photos, d'autres me demandent le ticket de bus »

Hormis la politique qu'il a expérimentée mais qui lui fait peur car « si tu veux changer les choses on va te tuer », Doris est actif dans le secteur associatif.

« J'ai été président de l'association de ressortissants de mon village. Là-bas il y a un problème entre deux ethnies. Dans nos cours de vacances, les petits sont ensemble et c'est comme cela qu'on apaisera les choses ».

Son jugement sur toutes les organisations collectives du Bénin est d'une terrible sévérité et ses propositions passablement contradictoires. Il souhaite d'une part privatiser au maximum et imagine par ailleurs un vaste programme de redressement moral dès le collège.

« Le pays est foutu, regarde la corruption et les turpitudes de nos dirigeants, et les jeunes demain ce sera pire (...), toutes ces conneries de sensibilisation ne servent à rien, il faut punir sévèrement les politiciens corrompus, tous ces voleurs seront amenés à réfléchir. Pour nos aînés, il n'y a rien d'autre à faire sauf les punir sévèrement ».

Lucie, géographe et patronne coiffeuse

Parmi les AGR exercées sur le campus et au sein des activités spécifiquement féminines, on trouve principalement la coiffure, le tressage, la vente de « divers », activités généralement pratiquées dans les cabines ou au village universitaire. Mais seule Lucie aurait créé une PME capillaro-académique.

Lucie se dit issue d'une famille pauvre, son père est instituteur retraité. Elle est la seule universitaire parmi ses germains. Lors d'une année perturbée par les grèves, elle choisit de ne

pas perdre son temps et s'inscrit comme apprentie dans un salon de coiffure. Il lui en coûte 100 000 CFA par an car il s'agit d'une formation accélérée (2 ans). Elle sera libérée l'année suivante tandis qu'elle termine la géographie. Elle est entrée à l'UNB en sciences économiques, filière qu'elle a abandonnée car le taux d'échec était tel qu'elle estimait n'avoir aucune chance. Elle est actuellement inscrite en maîtrise professionnalisée en tourisme (Flash) ce qui constitue sa huitième année universitaire. L'inscription dans cette filière est coûteuse, (100 000 CFA/an) mais elle apprécie son aspect concret.

« Nous étions toujours avec des professionnels, des ministères du tourisme, de l'artisanat, on a appris à recevoir les touristes, etc. C'était beaucoup d'argent mais mes parents, toute ma famille s'est cotisée pour réunir l'argent car ils savaient ce que je voulais ».

Lydie a commencé ses activités de coiffeuse en cabine, mais aujourd'hui son salon est situé à proximité du campus. Elle emploie trois apprenties qui à leur tour lui payent cette formation en apprentissage (de 60 000 à 100 000 CFA par an par apprentie¹²).

« C'est sûr, ma situation est aujourd'hui bien meilleure qu'avant de faire ce salon, je fais aussi manucure, pédicure, et décoration des salles de soutenance, ça marche pas mal. Si je travaille comme cadre dans quelques années, je n'abandonnerai pas le salon. Je pourrai engager des gens et des apprenties et moi je verrai les meilleures clientes le soir et le week-end, oui oui je garderai le salon. Avec mon copain, on est d'accord, bon s'il y avait des enfants ce serait autre chose, mais je tiens à garder cette activité, lui il sait bien que si je laissais, il devrait me prendre en charge, alors....

Bien sûr pour ma famille et pour moi-même je dois terminer tout de ce que j'ai entrepris dans les études depuis huit ans car je porte l'honneur de la famille et mes sœurs n'ont pas étudié. »

Lucie est sollicitée par les associations étudiantes, mais refuse d'y assumer des responsabilités car elle sait d'avance qu'elle n'aura pas le temps de s'y consacrer à fond. Elle constate qu'aujourd'hui beaucoup d'étudiantes cherchent à suivre son exemple et sous-entend qu'une telle activité hier méprisée par les étudiants fait aujourd'hui beaucoup d'envieux.

Son opiniâtreté rime avec la cohérence de ses choix.

« La géographie ça permet de se faire une idée des perspectives du pays, son potentiel touristique quoi. (...) Je fais mon mémoire sur Ganvié et les perspectives touristiques là, sur le lac. Je me lancerai sur le marché de l'emploi, mais ce sera pour accumuler les moyens de créer ma propre activité dans le tourisme : une agence de voyage ou quelque chose du genre. »

1.4.Solidarité associative locale

Parmi les étudiants issus du Nord, se développent, au sein des Unions Sous Préfectorales de Producteurs (USPP), des formules de solidarité non strictement familiales mais fondées sur le terroir d'origine. Ces USPP relayées parfois par des Unions Départementales des Producteurs (UDP), ou des associations départementales de développement, procurent parfois un logement en village universitaire ou des sommes d'argent ainsi qu'un soutien logistique et alimentaire qui sont octroyés individuellement à des étudiants sélectionnés, suivant des critères incluant l'appartenance à une association régionale d'étudiants, le statut de boursier ou non, disposant

¹² À comparer avec le minerval universitaire de 6 800 FCA !

ou non d'un logement à Cotonou, etc. Ces étudiants qui ne signent pas de contrat à proprement parler se sentent néanmoins investis d'une responsabilité morale qui se traduit par le fait de participer activement aux cours de vacances dispensés aux lycéens du terroir, à des activités de sensibilisation parmi les populations de ce terroir et implicitement se sentent plus ou moins tenus de choisir une affectation professionnelle dans ce même terroir.

Dany est originaire d'une sous-préfecture cotonnière du Nord. Son père «fait cinq hectares de coton et un hectare d'Igname ». Sa mère est ménagère et «fait aussi un champ ». Il a séjourné plusieurs années dans une mission durant ses études secondaires réalisées dans une école publique, est aujourd'hui membre du MADEB (mouvement apostolique des étudiants du Bénin) et actif dans une paroisse de Cotonou. Il est membre de l'Association des élèves, étudiants et diplômés sans emploi issus de sa sous-préfecture. L'association a plusieurs sections dont la plus importante est celle de Cotonou. Celle-ci compte 17 membres inscrits à l'UNB dont trois filles.

« L'association reçoit un fond annuel de l'USSP (800 000 CFA en 1999), quelques dons de la région et de l'association des parents d'élèves de Kérou. L'USPP nous la considérons à la fois comme nos parents et comme notre bailleur de fonds. L'USSP soutient les congrès de l'association, finance les cours de vacance (les universitaires ne sont pas pour autant rémunérés), transporte les étudiants de retour des périodes de vacances. L'USPP commence une action de soutien aux étudiantes qui vise à prendre en charge leur logement (600 000 CFA débloqués cette année)

L'association de référence de la sous-préfecture nordiste, qui coiffe toutes les associations issues de ce terroir, est l'Association sous-préfectorale de développement qui est distincte de l'USSP car elle est censée mobiliser toutes les forces vives, intérêts et acteurs de l'entité administrative et non pas les producteurs seuls. Cette association de développement "est pauvre et ne finance pas, c'est surtout notre référence pour tout ce qui se passe là-bas."

L'AG de la section de Cotonou établit un budget prévisionnel et en général réparti 25 % de ce budget sur les sections de province au Nord. Une fois fixés les frais de fonctionnement et le budget prévu pour des prêts destinés aux élèves et étudiants, les universitaires membres se voient proposer un pécule. « Dans la plupart des cas, les boursiers et secourus qui ont droit à une part entière renoncent à une partie de ce pécule au profit des non boursiers. Il y a toujours cette solidarité... toujours. Il est bien vrai que nous disons que cet acte est volontaire. Le principe, le droit, c'est d'avoir une somme égale, mais en fait jamais, jamais les boursiers n'ont demandé autant que les non boursiers. Par exemple, durant les dernières années, les non boursiers non secourus ont reçu plus ou moins de 20 000 CFA à 27 000 CFA d'une fois et pour l'année, ce n'est qu'une aide, ce sont les parents qui sont censés soutenir les études de leurs enfants. Les secourus ont reçu plus ou moins 16 ou 17 000 CFA tandis que les boursiers ont reçu 10 ou 12 000 CFA".

Des formules de contractualisation enregistrée devant le pouvoir judiciaire seraient actuellement à l'étude dans certaines USPP du Nord, qui par ailleurs ont déjà expérimenté ce type de contrat avec des étudiants envoyés hors du Bénin. Une association de producteurs du Nord peut ainsi construire à proximité du campus des bâtiments destinés à fournir des logements à des étudiants ressortissants du terroir sans exiger de ceux-ci un quelconque loyer. Ce type de formule semble inexistant parmi les ressortissants du sud malgré quelques tentatives avortées. Notons que ces initiatives traduisent un leitmotiv des ressortissants du nord, qui estiment volontiers que leurs régions sont en retard de développement socio-

économique général et/ou subissent une marginalisation culturelle, ainsi qu'un exode des diplômés dont beaucoup jusqu'ici ont choisi de s'installer au sud et à Cotonou en particulier au terme des études.

2. Le coût des études

2.1. Les coûts scolaires

À l'exception des étrangers et des filières de DESS ou DEA, le coût d'inscription n'est pas pour la majorité une charge importante à la différence des photocopies qui constituent le principal poste de dépenses proprement scolaires. L'alimentation est rarement un poste important : le repas pris en resto Universitaire coûte 75 CFA (4,5 FB), le repas obtenu chez les « bonnes-dames » coûte 100 CFA (ou 6,15 FB). Au village, beaucoup d'étudiants préparent le soir collectivement à faible coût. Nombreux sont les ressortissants du Nord qui reçoivent des colis alimentaires de leur village d'origine.

2.2. Le logement

Le logement est une question très sensible et éprouvante pour la plupart des étudiants béninois qui le plus souvent doivent se loger à proximité du campus ou à l'intérieur de celui-ci ou perdre beaucoup de temps et d'argent dans les transports.

Contrairement au modèle nigérian qui organisait le logement de tous les étudiants sur le campus, l'UNB n'a jamais retenu ce principe¹³. Cependant beaucoup d'étudiants semblent considérer qu'à l'instar de la bourse, l'accès à une chambre devrait figurer au titre des attributs typiques du statut d'étudiant.

Dans le cas de Cotonou, il convient de distinguer le coût du logement selon que l'étudiant loge en résidence universitaire, loue une chambre dans le village universitaire non loin du campus ou doit se déplacer jusque Cotonou-ville. Le bénéficiaire d'une « cabine » (logements universitaires gérés par le CENOU qui dispose de plus ou moins 712 chambres) partage ce logement avec deux condisciples et paye personnellement un montant mensuel de 2.500 CFA (soit 150FB), incluant eau et électricité, savon et petites commodités hygiéniques. Très peu donc.

Plusieurs milliers d'étudiants louent des chambres dans ce qu'il est convenu d'appeler le « village universitaire » situé à un quart d'heure de marche du campus et qui ne dispose pas d'eau courante. Ces constructions sont aux mains de promoteurs immobiliers privés ou associatifs. Les chambres individuelles dépourvues d'eau courante coûtent entre 7000 et 13000CFA/mois, indépendamment des sous-locations et autres formules permettant d'abriter plus ou moins longtemps des condisciples appelés localement « maquisards » dits aussi « cambodgiens ». La vie en chambre, au village, en cabine ou en location dans les zones peuplées proches du campus (Calavi-Godomey) est très répandue même parmi les étudiants domiciliés à Cotonou du fait de l'éloignement du campus et des embouteillages et par suite du coût élevé du transport en taxi voiture ou taxi moto. La plupart des chambres coûtant moins

¹³ Y. Lebeau, *Étudiants et campus du Nigeria*, Karthala, Paris, 1997.

de 10 000 CFA par mois ne disposent pas de plafond. Sous la tôle, il faut un courage exceptionnel pour résister plus de deux heures en journée !

Le centre des œuvres universitaires (CENOU) gère quelque 712 chambres dites « cabines » sur le campus. Celles-ci sont attribuées aux étudiants pour une année scolaire renouvelable selon des critères liés à l'éloignement géographique des parents directs, à la moyenne obtenue aux examens et à d'éventuels handicaps physiques. Cependant un nombre considérable de chambres sont réservées aux associations étudiantes et aux syndicats. Ces chambres sont attribuées pour une plus longue période. Pour des raisons obscures, les cabines ne sont parfois disponibles qu'en janvier ou février alors qu'elles doivent être libérées en mai ! Ces cabines sont attribuées chaque année.

Il arrive que ces chambres de trois lits soient sous-louées durant les examens ou pour des périodes plus longues à des invités (dits cambodgiens) qui contribuent peu ou prou aux frais. Il n'est pas rare qu'une chambre salon (un "deux pièces") ou même une chambre soit partagée par deux étudiants durant l'année.

Le nombre insuffisant de chambres ainsi que les critères d'attribution font l'objet de revendications étudiantes : la distance du domicile n'étant pas à leurs yeux un critère systématiquement pris en compte. Ils dénoncent aussi un certain favoritisme du CENOU et les pratiques clientélistes des associations d'étudiants, voire les accointances entre celles-ci et le CENOU. Il convient de souligner que la distance kilométrique entre le domicile et le campus est loin de constituer une variable discrète et linéaire. Vu la situation géographique du campus, un étudiant résidant à 50 Km pourrait tout aussi légitimement revendiquer un logement qu'un étudiant résidant à 600 Km. De surcroît la distance est sans rapport avec les niveaux de ressources et les possibilités de logement dans certains segments familiaux résidant à proximité du campus.

Le village qui ressemble à un quartier périphérique de Godomey ne dispose que de très peu d'infrastructures collectives. Nous avons déjà évoqué le coût d'une chambre, mais il faut savoir qu'une avance équivalente à 5 ou 8 mois de loyer est très souvent demandée aux candidats locataires.

Les zones de Godomey et Calavi comptent beaucoup de constructions privées louées à des étudiants (une cour et quelques chambres dont le confort est variable mais en général très rustique). Ces logements sont loués individuellement.

Un nombre non négligeable d'étudiants vit avec la famille nucléaire, des parents (oncles et tantes principalement) ou chez des amis proches dans la conurbation de Cotonou. Il est difficile dans ce cas de généraliser les coûts ou les modes de participation des proches.

Rappelons que près de la moitié de notre échantillon vit en famille et qu'il n'est pas rare que certains occupent des logements qui sont propriété d'un ascendant (mère ou père) et n'acquittent donc aucun loyer.

Les étudiants locataires fixent le plus souvent à 30 000 et 40 000 CFA leurs dépenses mensuelles. Pour rappel, la bourse la plus répandue est de 28 750 CFA/mois.

2.3. Le transport

Le transport est un poste important dans le budget des étudiants qui logent à Cotonou. Ceux qui ne disposent pas d'engin personnel doivent prendre le bus universitaire quasi gratuit mais qui occasionne de nombreuses pertes de temps. Le taxi-moto aller et retour de la ville au campus peut coûter 400 ou 500 FCA alors qu'un repas pris chez les bonnes-dames du campus coûte 150 CFA. Ce coût élevé du transport, auquel il faut ajouter les transports de week-end et vacance, pousse certains parents à louer une chambre au village. Dans la plupart des cas cette chambre est partagée simultanément ou successivement entre des germains ou des apparentés.

Indicateurs de coût sur le campus de l'UNB :

Type de dépenses	UNB
Frais scolaires	De 6500 à 250 000 FCFA
Photocopies	De 3000 à 5000 FCFA /mois
Logement en cité universitaire	2500 FCFA/mois
Logement hors campus	De 6 000 à 13 000 FCFA / mois
Repas au resto U.	75 FCFA /repas
Repas "chez les bonnes-dames"	De 100 à 150 FCFA/repas
Transport (A/R) bus universitaire ¹⁴	50 FCFA
Transport (A/R) taxi-voiture	400 FCFA (A/R ville-campus)
Transport (A/R) taxi-moto	+/- 600 FCFA (A/R ville-campus)

1 BEF=16 FCFA

1 F.C.=1 BEF

Dans notre échantillon, 19 étudiants sur 52 logent avec leur famille ou avec des membres de la famille ou encore dans un logement appartenant à un membre de la famille. Ils ne payent donc aucun loyer. Dix-neuf logent au village et doivent donc payer un loyer tandis que six louent en ville. Six autres sont logés dans les cabines universitaires et quatre bénéficient d'un logement associatif (construction ou location des USPP).

¹⁴ Ce mode de transport est largement insuffisant, d'où large recours aux taxis d'opérateurs privés par les étudiants.

6. L'entrée à l'université et les conditions d'études

1. Introduction. Du haut lieu du savoir au haut lieu de la « galère »

Comme partout sans doute, l'entrée à l'université est un moment fort du vécu des jeunes. Mais on retrouve dans leurs relations de cette expérience les expressions du cumul des handicaps et à l'inverse du cumul des avantages. Ces vécus traduisent parfaitement la plus ou moins forte cohérence du projet scolaire. Dans l'ensemble cependant, l'étudiant aborde l'université avec une réelle circonspection. Très rares sont ceux qui relèvent comme intéressant le fait d'être en contact avec des pairs « étrangers » ou encore signalent comme importante l'éventuelle situation résidentielle. En revanche, c'est à leur insertion dans l'institution que renvoient leurs récits. Que l'on soit plus ou moins bien préparé par les devanciers, les anciens du collège, les proches, etc., on décèle toujours peu ou prou l'idée d'une épreuve requerrant un surcroît d'attention, de prudence, de force. Le campus apparaît à priori non comme un lieu de convivialité mais comme un espace culturellement neutre, hétérogène, voire hostile dont l'abord requiert la prise de conscience d'une nécessaire reconsidération du naturel comportemental.

2. La différence entre les établissements

À nouveau, le choc des conditions d'arrivée sur le campus est bien différent selon le type d'établissement fréquenté et les soutiens familiaux. Le campus était connu de la plupart des bacheliers issus du sud urbain, et mieux connu encore par les étudiants disposant de parents et de germains lettrés. Il reste que, d'où qu'ils viennent, les étudiants des facultés classiques disent avoir vécu une première année pénible, pleine d'incertitudes de frustrations.

Henriette en 5^o FSA se souvient de ses quelques heures passées en FAST comme d'un cauchemar car *"mon nom était sorti au concours de la FSA"*, dira-t-elle.

« Au début, il fallait quand même que je m'inscrive en faculté classique parce que les résultats du test à la FSA sortaient tard. Je me suis dès lors inscrite en FAST (faculté des sciences et techniques). Quand j'avais commencé les cours en faculté classique, ce qui m'a le plus marqué c'est qu'il fallait se lever très tôt le matin. À 5h30, j'avais quitté la maison seule. J'avais traversé toute une obscurité pour pouvoir venir chercher une place parce que c'était un nombre important d'étudiants qui devaient suivre les cours. J'ai fait ça le premier jour et c'est cette journée-là qu'on était venu me dire que mon nom est sorti à la FSA, je ne devrais plus me fatiguer comme cela... »

Que dire alors des étudiants expérimentant la vie universitaire en première année en FASJEP dans une classe de 1500 étudiants à 2000 étudiants !

Désiré en seconde année de science économiques raconte sa première année alors qu'il arrivait de Côte d'Ivoire.

« Une année très très difficile parce que j'étais malade toute l'année. Je ne venais pas aux cours... Bon, je m'étais inscrit... en (...). Je ne venais pas aux cours régulièrement parce que d'abord il y avait aussi le problème du transport. Il fallait se lever tôt à 5 heures du matin pour... s'apprêter quoi,

puisque le bus venait à 6 heures. Donc, prendre le bus depuis Cotonou jusqu'ici c'était vraiment difficile, il fallait se lever tôt, aller réserver parce que le nombre était vraiment pléthorique et ce n'était pas facile d'avoir une place assise. Donc, si je me lève à 5h j'ai plus de chances d'avoir une place assise et l'on était assis à trois sur des sièges de 2 personnes. Donc c'était ça en fait. Il y avait, en plus de ces trois assis sur les sièges de 2 personnes, il y avait aussi des gens qui étaient alignés dans les... dans l'allée-là... et c'était dos-à-dos. Nous vous vous donnez le dos et puis vous êtes coincés là jusqu'à l'arrivée du bus. On pouvait faire banalement 45 minutes à 1 heure de route avant d'arriver. Puisque quand on quittait là-bas à 6h, on arrivait ici pratiquement à 7h. Donc, ce n'était pas vraiment pas facile. Ce fut une année très très difficile pour moi, et...

-Et alors, quels ont été tes résultats ?

Négatif. Mon résultat a été négatif. Et... j'avais informé les parents, ils m'ont dit : non c'est pas grave, tu viens d'arriver, tu n'es pas encore totalement intégré; par conséquent, bon, il faut faire avec, et puis il faut bosser ça va aller... »

Tous soulignent combien est profonde la rupture avec les conditions d'études dans le secondaire. C'est en faculté classique que le choc est le plus évident car bien qu'ils aient échoué pour la plupart aux concours des Ecoles et Facultés professionnalisées, les glorieux bacheliers se trouvent alors plongés dans une situation inédite et périlleuse au moins sur trois plans que nous illustrons par des formules très générales parmi les étudiants eux-mêmes.

-« On sait que les taux de réussite sont très faibles et que les professeurs ne nous connaissent pas, ils ne font pas de cadeau. Beaucoup donnent leurs cours et puis s'en vont comme cela. Il n'y a pas d'assistant comme tu dis. Tu ne peux presque jamais rencontrer les professeurs pour leur poser une question ».

-« En Faculté tu es libre, tu n'es pas suivi, tu peux choisir de travailler, de suivre les cours, enfin tu dois très vite t'imposer une discipline ».

-« Il faut comprendre comment ça marche avec les délégués d'amphis, l'administration, les professeurs et tout cela. L'administration c'est comme si les étudiants les gênaient et lorsqu'un prof te dit que ton avenir est au fond de son bic rouge, tu comprends qu'il faut faire attention ».

Ricky est aigri, malgré ses antécédents brillants, il échoue en Faculté professionnalisée, ce qui est assez rare.

« Je n'ai pas compris comment ça marchait en fait, j'ai joué le jeu simplement, ça ne marche pas comme cela, cette année je ferai autrement je vais m'approcher des professeurs.... ».

En matière de conditions d'études, il convient de distinguer à nouveau selon les types d'établissements. Nombre d'étudiants, disponibilité des outils pédagogiques, encadrement, style d'enseignement, suivi des travaux et administration, travaux dirigés, existence de salles et confort de celles-ci, ponctualité des enseignants, préparation des examens et travaux, taux

d'échec ...à tous ces plans, on peut opposer Fac. professionnalisées et écoles aux Fac. classiques. Cependant, on note des différences entre ces Fac. classiques.

Ainsi, la FAST, qui requiert une présence aux TP, autorise moins l'absentéisme que la FLASH ou la FASJEP ; dans cette dernière Faculté le taux de réussite en première année ne dépasse guère 30 % voire 20 % des inscrits tandis que dans les fac. professionnalisées FSS et FSA le taux de réussite sur les deux cycles, c'est-à-dire au terme des études est rarement inférieur à 70 %. On comprend ainsi l'importance de l'enjeu que constitue l'entrée dans ces établissements : réussir le concours garantit l'accès à la bourse et assure presque le diplôme final. À l'ENAS, la FSS et la FSA, la réussite de la première année fournit une probabilité de plus de 80 % d'obtenir le diplôme final.

L'échec en première année est rarement vécu et accepté comme une mise en cause de ses compétences ou de sa capacité de travail. En règle générale, on dira que « l'on a pas eu la chance », que l'arbitraire règne au niveau de l'évaluation, que des conditions exceptionnelles sont survenues (décès d'un proche, maladie) qu'une erreur ou une malveillance administrative s'est insinuée quelque part, ou que d'autres ont cherché et obtenu votre malheur par des moyens « spirituels », mais l'échec est très rarement vécu comme définitif, plutôt comme une corvée supplémentaire. L'échec en première année débouche sur une réorientation ou sur un redoublement, l'échec en seconde ou troisième débouche sur un redoublement ou un abandon pour ceux à qui la chance sourit davantage dans la seconde filière d'inscription. Mais à ce stade, la persévérance est de mise¹⁵.

La présence aux cours est très forte dans les fac professionnalisées et écoles et beaucoup plus irrégulière dans les Facultés classiques, sauf en FAST où les travaux pratiques sont obligatoires. La FAST souffrant des mêmes difficultés que la FASJEP et la FLASH entretient cependant une réputation d'exigence plus grande : présences aux TD et TP et réputation de professeurs très durs et très exigeants.

Les étudiants des Facultés professionnalisées et écoles se disent globalement satisfaits de leurs conditions d'études qu'ils comparent avec celles qui prévalent en Fac. classiques. Ils apprécient surtout le contrôle continu des connaissances, le meilleur suivi des enseignants et les classes limitées en nombre qui produisent un meilleur rapport pédagogique.

3. La situation particulière des ruraux et de la diaspora

Pour les ruraux, l'arrivée au campus de Cotonou est une expérience marquante. Non seulement nombreux sont les Nordistes qui ne parlent pas et surtout ne comprennent pas le fongbe, langue vernaculaire du sud et doivent alors s'exprimer en français pour toute relation extérieure aux réseaux de terroir, ce qui les identifie pensent-ils immédiatement comme étrangers au milieu. Tous les étudiants d'origine rurale se souviennent principalement d'un constat d'anonymat et d'individualisme, des prix élevés payés pour « toutes choses ».

Les « diaspos » sont organisés en groupe d'intérêts selon le pays dont ils viennent. Les Béninois issus de Côte d'Ivoire décrivent leur arrivée à l'UNB comme très difficile à vivre

¹⁵ Le mode d'échantillonnage excluait les ex-étudiants et parmi ceux-ci les étudiants ayant abandonné à la suite d'un échec. C'est en outre pour enquêter auprès de ces derniers qu'un second volet de recherche s'impose.

principalement à travers les conditions de vie matérielles et le logement. En règle générale, ils ne peuvent compter ni sur une prise en charge ni sur un soutien important dans leurs familles maternelles ou paternelles restées au Bénin. Ils soulignent volontiers les différences de mentalités entre eux et les Béninois du cru ainsi que les difficultés d'intégration dans un milieu qu'ils ne connaissent que peu. Ils fréquentent essentiellement d'autres diaspos.

Pour Désiré, le choc fut rude. Non seulement il ne connaissait pas Cotonou, mais il ne put compter longtemps sur le cousin qui devait en principe l'accueillir. Les grandes ambitions qu'il nourrissait en Côte d'Ivoire « *je dois bien les revoir à la baisse ici....* »

« Bon... Quand je suis arrivé, tout d'abord on était allé chez quelqu'un qu'on peut appeler oncle, mais ce n'était pas aussi direct. Bon, à Cotonou ici, euh... J'ai passé d'abord par le village de mon papa avant de venir à Cotonou. Donc, arrivé à Cotonou il fallait chercher une maison. Entre-temps, j'avais rencontré... j'ai une tante en Côte d'Ivoire qui a un enfant ici et... qui était dans une cour. Elle m'avait dit que je pouvais rencontrer son fils, qui était en terminale, il pouvait me permettre de rester avec lui, ou bien je pouvais avoir une chambre. Quand je suis venu le chercher, je ne l'ai pas vu. Et j'étais obligé de louer. Et j'avais loué une maison comme ça quoi, chambre, salon.. à Cotonou. Dans cette maison, il n'y avait pas d'électricité. Il fallait moi-même acheter... (...) pouvoir installer l'électricité dans cette maison, et je suis allé chercher des ampoules, des câbles... tout ce qui était nécessaire pour pouvoir installer l'électricité. Maison sans plafond ! Alors que j'étais quand même habitué à vivre dans de bonnes conditions en Côte d'Ivoire. Après, j'ai eu la chance de rencontrer le fils dont ma tante m'avait parlé. Donc, quand je l'ai rencontré, je lui ai dit : Bon, c'est ainsi que je suis arrivé, je t'ai cherché partout, je ne t'ai pas vu et j'ai déjà loué quelque part. Il m'a dit, non mais... que je ne pouvais pas louer étant donné que lui était là ; donc, de venir rester plutôt près de lui et que la chambre qui est là est vide, que je pouvais rester dedans sans problème. Donc, j'étais maintenant obligé d'aller retirer la caution que j'avais déposée ; je crois c'était 6 mois, j'avais payé 6 mois de caution. Le démarcheur, c'est-à-dire celui qui m'avait trouvé la maison après un mois, parce que c'est comme ça au Bénin. Je ne pouvais plus bien sûr prendre le démarcheur, puisque lui c'est son gain. J'ai fait des mois avant de... pouvoir récupérer l'argent avec le propriétaire. Donc, c'est ainsi que je suis allé habiter avec mon frère-là, mon cousin en question. Bon, il n'était pas là, il était dans une autre ville du Bénin. Donc, il venait quelques fois quoi. Bon, je suis resté là-bas, mais il faut dire que cette année-là au Bénin ne m'a pas été du tout favorable. J'ai commencé à être malade, j'étais constamment malade, c'était une galère quoi. Parce que le cadre n'était pas idéal. Il y avait une scierie dans la cour et... (rires...) une fenêtre, disons il y avait 2 grandes fenêtres de cette scierie qui donnaient directement chez moi. Donc, la poussière de bois, alors que moi j'avais déjà.. euh... la sinusite. J'avais déjà cette maladie-là. Donc, la poussière de bois que je respirais tous les jours presque, sauf le dimanche parce que le dimanche ils ne travaillaient pas. Et le bruit, j'étais vraiment mal à l'aise. Et il n'y avait pas aussi l'eau de pompe dans cette cour-là, il fallait chercher l'eau de pompe ailleurs. Il n'y avait même pas de puits. Il fallait aller chercher, non seulement l'eau de puits et l'eau de pompe dans une autre cour. Donc, ç'a été vraiment une année difficile.

Et dans le même temps, j'avais eu quelques petits problèmes avec mon cousin. Son père était revenu d'Abidjan et puis... son père quand il est venu d'Abidjan, c'est dans

la même chambre qu'il est resté. C'est pas chambre-salon, c'est une pièce là. On se retrouvait banalement 3 dans la maison. Il y avait même des moments où je dormais dehors. Ça c'est vrai, ce n'est pas... parce que étant donné que le vieux arrivait, son vieux arrivait, il y a un seul lit, je suis obligé de laisser son vieux dormir sur le lit. Et si je dois bosser, je ne peux pas... J'avais oublié même ! Le matériel d'électricité, d'installation de l'électricité, ce que j'avais acheté pour la maison que j'avais loué entre-temps, j'ai apporté ça chez mon cousin parce que dans sa chambre aussi il n'y avait pas d'électricité. Donc, je disais que j'avais installé tout ça là-bas et puis bon... Avec tous ces problèmes-là, je ne pouvais allumer l'ampoule pour étudier puisque son papa était là. Donc, ce n'était pas facile. Il arrivait parfois que je dorme dehors parce que le vieux est là, le fils est là ; il ne fallait vraiment pas gêner, surtout le vieux qui était âgé aussi et avec le respect qu'on doit aux vieux en Afrique. Donc, j'avais une natte, je mettais ça dans la cour et moi qui suis malade j'étais obligé de dormir parfois dehors. Donc c'est comme ça que j'ai vécu. Finalement, le cousin a commencé à manifester... j'ai senti qu'il ne voulait pas que je reste, parce que quand on vit avec quelqu'un, par son comportement on peut savoir si cette personne ne veut pas que vous restiez ou pas. Puisque moi... il arrive des moments où je sors, je reviens à 22 h, il ferme la porte, alors qu'il y a un petit portail. Il ferme aussi cela. Donc, je suis obligé de ne pas entrer dans la maison ; donc je suis obligé de rester dehors. Donc, vu cette situation, je me suis dit : certainement il veut que je parte. Donc, ne sachant pas aussi où aller dans le temps, j'avais... Donc, je disais que comme il voulait que je parte, donc un soir comme ça j'ai ramassé... un soir ou un matin, j'ai ramassé les bagages, je suis allé chez un ami que je connaissais. J'avais l'impression que j'étais devenu persona non grata là-bas. Vraiment il fallait que je parte. Un matin comme ça, je me suis dit... j'ai pris mes bagages, je suis allé chez un ami. Je lui ai dit que je partais, il ne m'a pas demandé où j'allais. En tout cas, le cousin n'a pas posé de question. Bon, c'est comme ça que je suis parti.

7. Les griefs des étudiants

Suite à de récents scandales académiques dont a fait état la presse, les étudiants béninois sont plus prompts qu'ailleurs à dénoncer les « dysfonctionnements » qui affectent leurs institutions. De là à imaginer que la situation y soit pire que dans d'autres campus où la loi du silence est plus prégnante, il y a un pas à ne pas franchir. Dans les Facultés sont fréquemment dénoncés :

- Le surpeuplement des amphî et les conditions qui affectent la transmission des connaissances : absence de micro, chaleur, bruit, etc.
- Le manque d'amphi et l'utilisation d'églises en ville à titre d'auditoires qui suppose des déplacements épuisants en journée.
- Le manque d'accès aux copies d'examens et épreuves corrigées (corrigés types)
- Le manque d'accès aux sources documentaires et la pauvreté des labos
- L'obligation de l'apprentissage par cœur assimilé à de la "théorie" et le manque d'exercices pratiques.
- Les professeurs inaccessibles parfois suspectés d'être dépassés au niveau scientifique. Notons une représentation commune qui s'exprime de la sorte « devant le prof tu n'es rien », « tu es comme un lièvre devant un chasseur ».

- Fuites d'épreuves avant les examens (avec ou sans corrigés) et iniquité due aux ressources relationnelles différentes des uns et des autres.
- Absentéisme de certains professeurs ou retards fréquents attribués par les étudiants aux missions à l'étranger et activités d'expertise. Si les cours finissent souvent par être donnés les étudiants dénoncent les bouleversements de calendriers que suscitent les reports de cours.
- L'opacité des procédures de correction propice à toutes sortes d'arbitraires (disparition de copie, inversion de notes, correction sous-traitées à des étudiants plus avancés, recrutement de surveillants extérieurs au campus et donc...).
- L'opacité générale de l'administration qui à leurs yeux cumulent tous les travers qu'ils imputent à leur institution. En effet, si les professeurs craints et parfois admirés voire objet d'apitoiement, sont relativement épargnés, il n'en va pas de même de l'administration considérée comme incompétente, népotique, corrompue, arbitraire, arrogante, lieu à leurs yeux de tous les trafics.

III. Représentations sociales, actions organisées et solidarités

1. Diplômes, compétences et destins : quelques représentations sociales

Issus d'une première génération scolarisée depuis le primaire dans un contexte démocratique, les étudiants béninois expérimentent, dans le même temps, les incertitudes d'une insertion professionnelle qui n'est plus garantie. Plus généralement (et outre la forte contraction de l'embauche publique et la libéralisation du marché de l'emploi, qui les inquiètent sans les désespérer), c'est la déliquescence de ce qui faisait le statut, l'identité, les privilèges et la reconnaissance sociale de l'intellectuel ou de l'universitaire africain d'hier qui les hante sans trouver jusqu'ici l'esquisse d'une recomposition. Cette génération et son vécu social mériteraient donc une investigation approfondie, mais nous ne retiendrons ici que les représentations sociales concernant les objets qui appartiennent le plus directement à leur univers immédiat. Nous traiterons dans une section distincte (la suivante) des représentations relatives à l'acquisition du savoir à l'université. Il en ira de même des représentations relatives à la famille, la politique et la religion.

La réponse aux mutations et incertitudes du marché de l'emploi des universitaires est tout à l'opposé d'un désintérêt pour les longues études. Nous avons souligné combien sont généralisées les ambitions de faire des études de troisième cycle et l'objectif de cumuler plusieurs titres universitaires. Nous avons également noté le fait que ces desseins sont aussi présents en Faculté qu'en écoles dites professionnalisées. Ces ambitions sont très nettement mais pas exclusivement le fait des boursiers ayant connu les trajectoires les plus sécurisantes depuis les études primaires.

Beaucoup ont souligné la perte de prestige et de rentabilité du titre universitaire commun de licence ou de maîtrise. Le chômage affecterait désormais les universitaires. Ceux-ci seraient concurrencés par les titulaires de BTS, la libéralisation du marché de l'emploi réduirait les besoins effectifs en personnel universitaire. Ainsi Donald trouve la situation aberrante :

« Les BTS eux-mêmes ne marchent plus car les bacheliers sont moins exigeants et de toutes façons, le privé recherche la plupart du temps des gens qui font en fait du secrétariat et un peu de comptabilité, (...) surtout il suffit de manipuler un peu quelques logiciels. Alors pourquoi engagerait-on un diplômé de sciences économiques qui coûte cher ? ».

Plus généralement, démonstration est faite aux yeux des étudiants que des voies non scolaires de promotion sociale et d'enrichissement ou encore d'accès au pouvoir politique sont aujourd'hui plus efficaces et plus rapides. Le doute s'installerait dans les stratégies familiales. Ainsi un étudiant originaire de l'Ouémé témoigne : *« il faut voir dans l'Ouémé, beaucoup de gens ne cherchent plus à envoyer les enfants à l'école, ils pullulent dans le commerce et la contrebande ».* Mais il ne fait aucun doute que pour la majorité des interviewés, les familles soutiennent les projets de scolarisation supérieure. Notre échantillon ne comptant que des étudiants universitaires, dont une majorité au-delà de la première année, nous ne pouvons rien avancer quant à l'amplitude et aux motivations d'éventuelles décisions réfractaires aux études supérieures. Mais les étudiants en constatent l'existence autour d'eux. *« Nous avons supplié notre ami de nous rejoindre à l'UNB, nous avons eu le Bac ensemble, il était brillant et nous proposons de nous cotiser pour payer son inscription (...) mais il nous a répondu qu'il avait fait son choix en connaissance de cause, il s'est lancé dans le démarchage en ville et pour*

rien au monde ne voudrait venir perdre son temps ici. » Pour autant, très peu sont prêts à valider ce choix et encore moins à le reprendre à leur compte.

S'ils ne l'avouent pas, leur persévérance est en fait inscrite dans leur trajectoire depuis la conquête du Bac. Ce titre conquis de haute lutte ne présente plus guère d'intérêt autre que celui de permettre l'accès à l'université ou de «prendre la craie comme enseignant». Or cette dernière perspective est désormais considérée comme un échec, une déchéance. De surcroît, l'engagement dans les études ne constitue qu'un faible renoncement et un risque limité dans la mesure où les opportunités professionnelles qui s'offrent aux bacheliers sont faibles à tous égards.

Aux yeux des étudiants, c'est toute la fonction publique qui constitue aujourd'hui un horizon repoussoir, lieu de destination des perdants, des gagne-petit, des victimes. L'état qui n'engage plus est dévalorisé, mis en doute, accablé des pires tares, alors même que l'on souligne les carences du privé. Lorsqu'ils n'en rejettent pas l'idée même, la perspective d'être fonctionnaire est considérée comme supplétive, complémentaire, passagère. Les candidats politiques eux-mêmes considèrent que les voies privées et associatives sont désormais indispensables à l'accumulation d'un capital de légitimité.

Subsistent donc d'une part l'auto-emploi (cabinets médicaux, juridiques, comptables, les petites sociétés de service, les projets privés, associatifs ou coopératifs, les fonctions liées aux «projets de développement promus par l'extérieur») et d'autre part de vagues et d'innombrables perspectives : expertises internationales, diplomatie, secteur multilatéral, réseaux religieux internationaux. Cependant si les idées ne manquent pas, les possibilités et les opportunités seront sans doute comptées. L'optimisme reste néanmoins de mise chez les étudiants.

«L'inflation» des ambitions scolaires s'inscrit donc à la fois dans une logique de trajectoire et de sélection et dans une représentation anticipée d'insertion professionnelle, de réalisation de soi et d'accès au statut social qui est aussi individualiste et ambitieuse qu'elle est incertaine et peu garantie par le seul titre scolaire commun.

Notons que l'ambition du DEA ou de la thèse ne s'inscrit jamais dans un objectif avoué de «joindre sa voix au concert scientifique», ni même dans la perspective générale de la recherche scientifique. Le troisième cycle est conçu en continuité avec les premiers et les seconds cycles, d'une part comme accroissement des connaissances et d'autre part comme compétence maximale, indépassable, ultime. En conséquence, il n'apparaît aucun lien systématique entre la volonté «d'aller le plus loin possible» et le désir de faire une carrière scientifique. La thèse constitue enfin un atout rare et précieux devant l'incertitude et la compétition redoutée. Nous découvrons ici encore une contradiction supplémentaire, car ceux-là mêmes qui avouent de telles ambitions, et ils sont nombreux, s'indignent devant la misère matérielle et sociale dans laquelle se débattent les enseignants universitaires... parmi lesquels de nombreux docteurs. Nous atteignons sans doute ici les limites d'une interprétation des ambitions en termes de stratégies plus ou moins conscientes. Peut-être devons-nous admettre que le maintien des ambitions scolaires et leur inflation inattendue dans un contexte de crise, relèvent aussi en outre d'un désir de ne pas choisir et d'une conjuration inconsciente.

On trouvera ci-dessous quelques extraits significatifs d'une inquiétude évidente, des multiples contradictions entre constats collectifs et anticipations personnelles et aussi de la logique du maximum.

« Bien sûr il y a moins d'emploi que de personnes qualifiées, mais si je m'applique j'y arriverai... ».

« Quand je suis arrivé sur ce campus, je me suis dit, j'aurai tous les diplômes qui sont ici ».

« Oui c'est important d'avoir un diplôme, même si l'avenir n'est pas assuré, il vaut mieux même chômer avec un diplôme ».

« Les médecins et agronomes ne chôment pas, la médecine est un terrain encore vierge au Bénin. Il est important de continuer à obtenir des diplômes universitaires, mais pas n'importe lesquels. Ceux qui courent aujourd'hui à l'ENA, j'ai peur pour eux ».

« Il vaut mieux terminer et avoir le diplôme et rester à la maison ensuite sans rien faire que de rester déjà à la maison les mains croisées en disant qu'il n'y pas de travail ».

« Oui le diplôme universitaire c'est important, il est vraiment considéré tandis que les BTS saturent. L'universitaire quand il travaille, il a un poste de responsabilités ».

« Si tu as un diplôme et que tu ne fais rien (sans emploi), le diplôme-là garantit quelque chose. Si le travail ne vient pas avec le diplôme, on fait autre chose, puis par la suite ça va venir. (...). Je veux le doctorat parce que c'est quelque chose pour avoir une place dans la société, tu t'amènes avec un simple ingénieur ou avec le doctorat, le choix est vite fait ».

« Être dans un milieu où il y a des gens qui ont des diplômes plus importants que moi, je n'aime pas ».

« Je veux le doctorat, aujourd'hui beaucoup de gens ont la maîtrise, il ne faut pas s'arrêter aux diplômes les moindres ».

Le diplôme universitaire n'est sans doute plus ce qu'il était et surtout ce qu'il devrait être à leurs yeux, mais il subsiste comme promesse de distinction sociale, comme aboutissement de la réalisation de soi, et comme atout dans la compétition. Il n'assure plus ipso facto l'emploi ou la grandeur sociale, ne protège plus du chômage provisoire ou d'une activité vile assurant la survie, mais il reste préférable d'affronter le monde avec un diplôme que sans diplôme. Et puis « puisqu'on a tellement souffert », « puisqu'on s'est tellement donné » que « tant de sacrifices ont été faits pour arriver à l'université », « il faut en finir et triompher en allant le plus loin possible. » Diplômé universitaire, le finaliste ne peut guère compter sur un emploi public de cadre et subira sans doute une dévalorisation sur le marché privé, mais il ne cesse de penser qu'il accèdera néanmoins au statut tant recherché. Même dépourvu de spécialisation « vendable » il estime que, quoi qu'il fasse et quelle que soit la lutte à mener, il est virtuellement un cadre, que sa formation lui sera utile quelle que soit son activité.

2. Représentations liées au savoir et sa transmission

Incontestablement et malgré les nombreuses critiques qu'ils portent à leur institution, son administration, sa pédagogie et ses enseignants, les universitaires béninois estiment qu'elle est détentrice d'un savoir dont la nature supérieure reste affirmée. Alors qu'on les interrogeait à propos de leur arrivée à l'UNB, beaucoup ont avoué l'étrange sentiment d'être aux portes « d'un temple du savoir ». Le savoir convoité est donc là à leurs yeux. Les incertitudes se situent davantage au niveau des manières d'y accéder.

1. La lutte dans un environnement nouveau ou perçu comme hostile

Ce lieu, cette institution, déjà quelque peu connue pour beaucoup, est, bien entendu, investie aussi de représentations non liées au savoir mais renvoyant à l'idée d'une collectivité dotée d'une singulière culture. Cette culture est surtout perçue en opposition à la culture lycéenne plus sécurisante et apparaît, pour les intellectuels de première génération, comme étrangère à la culture familiale. Très généralement, les notions d'immoralité, d'individualisme, de radicalité politique, et plus que toutes autres, la notion de lutte individuelle, sont omniprésentes dans leurs représentations de cette culture. L'université est aussi considérée implicitement comme le lieu de gestation d'une citoyenneté qui aura à se construire dans un rapport non médiatisé à la puissance publique.

Quels que soient leurs avantages relatifs au regard du reste de la population et surtout de leur génération, quelles que soient les profondes différences d'origines sociales et de trajectoires en leur sein, les étudiants perçoivent leur passage à l'université comme une lutte, un combat de tous les jours qui requiert une énergie, une volonté et des stratégies spécifiques. On comprend donc qu'hormis certains étudiants issus du nord, cette lutte même lorsqu'elle s'exprime collectivement, ne renvoie qu'exceptionnellement à des causes plus larges ou à d'autres acteurs, à d'autres « victimes ». L'impératif de lutte qui s'imposerait à chacun autorise le maintien d'une représentation de la condition étudiante très uniforme et peu différenciée qui ne correspond sans doute de moins en moins à la réalité. Cette représentation n'est sans doute pas étrangère à la tolérance de chacun à l'égard des « ficelles » et « astuces » que tous disent observer chez leurs condisciples dans leurs rapports à l'institution universitaire.

Mais revenons à la fonction principale de l'université, la transmission de connaissance et la formation et rappelons que de nombreux griefs des étudiants portent sur les lacunes de l'UNB face à cette fonction. Outre les conditions matérielles, on retiendra parmi les griefs les plus insistants et les plus largement énoncés, l'autoritarisme d'une partie du corps professoral, voire l'arbitraire pédagogique et surtout docimologique, l'absentéisme ou le retard des enseignants, la diction comme mode de communication, l'absence de matériaux pédagogiques, le défaut de mise à jour des matières...Tous dénoncent l'absence de recours tant à l'égard des professeurs qu'à l'égard de l'administration. L'idée d'être à la merci des professeurs et des directions est largement répandue.

Le grief le plus fréquent concerne l'accès aux copies d'examen et la justification des notes attribuées.

« Comment un professeur peut-il corriger deux milles copies dans les temps requis. »

Il doit appeler des collègues ou des amis ou encore des étudiants... alors on sait bien que c'est surtout la réponse à la première question qui compte ».

« En école, nous sommes moins nombreux, mais tout de même certains professeurs, tu ne peux les toucher tandis que d'autres sont de vrais papas et mamans pour nous. Il y a quand même les absences et puis cette histoire de photocopies qu'ils distribuent et qui leur facilite la vie. Ainsi ils peuvent dire que la matière est vue ».

Quelle que soit l'intensité du mécontentement relatif à la relation pédagogique, on notera que les mobilisations collectives des étudiants ne sont jamais explicitement motivées par celui-ci, mais par des revendications matérielles (bourses, cabines, bus, etc.) Il semble que ces doléances bien réelles se heurtent ici à l'idée qu'elles ne sauraient être rencontrées par des attitudes collectives et qu'elles relèvent d'une gestion individuelle.

2. « Prudents », « chercheurs latéraux » et « entrepreneurs en problèmes académiques »

Trois attitudes générales peuvent être distinguées à titre d'idéaux types au sein de notre échantillon. Elles se recoupent parfois, mais semblent néanmoins distinguer des profils et des publics particuliers.

Les « prudents » affirment que la réussite à l'université requiert une extrême prudence. Ne pas se mettre en évidence, s'en tenir aux habitudes, ne pas contester, ne pas s'exposer, etc. seraient des attitudes requises en guise d'introduction à un milieu que l'on connaît ou croit connaître. Toute forme de distinction individuelle serait grosse de risques, les relations avec les professeurs étant laissées aux représentants étudiants, les rapports à l'administration étant limités au strict minimum. Les prudents sont extrêmement individualistes, ils se recrutent principalement dans les écoles et justifient leur attitude par le fait que l'école est une micro-société où tout se dit, tout se sait, les rumeurs circulent. Cependant l'ensemble de leurs représentations relatives aux ressources de la réussite reste centré sur l'établissement.

Les « chercheurs latéraux ». Une seconde attitude très répandue consiste à mobiliser hors de l'UNB proprement dite une partie des ressources nécessaires à la réussite. Compenser les lacunes des cours en formant des petits groupes d'étude, en recourant à des associations péri-universitaires : anciens, clubs, collectivités religieuses, associations de ressortissants, notables connus personnellement.

Les « entrepreneurs en problèmes académiques ». Ce dernier ensemble perçoit le statut universitaire comme une opportunité de reconnaissance sociale, d'affirmation associative voire de promotion personnelle. Les cours et questions pédagogiques sont considérés comme importants lorsque la question soulevée peut être intégrée dans une problématique qui trouve un débouché plus ou moins institutionnalisé à travers en outre les associations spécialisées liées aux syndicats, ou dans un groupement religieux connu et formalisé. On retrouve encore ici les quelques étudiants entrepreneurs individuels ou associatifs qui perçoivent moins les déficits pédagogiques comme des motifs de revendication que comme des opportunités à investir à travers une activité novatrice.

3. *Des professeurs... concurrents ?*

Si les étudiants béninois sont loin de considérer aussi généralement qu'ailleurs qu'il existerait une rétention quasi-systématique des savoirs par les enseignants, il apparaît que des professeurs sont mis en cause non seulement pour leur utilisation de la diction comme mode de transmission et pour leurs exigences de restitution « par cœur » (d'ailleurs assez généralisées), mais aussi pour leurs stratégies visant à interdire l'accès des étudiants aux « sources du savoir », les condamnant à « bûcher » c'est-à-dire à transcrire dans leurs cahiers des contenus dictés ou écrits au tableau que les étudiants suspectent d'être tirés de manuels ou de documents que l'enseignant ferait tout pour garder secrets.

Le professeur étant le plus souvent perçu comme étant individuellement intouchable et incontestable sauf par voie personnalisée –« *va revendiquer et tu n'as plus aucune chance de réussir chez lui* », d'où la prépondérance des revendications alimentaires et l'anonymat des dénonciations publiques -, il est aussi parfois perçu comme ... un frein à l'apprentissage.

La réalité de ces supputations nous importe peu, mais le registre est significatif et ce d'autant plus qu'il se déploie à nouveau dans les domaines de la concurrence professionnelle.

Certains affirment que les professeurs « cadennassent » le nouveau marché de la recherche commanditée et de l'expertise en évitant soigneusement de faire part de ces activités durant les cours, activités que l'on suspecte par ailleurs de rapporter gros et d'être l'une des causes principales d'absentéisme ou de désorganisation des cours. Au sein de la prolifération des ONG de service, quelques unes sont animées par des étudiants qui estiment être en mesure de réaliser ces prestations de conseil, d'enquête, ou d'expertise aussi bien que les « ONG des profs » et à moindre prix !

4. *« Et nos sœurs... eh bien elles se débrouillent aussi »*

Un consensus quasi-général existe pour dénoncer les atouts économiques des filles qui rechercheraient des compagnons fortunés qui les entretiendraient ou leur fourniraient des facilités en tous genres et/ou des compagnons étudiants brillants offrant une aide précieuse au moment des examens. On parle de prostitution académique, de débrouille, de facilités propres aux filles. Mais hormis les religieux, rares sont les condamnations morales.

Tout aussi fréquentes sont les dénonciations des relations particulières et particulièrement intéressées que nombre de filles entretiendraient avec des membres des personnels universitaires. Derrière l'indignation morale relative, les entretiens et les nombreuses histoires racontées insistent en fait sur l'inégalité de condition ainsi créée. Les filles elles-mêmes considèrent ces pratiques comme fréquentes, courantes ou existantes.... à l'exception d'elles-mêmes bien entendu. Elles ajoutent parfois, version plus douce, que les privilèges des filles tiennent à leur petit nombre et à une volonté des professeurs de tenir compte de leurs difficultés propres. D'autres jeunes filles renvoient ces propos sans les nier avec véhémence à une tradition béninoise qui voudrait que la fille ne « soit jamais devant ».

En situation de concurrence déloyale pour la réussite, les garçons dénoncent aussi implicitement leur handicap de condition dans la concurrence sexuelle et affective en rapportant volontiers que leurs consœurs les qualifient volontiers de « délateurs de gari »

(gari mélangé à l'eau, repas du pauvre ou du pressé) ou de sonagnon¹⁶. Cette même suspicion est étendue à l'accès aux postes de travail. Sur le campus, ces dénonciations trouvent leurs moments forts lors des concours, des « fuites d'épreuves » et dans les moments d'attente des résultats. On dit volontiers parmi les garçons que « les filles s'arrangent pour avoir des épreuves et s'empressent de préparer celles-ci avec quelques copains ».

Les filles elles-mêmes disent volontiers éprouver une sorte de compassion à l'égard des garçons. Ceux-ci déplorent, mais comprennent que leurs « sœurs » les délaissent au profit « des gros messieurs, des grotos, des papas et des bras longs ». Ali, musulman nordiste ne reconnaît aucune responsabilité particulière à l'égard des petites sœurs : « elles sont grandes, elles savent ce qu'elles font et ce n'est pas notre responsabilité ».

Outre les effets disqualifiant de ces rumeurs persistantes, il faut sans doute y voir la conscience et l'expression diffuses d'une inégalité tendancielle de condition qui trouve sa source dans la logique de sélection à la fois sexuelle et sociale qui, selon nos observations, creuse en faveur des filles universitaires les écarts en matière de capitaux sociaux, économiques et culturels mobilisables.

Cette idée très générale selon laquelle les filles trouveraient dans leurs charmes des atouts efficaces dont sont dépourvus les garçons est perceptible dans la plupart des campus africains. Elle s'énonce prudemment, « sourire en coin » mais comme une évidence. Elle s'est exprimée massivement et non sans surprise en guise de réponse à une question qui visait à percevoir la conscience d'une discrimination en défaveur des filles : « les garçons et les filles ont-ils les mêmes chances de réussir à l'université ? » Elle n'implique pas une condamnation de ces dernières, mais bien davantage de quelques secteurs de l'institution.

Certains garçons avouent discrètement redouter la concurrence des filles sur un marché de l'emploi qui même timidement mettrait en pratique quelques discriminations positives à l'égard des femmes et y voient une raison supplémentaire de « décrocher le doctorat ».

3. Organisations étudiantes et solidarités collectives.

Notons d'emblée que la plupart des étudiants béninois sont particulièrement investis dans la vie associative.

En amont de l'université, les adhésions associatives sont déjà nombreuses et variées surtout parmi les étudiants issus des régions rurales, tandis que les étudiants issus du Sud urbain sont souvent investis dans des groupes religieux.

Dès le secondaire, des petites associations semblent déjà jouer des rôles complémentaires en matière de soutien à la scolarité. L'appartenance à ces associations spécifiques caractérise en particulier les étudiants dotés par ailleurs des meilleurs atouts et s'inscrivant dans les trajectoires les plus prometteuses.

Parmi les étudiants universitaires, quelques distinctions peuvent être éclairantes dans ce véritable tissu d'associations souvent très formalisées.

¹⁶ En langue Fon, cette expression signifie littéralement "demain sera meilleur", ceci en référence à la misère étudiante.

Parmi ces groupes peu institutionnalisés, on retiendra les groupes d'études, clubs de langue, de sports, « anciens » d'institution de l'enseignement secondaire ou des séminaires, associations de locuteurs d'une langue, groupes de prière, etc.

Parmi les groupes organisés, les associations d'étudiants ressortissants de localités, de quartiers ou d'étudiants issus de pays étrangers (diaspos et étrangers proprement dits).

Enfin, les groupes institutionnalisés et reconnus comme interlocuteurs : groupements religieux, les syndicats d'étudiants, les structures faîtières des associations de ressortissants, les ONG, sections étudiantes des partis politiques.

Toutes ces associations peuvent fournir à un moment ou l'autre et sous diverses formes des adjuvants importants dans la poursuite des études et la lutte quotidienne.

Dans le champ universitaire béninois, trois grands types d'associations étudiantes se côtoient. Si les chevauchements sont nombreux en termes d'individus, les domaines d'actions restent clairement distincts. Il s'agit d'organisations à caractère syndical, des groupements religieux et des associations de ressortissants ou d'originaires.

1. Les syndicats étudiants

Les organisations syndicales étudiantes ont une longue tradition au Bénin. Ces dernières ont même précédé l'UNB. En effet, c'est en 1948 que naquit, en France, la première association d'étudiants Dahoméens. Il s'agissait, alors, de l'Association des Etudiants Dahoméens en France (l'AEDF). En 1956, un nouveau mouvement plus politisé et mieux structuré voit le jour : c'est l'Union Générale de Etudiants Dahoméens (UGEED) qui après une maturation de 5 ans deviendra l'Union Générale des Elèves et Etudiants du Dahomey en 1961 au congrès de Parakou.

Aujourd'hui, le mouvement syndical étudiant à l'UNB est divisé en deux ailes importantes non plus sur fond régional mais suivant les grandes tendances politiques que connaît actuellement le Bénin. Il y a d'une part la Fédération Nationale des Etudiants du Bénin (FNEB) et d'autre part l'Union Nationale des Etudiants du Bénin (UNEB)¹⁷.

La FNEB, créée en avril 1990, est le plus ancien syndicat étudiant de l'UNB. Il est né de la métamorphose de la coopérative étudiante de l'époque révolutionnaire de KEREKOU I. Ce mouvement s'est doté d'un Bureau Exécutif Fédéral (BEF) et d'un Conseil Central Fédéral (CCF) pour assurer sa direction. Ces organes dirigeants, sont composés de représentants de Facultés, Ecoles et Instituts élus au congrès ordinaire de tous les étudiants.

L'UNEB est le benjamin du mouvement syndical étudiant qui occupe la scène universitaire à l'UNB. Ce mouvement fut créé en 1994 par un groupe d'étudiants battus aux élections de désignation des membres du BEF et du CCF (organes dirigeants de la FNEB) de la FNEB. Depuis cette époque, ces deux mouvements se mènent une guerre larvée sans merci.

¹⁷ Un troisième petit mouvement sans représentativité apparente est également actif sur le campus. Il s'agit de l'Union Nationale des Scolaires et Etudiants du Bénin (UNSEB). Ce dernier mouvement est né en 1993 et était à ses débuts partenaire de la FNEB. Son mode d'action est plus violent et il est considéré comme le refuge des étudiants communistes sur le campus. Depuis la crise au sein du parti communiste du Bénin (PCB), l'UNSEB a connu également des dissensions internes qui l'ont divisé en deux ailes et l'ont fortement affaibli.

Le modèle de désignation des dirigeants des deux syndicats de l'UNB s'apparente au système électoral des "grands électeurs". Chaque syndicat est représenté dans toutes les facultés dites classiques et tous les établissements à formation professionnalisée par des délégués d'amphis élus au suffrage universel lors du congrès national des étudiants de l'UNEB. Autrement dit, les différentes Facultés, Ecoles et Instituts de l'UNEB forment des institutions de base pour chaque syndicat. Au sein de chaque institution de base, les délégués d'amphis se réunissent et élisent un "bureau d'union d'entité". Enfin, les membres des différents bureaux d'unions d'entités se réunissent en congrès et désignent par élections à bulletins secrets le "Bureau Exécutif Fédéral" (BEF - c'est le gouvernement du mouvement) et le "Conseil Central Fédéral" (CCF - c'est l'assemblée).

Les deux mouvements se sont dotés chacun d'institutions dites "spécialisées" (8 pour la FNEB et 5 pour l'UNEB) qui jouissent de l'autonomie financière et organisationnelle selon les statuts et règlements intérieurs desdits mouvements. Il s'agit, pour la FNEB, de l'ensemble artistique et culturel des étudiants (EACE), de l'ensemble sportif des étudiants (ESE), de la croix rouge universitaire (CRU), des scouts universitaires, du bureau directeur du comité des résidents (BDCR - pour la gestion des cabines), du bureau du comité des chefs de lignes (BCCL - pour maintenir l'ordre dans les bus universitaires). En outre, chaque syndicat contrôle un journal universitaire à parution mensuelle (le "Héraut" pour la FNEB, le "Révélateur" pour l'UNB). La FNEB dispose en plus d'une radio universitaire (la Radio Univers). Pour la l'UNEB, on retiendra comme institutions spécialisées le comité d'ordre, de discipline et d'épanouissement (CODE - un vaste programme!), l'union culturelle et artistique des étudiants (UCAE), les scouts catholiques et le groupement des étudiantes pour le développement (GED) pour marquer le côté "gender" du mouvement.

La bataille électorale pour devenir leader syndical étudiant est très rude et souvent entachée par nombre de malversations et de corruptions selon les dires de certains étudiants. La raison de ces pratiques est à chercher dans les avantages liés au statut de responsable étudiant. Les avantages que confère le leadership étudiant sont de deux ordres.

Premièrement, au niveau institutionnel (universitaire), les responsables syndicaux étudiants et les membres d'institutions spécialisées afférents à chaque syndicat bénéficient de logement gratuit dans les homes universitaires durant tout leur mandat. Ils peuvent occuper leurs cabines toute l'année alors que les autres résidents n'ont le droit de rester dans les chambres que six à sept mois sur l'année scolaire. Ils bénéficient également du transport gratuit dans les bus universitaires. C'est encore aux leaders étudiants qu'est confiée la gestion de la logistique des cabines (savons, papiers de toilette, produits de nettoyage etc.) et des subsides alloués ponctuellement par le Centre National des Œuvres Universitaires.

Le deuxième avantage et non des moindres est que la visibilité du leadership étudiant donne à ses dépositaires une possibilité de se constituer un réseau de relations important dans le monde politique béninois. En effet, le monde étudiant est fortement courtisé par les partis politiques de la place qui considèrent les étudiants non seulement comme des électeurs à part entière mais aussi comme vecteur vers leurs régions d'origines. De telles relations peuvent être déterminantes pour trouver un emploi après les études.

Selon les étudiants, leurs leaders ne sont pas acquis à une cause politique donnée mais seraient "vendus" à des hommes politiques de la place souvent nommément cités. La FNEB serait proche de la mouvance présidentielle (et surtout du Ministre actuel de l'Éducation

Nationale) alors que l'UNEB "roulerait" pour l'opposition (plus particulièrement pour l'ex-Président Soglo).

Ces mouvements étudiants seraient des relais importants pour les hommes politiques à travers le contrôle des logements, la presse étudiante (deux journaux et une radio), les revendications de bourses d'études et secours, les associations de ressortissants etc. Une grande suspicion de corruption plane sur les leaders de ces mouvements auxquels les étudiants reprochent de s'atteler à leur promotion personnelle plutôt qu'à la défense de leurs revendications. On observe ici un cycle quelque peu désespérant pour les étudiants eux-mêmes. On cherche à soutenir la position d'un proche (famille, religion, terroir, parti) dans le leadership syndical en considérant qu'à défaut, ce poste reviendra à un "étranger" et donc pas aux "siens". Puis dans un second temps, les rumeurs de trafic d'influences ou de corruption et surtout d'accaparement personnel affectent l'élu. Les mécanismes par lesquels se nouent la collaboration des autorités et les syndicats sont gros de rumeurs, soupçons, scandales, désaveux...

Chaque syndicat est dominant dans l'un ou l'autre des deux organes de la presse étudiante. Leur contact avec la base étudiante se réalise via les chefs d'amphi qui sont élus au suffrage universel et qui font office de délégués de classe. Leurs revendications sont essentiellement corporatistes, mais leur capacité de pression sur le politique est donc relativement forte.

2. Les associations de ressortissants ou d'originaires dans le milieu étudiant

Les associations de ressortissants traversent pour leur part tous les secteurs urbains au Bénin. Elles sont à la fois des associations d'entraide, des lobbies et des ressources politiques. Beaucoup d'étudiants surtout parmi ceux qui sont issus de régions lointaines s'y retrouvent à titre de membre et/ou de bénéficiaire d'aide.

Le militantisme des étudiants lié à leur région d'origine est nettement plus marqué chez les étudiants ressortissants du nord (Borgou, Atacora) que parmi les sudistes. Dans ce dernier cas, l'adhésion des étudiants aux associations de ressortissants est fort lâche. Les étudiants universitaires originaires des sous-préfectures du nord adhèrent massivement aux associations de ressortissants de leurs sous-préfectures d'origine. Une structure faïtière coiffe toutes les associations sous-préfectorales de ressortissants du Nord : il s'agit du front des élèves, étudiants et diplômés sans emplois pour le développement du nord (FREDEN). Le FREDEN est le mouvement porteur de toutes les revendications étudiantes nordistes et jouit à ce titre d'une forte influence. Au cours de l'année scolaire 1999-2000, l'attribution des cabines aux étudiants de l'UNB fut un cas de grandes polémiques. Les membres du FREDEN organisèrent de nombreuses manifestations pour protester contre la discrimination dont ils estimaient être victimes.

Ces associations d'étudiants de l'UNB liées à l'origine géographique sont fortement structurées autour d'une relation triangulaire qui unit les étudiants, les aînés installés à Cotonou et les associations de développement local de la région d'origine. C'est autour de cette trame que se structure ou devrait se structurer la solidarité intergénérationnelle.

Cette solidarité intergénérationnelle s'exprime dans une logique de "don contre don" : les groupements villageois et les associations de développement local d'une sous-préfecture donnée octroient une assistance financière et domiciliaire (construction de logements) aux

étudiants universitaires du terroir. Ces aides transitent et sont gérées par les associations des aînés installées à Cotonou mais au profit des étudiants. En contrepartie, les étudiants bénéficiaires de cette aide organisent des cours de vacances et des travaux dirigés au profit de leurs "petits frères" encore au secondaire pour les préparer au bac, clé d'accès à l'enseignement supérieur.

Outre les cours de vacances, l'Association des élèves étudiants et diplômé sans emploi récolte les épreuves à Cotonou, assure les photocopies et les transmettent aux sections du Nord. Elle aide sous forme de don ou prêts les étudiants et élèves membres et originaires.

Pour comprendre la trame du financement alternatif des étudiants par l'USPP de la région dont ils sont originaires, il faut remonter le temps et revenir à la genèse des groupement villageois

Rôle des organisations paysannes du Nord-Bénin dans la production d'élites locales

Les organisations et associations paysannes ont connu un essor très important depuis une vingtaine d'années, d'abord sous le contrôle de l'Etat communiste béninois puis de plus en plus en dehors de celui-ci.

Au Bénin, les groupements villageois de producteurs (GVP) est une pratique associative surtout nordiste. Au départ, ces groupements sont apparus sous l'impulsion étatique fin des années'60, début de la décennie'70 pour favoriser l'activité économique au Nord (Zou, Borgou et Atacora). Toutefois, le développement associatif nordiste est pour une large part le produit d'une dynamique locale, bien que dans quelques cas les ONG et autres bailleurs extérieurs aient joué un rôle dans la création de groupements (quitte d'ailleurs à casser les dynamiques endogènes).

Au sein du paysage développementiste et associatif du nord-Bénin, les groupements villageois (GV) cotonniers centralisent la ressource interne essentielle que constitue le coton et tiennent dès lors un rôle économique clef. Ces associations villageoises sont regroupées en unions communales, sous-préfectorales puis départementales de producteurs (respectivement UCP, USPP, UDP), avec au sommet une fédération nationale, la fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPROB).

En amont de la filière coton, les USPP gèrent l'accès aux intrants, non seulement pour le coton, mais aussi pour le vivrier. En aval de la filière, à travers la gestion de la ristourne¹⁸ et de la plus-value¹⁹ du coton, les USPP sont le principal contributeur au budget local d'investissements sociaux. Il s'agit entre autres, du soutien financier et logistique des étudiants de l'UNB originaires du Nord.

Ce financement académique passe par la conversion d'une partie d'un bien privé (la production de coton) en un bien collectif (la ristourne et la plus-value).

Un phénomène de financement alternatif des étudiants ressortissants du terroir est relativement nouveau dans les pratiques d'investissements sociaux des USPP du nord Bénin. L'objectif clairement exprimé par certaines associations de développement local est d'élaborer des stratégies individuelles, familiales et collectives pour donner une formation universitaire à tout bachelier du nord. Ainsi, les USPP du nord, en octroyant une rente scolaire mensuelle ou annuelle aux étudiants universitaires ressortissants de la sous-préfecture et en construisant des logements à Cotonou pour ces mêmes étudiants, sans exiger un quelconque loyer, gèrent et financent partiellement un secteur d'activité "normalement" du ressort de l'Etat.

¹⁸ Les ristournes sont constituées essentiellement de la valeur de l'excédent de poids constaté quand le coton est livré à l'usine d'égrenage.

¹⁹ C'est la part du bénéfice net réalisé sur la "campagne de coton" qui revient à chaque G. V..

L'objectif avoué par les groupements villageois est la production d'une élite universitaire locale susceptible de retourner travailler au nord afin de pouvoir rattraper le retard culturel par rapport aux zones urbaines du Sud.

Moustafa, étudiant à la FLASH-philos 2, est soutenu par l'USPP de KALALE. Il est membre actif de l'association des étudiants ressortissants de Kalale. Il faut être membre actif, c'est-à-dire participer aux activités de développement de la localité pour bénéficier de l'aide. Il déclarait, lors de son interview : *"Je connais des USPP qui offrent une bourse de 10 000 FCFA/mois à leurs étudiants. Si vous échouez, on suspend la bourse. Vous avez quelque part cette obligation de réussir (...). On a plus de pression parce que les parents se disent qu'on ne peut pas gaspiller leur argent (...). Aujourd'hui, les USPP ont une obligation de la même manière que nous étudiants. Cette obligation est née du fait qu'ils sont contraints d'aider leurs enfants à évoluer pour éviter les brimades que nous, nordistes, subissons sur le terrain. Dans notre lycée, on a besoin de 17 professeurs. L'Etat ne nous envoie que 6. (...) Toutes les sous-préfectures disent qu'il leur faut des cadres (...). Nous, nous savons que nous avons une dette morale. C'est ce qui fait que moi, je suis attaché à mon milieu. Quand j'aurai fini, j'irai travailler au moins un an là-bas."*

Rodolf, étudiant au CPU, est responsable de l'association des étudiants originaires de Banikoara (ASETOB). Selon Rodolf, l'USPP de Banikoara vient d'investir 55 millions de FCFA pour loger 54 étudiants à Calavi-ville. En outre, l'USPP a versé un soutien financier de 45 000 FCFA/an à chaque étudiant.

Les différentes associations des étudiants de l'UNB ressortissants du nord sont toujours parrainées par une association des aînés installés à Cotonou ressortissants de la même sous-préfecture.

C'est l'association des aînés qui sert de tuteur aux cadets encore étudiants à l'UNB. C'est toujours l'association des aînés qui gère les soutiens financiers et domiciliaires de l'USPP au profit des étudiants. La complexité des circuits de circulation des ressources financières et la non-transparence dans la gestion de ces fonds ont été constamment dénoncés par certains étudiants.

A propos de la corruption, Moustafa déclarait *"l'USPP a construit un bâtiment de quatre portes - comme on dit chez nous- une chambre, un salon, une chambre, un salon. On est trois par pièce. La parcelle a coûté 1,8 millions de FCFA.. Nos aînés nous ont dit que ça a coûté 5 millions pour construire. Comme vous connaissez le pays(...) quand vous voyez le bâtiment, ça ne vaut pas 5 millions mais les gens ont mangé une partie. Le pays est organisé comme ça. Nous regrettons vraiment ça.."*

La réponse pragmatique la plus répandue aux détournements récurrents au sein de ces organisations passe par la destitution des responsables incriminés et un turn-over rapide des équipes dirigeantes des associations de ressortissants et des USPP. Cette pratique est indissociable du discours local sur la corruption admettant l'inéluctabilité de son existence et donc la nécessité de la gérer au mieux des intérêts locaux (*"quitte à ce que quelqu'un bouffe, autant qu'il soit de chez nous, on le contrôlera plus facilement"*).

Le corollaire à ce soutien des groupements villageois aux étudiants, élite locale en devenir, est une incitation concomitante au retour au terroir pour tous les déscolarisés et les diplômés sans emploi. Les cadres des G.V. et de toutes leurs structures faîtières (UCP, USPP et UDP) sont, pour les jeunes universitaires, la démonstration de possibilités d'ascension sociale dans le cadre villageois. Si le fait de retourner au village a d'abord eu une connotation négative (arrêt en 1986 du recrutement automatique dans la fonction publique des diplômés de l'UNB, "dégraissage" de l'administration, échec en migration urbaine), il apparaît à présent nettement valorisé, et non plus comme le stigmate de l'échec scolaire ou migratoire. Le rôle dans les stratégies individuelles et familiales s'en est trouvé déplacé ou plutôt recentré selon l'idée, nouvelle, que la scolarisation peut servir à quelque chose au village.

Dans le contexte actuel de l'école dite du partenariat promue par de nombreux bailleurs de fonds constatant la défaillance de l'État dans le système scolaire, ces expériences présentent un intérêt certain. En effet, alors que la participation collective des parents s'impose dans le primaire et le secondaire, cette participation collective n'est pas encore reconnue dans l'enseignement supérieur. Dans ce cas précis, ces initiatives sont motivées par l'idée d'une nécessaire prise en main de sa destinée régionale à travers la formation de cadres «destinés à revenir au pays» où ceux-ci font défaut. Il est aussi souvent sous-entendu que les cadres sudistes sont réfractaires à l'idée d'exercer au Nord. Ce serait notamment le cas dans les lycées du septentrion où l'encadrement reste le plus souvent en deçà de la norme.

Comme on l'a vu, les architectures organisationnelles et associatives sont complexes, articulant des associations de ressortissants de villages, des associations professionnelles ou corporatistes, des associations d'anciens de lycées, des associations d'étudiants du Nord, des Union sous-préfectorales de producteurs, des associations de développement censées regrouper toutes les forces vives d'une région. Cette architecture variable d'un cas à l'autre est d'autant plus complexe que les réseaux personnalisés et les relations avec le monde politique sont sous-jacentes. Jusqu'ici, la reconnaissance d'un intérêt commun reste inaboutie de même que la définition d'un mode de relation avec l'UNB, ainsi qu'avec des acteurs porteurs d'initiatives similaires. On relèvera en outre que :

-Ces initiatives ne concernent pas toutes les régions du Nord, mais plus particulièrement celles qui produisent des produits de rente (surtout le Coton). Fatima originaire de l'Atacora estime que *les aînés de cette région installés à Cotonou ne sont pas spécialement portés à aider leurs petits frères étudiants*. Elle pense «*qu'ils craignent que ces derniers soient plus intellectuels qu'eux*». Elle estime que *les formules de solidarité de terroir ne fonctionnent que lorsque la région fait du Coton ou un produit d'exportation*.

-La définition d'un intérêt collectif régional est loin d'être acquise. Moustafa, bénéficiaire d'une allocation d'une USSP, pense que les responsables de celle-ci n'ont pas vraiment foi dans cette formule : «*ils font cela parce que d'autres le font, il ne peuvent être en reste, mais au fond on n'aime pas beaucoup les étudiants qui sont critiques. Bon dans ces USSP, certains doivent décider de soutenir les études de jeunes qui ne sont pas leurs enfants. Or aujourd'hui, ce n'est plus comme avant. L'enfant était l'enfant du village, maintenant, on ne voit plus le village mais la famille et le papa. L'individualisme gagne les villages alors si tu dois aider l'enfant de l'autre...*»

-La nature des relations entre les associations est souvent contestée de même que les procédures de décision. Les frontières entre les composantes associatives et leurs responsabilités restent souvent floues.

Un étudiant précise, «*comme étudiants nous ne sommes pas représentés dans l'USSP. Alors les grands qui dirigent cela, ils décident et puis nous on fait avec ce qu'ils ont décidé*».

- Les associations répondent globalement à une demande d'accès à l'enseignement supérieur et ne définissent pas semble-t-il une hiérarchie des besoins en fonction de laquelle attribuer les aides. Les formules réelles de contractualisation sont rares (parfois à l'étude) et si la plupart des étudiants disent envisager de retourner au Nord, ils prennent soin de laisser dans l'expectative le bénéficiaire précis de leur effort de solidarité. D'aucuns laissent entendre que l'on peut être utile à sa région sans y retourner. La plupart sont conscients qu'une obligation

morale a été contractée à travers l'aide reçue. La solidarité la plus intensément vécue semble être celle qui s'exerce à travers les cours de vacance donnés aux petits du terroir.

3. Les groupements religieux

En matière d'organisations religieuses, on trouve un peu plus d'une douzaine de groupes religieux actifs sur le campus de l'UNB à Cotonou. Parmi les groupes les plus visibles et les plus mobilisateurs, on trouve "la Communauté Emmaüs" (étudiants catholiques directement en rapport avec le clergé national) qui dispose de cellules décentralisées dans tous les établissements de l'UNB, la Communauté Islamique Universitaire du Bénin (CIUB), l'Union des Etudiants Chrétiens Célestes (UECC), la Communauté ECK du campus, la Jeunesse Chrétienne Universitaire et Scolaire du Bénin (JCUSB) et une dizaine d'autres petits groupes d'obédience protestante très actifs mais comptant peu d'adeptes. Leur reconnaissance par les autorités académiques semblait en bonne voie, mais dès lors que le cas d'Emmaüs a semblé faire des émules parmi les candidats à une reconnaissance officielle, l'autorité a fait marche arrière. Nombre d'étudiants sont actifs dans les paroisses de Cotonou, Calavi et Godomey ou interviennent dans diverses commissions paroissiales. Les actions des organisations catholiques ont une dimension séculière très marquée (Emmaüs a mis sur pied plusieurs commissions dont une destinée à promouvoir l'entrepreneuriat), tandis que les associations musulmanes promeuvent plutôt l'entraide et la pratique du culte.

La communauté EMMAÛS de l'UNB comme espace de rencontre et de solidarité multiple.

La communauté Emmaüs des étudiants catholiques a été créée en 1972. L'évêque de Cotonou d'alors avait demandé que la pastorale de l'UNB soit assurée par les frères dominicains de Cotonou. La communauté Emmaüs de l'UNB se compose d'étudiants catholiques mais aussi de certains membres du personnel universitaire. A sa création, la communauté Emmaüs n'était active que sur le campus résidentiel de Calavi. Aujourd'hui, cette communauté a trois tentacules, le campus de Calavi, le campus de l'INE et le campus de la FSS aux champs de foire de Cotonou.

La communauté organise deux types d'activités à l'intention des étudiants membres. Il s'agit d'une part des activités à caractère religieux et d'autre part, des activités à caractère socioculturel. Les activités à caractère religieux sont principalement les célébrations eucharistiques sur le campus, les séances de prières, l'enseignement catéchistique, les études bibliques, les retraites et les recollections. Pour ce qui est des activités à caractère socioculturel, on peut épingler les œuvres sociales et charitables (visites aux malades, nécessiteux, etc.), les activités artistiques (concerts, représentations théâtrales...) et enfin les pèlerinages (à Dassa essentiellement) et excursions, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Bénin. La communauté Emmaüs de l'UNB appartient au mouvement international des étudiants catholiques. Pendant l'année scolaire 1998-1999, c'est le Bénin qui assurait la présidence du mouvement catholique des étudiants de la sous-région ouest africaine. A ce titre, les leaders du mouvement se sont rendus au Zimbabwe en décembre 1998, au Kenya en août 1999 et à Strasbourg en mai 1999 pour participer à différentes réunions des comités internationaux des étudiants catholiques.

La communauté dont les membres étudiants et le leadership sont fortement impliqués dans la vie ecclésiale locale organise régulièrement des conférences débats dont les thèmes sont axés sur les jeunes et la chrétienté. Lors de la première mission de recherche (novembre-décembre

1999), la communauté organisait une conférence sur le sida avec un thème révélateur quant à la position d'Emmaüs sur la question du SIDA : "Avec ou sans capote, on capote". Plusieurs personnalités ecclésiales invitées comme conférenciers défendaient devant un auditoire comble les positions de l'église en matière de prévention du SIDA.

Les ressources disponibles pour "faire tourner la communauté" sont surtout d'origine interne et sont tirées des activités génératrices de revenus (AGR) de la communauté (théâtre, spectacles, concerts...) et des cotisations des membres (1000 FCFA/an). Emmaüs, la communauté religieuse la plus importante de l'UNB, compte 3000 membres, selon son président. Emmaüs-UNB est également très bien introduit au niveau du clergé local et reçoit des dons de l'Archevêché de Cotonou. La reconnaissance d'Emmaüs-UNB par les autorités académiques avec une promesse de subventions par le Centre National des Œuvres Universitaires a fait des émules parmi les autres communautés religieuses et le Rectorat a fait marche arrière pour ne pas être submergé de demandes de subsides.

Emmaüs-UNB présente un hyper développement structurel : les organes décisionnels de la communauté sont l'Assemblée Générale, le Bureau National, les Bureaux Régionaux et les cellules des différents campus. Chaque bureau (National ou Régional) est composé d'un Président, d'un Secrétaire Général, d'un Responsable aux Affaires Spirituelles, d'un Trésorier, d'un Responsable du Bulletin et de la Documentation (Emmaüs-UNB édite un mensuel : "la voie d'Emmaüs"), d'un Responsable aux Actions Sociales, d'un Responsable Aux Activités Culturelles, de deux Responsables chargés de l'Organisation, d'un Commissaire aux Comptes.

Cette structuration complexe n'est pas liée uniquement à la volonté de responsabiliser chacun et d'adapter le plus fidèlement l'association à l'exécution de ses projets. On peut souligner, semble-t-il l'étrange homologie structurale qui se dégage des structures d'Emmaüs-UNB et du maillage institutionnel ecclésial local.

Depuis 1998, Emmaüs-UNB a mis sur pied une cellule chargée de l'Entreprenariat et de l'Auto-emploi. Dans le contexte béninois où l'on redoute le chômage universitaire, il s'agit d'une cellule chargée d'aider les membres finalistes et diplômés à la conception des micro-projets et la recherche des bailleurs de fonds pour financer ces projets. En outre, la communauté prend régulièrement contact avec les "membres aînés", cadres dans les entreprises publiques et privées locales, membres d'ONG ou alors avec les directeurs des collèges catholiques afin que ceux-ci parrainent les "membres cadets" pour trouver du travail dans ces institutions. Dans ce registre, la communauté est perçue à la fois comme une association d'entraide, de lobbying et de constitution de "capitaux symboliques".

Une autre association religieuse relativement active sur le campus de l'UNB est la Communauté Islamique Universitaire du Bénin (CIUB). Elle a été créée en 1979 et compte 2000 membres selon son président. Contrairement à la Communauté Emmaüs-UNB, la CIUB n'a pas d'AGR et vit uniquement de ressources internes (cotisations - 100 FCFA/mois/membre - et frais d'adhésion - 150 FCFA/membre) et de donations qui proviennent des grands commerçants musulmans de la place. Le budget de l'association varie annuellement mais reste autour de 4 500 000 FCFA me confiait son président.

A l'opposé de la Communauté Emmaüs, la structure organisationnelle de la CIUB est de type horizontal. Elle compte deux organes décisionnels de 09 membres : le Bureau Directeur qui chargé des affaires administratives (rencontre des autorités académiques...) et l'Imamat qui s'occupe des affaires religieuses (organisation des prières...). La Présidence de la CIUB est strictement réservée aux hommes mais les femmes peuvent siéger dans les différents comités.

L'activité principale de la CIUB est extérieure au campus. Il s'agit de la sensibilisation des parents musulmans pour qu'ils envoient les petits musulmans à l'école laïque! Le Président de la CIUB disait à ce sujet : *'les parents musulmans pensent que l'école laïque est une affaire du diable. Alors nous rassurons les parents et leur disons que même à l'université nous avons une communauté islamique et que ce n'est pas parce que leurs enfants feraient des études supérieures qu'ils seraient spirituellement perdus. Nous descendons dans les collèges pour sensibiliser les lycéens et depuis 1998, nous donnons des T.D. aux élèves musulmans pendant les vacances pour préparer certains au bac, d'autres au BEPC et ceux des écoles techniques au CAP''*.

A travers ces actions de sensibilisation, on perçoit que le groupe islamique universitaire estime que sa communauté d'origine est victime d'un déficit culturel auquel il faut remédier sous peine d'être marginalisé.

Ces mouvements religieux possèdent un caractère dénonciateur plus ou moins marqué, car au-delà de la simple adhésion-conversion personnelle, c'est la transformation de la société béninoise en général et du monde étudiant en particulier qui est évoquée. En effet, lors des séances de prière et d'évangélisation, on dénonce la corruption de la société béninoise et en particulier celle des milieux universitaires, les homes universitaires comme lieux de débauche et d'action diabolique. Selon les membres de certains groupes de prières, la société béninoise vivrait l'apothéose de la corruption et de l'individualisme. Leurs communautés viennent annoncer un nouveau règne, celui de l'amour et du partage.

Individualisme du vécu de la foi (voir plus loin) et registre néo-communautaire des associations font excellent ménage.

L'adhésion aux communautés religieuses et groupes de prières est motivée sans doute par le besoin de sécurisation que suscite la vie universitaire et le campus, mais l'étudiant y trouve aussi sans doute une manière de transfigurer son statut et de tenir à distance les suspicions de dépravation qu'il éveille dans la population et/ou la famille.

Il y trouve aussi l'occasion de s'insérer dans des réseaux néo-communautaires qui permettent une prise de distance à l'égard du terroir ou des contraintes familiales et constituent par ailleurs des importants compléments en matière de capitaux relationnels. En effet, il n'est pas rare de voir des diplômés trouver du travail dans des ONG confessionnelles ou devenir enseignants dans les collèges catholiques de la place grâce en outre aux relations qu'ils ont nouées au sein des communautés religieuses du campus. D'autres adhésions, musulmanes en outre, autorisent l'approche de réseaux dispensateurs d'opportunités internationales.

4. Des familles très sollicitées

Dans le contexte actuel de crise multiforme et de participation croissante des familles dans le champ éducatif, les transformations contemporaines des rapports familiaux qui prennent des orientations inattendues et inédites (Vimard 1997) semblent mettre la maman en position clé dans la question scolaire. Pour la majorité des étudiants interrogés qui sont issus de ménages polygyniques, la maman apparaît comme le principal soutien moral et financier. Il en va de même des enfants de ménage monogamique. En tout état de cause, c'est à leur maman que l'immense majorité des étudiants dédie leur gratitude. La maman alliée de toujours et inconditionnelle de son fils étudiant n'apparaît que rarement dans un rôle contraignant à la

différence du grand frère et surtout du père qui conseillent et sanctionnent à l'occasion le choix des filières et les échecs.

Avec un certain paradoxe, on notera que l'investissement paternel en matière de suivi des études semble plus marqué pour les étudiantes qui évoquent le plus souvent leur père comme le parent dont le rôle est décisif dans leur accès aux études supérieures.

Selon notre hypothèse, ce constat renverrait moins au sexe du jeune mais principalement aux inégalités d'origine et de condition qui jouent à l'université en faveur des filles. Il reste que pour les familles moyennement dotées de capitaux sociaux, culturels et économiques, l'investissement scolaire sur une fille pourrait être moins directement rentable. En effet « *les filles doivent étudier, je crois que les parents pensent cela en dehors des villageois, mais aussi beaucoup de filles piquent une grosse et abandonnent. Une fois mariée aussi la fille doit souvent partir avec son mari et sa famille, alors tu vois c'est bien d'avoir un médecin dans la famille, mais c'est mieux d'avoir un garçon, alors c'est sûr la famille (sous-entendu famille du garçon) y trouve une meilleure santé* ».

Nos données nous permettent de présumer que les familles dont sont issus la majorité des étudiants disposent de ressources, sociales et culturelles (et dans une moindre mesure financières) nettement plus importantes que la moyenne ou le mode qui s'établirait sur un échantillon national. Il s'agit de familles urbaines ou de familles disposant d'ancrages urbains stables et constants. Il s'agit principalement de familles sur-scolarisées dont au moins un géniteur est salarié. Seule une minorité d'étudiants au sein de notre petit échantillon est constituée de lettrés de première génération. Plus rares sont encore ceux qui sont dans ce cas et qui sont les seuls lettrés au sein des germains.

Dans l'ensemble, et pour un nombre important, les familles sont liées à la fonction publique et au secteur de l'enseignement en particulier. Il s'agit aussi de familles pour lesquelles la consécration universitaire de plusieurs enfants constitue une promesse de poursuite d'une promotion fragilisée par la crise et l'insécurité financière actuelles. Cette conjoncture qui d'une part fragilise la liaison entre le diplôme universitaire et l'accès rapide à des postes importants démultiplie pourtant les motivations à l'investissement éducatif sur les enfants. En effet, le seul diplôme de Bac n'offre désormais qu'une perspective insuffisante et de surcroît aléatoire. Et si le diplôme universitaire n'offre aucune insertion automatique, il reste la meilleure chance d'émerger d'une situation compétitive.

Ainsi, Henriette (FSA-5) souligne l'aide de ses parents : "Si je trouve un job après ma formation, mon premier salaire je leur donne ? ça cadeau pour leur faire plaisir et puis je dédie aussi ma thèse à eux. Je ne peux pas leur rendre tout ce qu'ils m'ont donné. Non Parce qu'ils m'ont mis au monde et ils doivent faire l'essentiel. Je vais leur faire des plaisirs de temps en temps.

Je me sens trop redevable à mes parents. Trop même. Je ne saurais le dire. Trop. Ils se sont vraiment peiné parce qu'au même moment qu'ils me payaient mes études ils payaient 300 000 FCA pour ma sœur qui est à l'Institut de santé parce qu'elle est à l'internat. En dehors de son travail officiel, ma maman fait un peu de commerce. C'est ça qui la soulage. Mon papa fait aussi de l'agriculture. Il a des fermes. C'est ça qui nous soulage plus ou moins parce qu'ils ne pourraient pas nous supporter avec le salaire qu'ils reçoivent de l'Etat. Ils ne se font pas plaisir mais ils se sacrifient pour nous."

Nous soutenons donc que l'investissement familial, c'est-à-dire le soutien multiforme des parents directs aux jeunes gens étudiants est désormais le principal ressort matériel de l'accès aux études supérieures. Seuls quelques étrangers et quelques étudiants très âgés nous ont dit ne recevoir aucune aide des parents.

Boursiers (qui sont le plus souvent issus de familles relativement privilégiées) et surtout secourus disent le plus souvent dépendre encore fortement de la famille en termes financiers et matériels. Certains non boursiers pour raison d'inscription en école sur test ou sponsoring se voient octroyer une bourse par le papa ou la maman sous forme de versements réguliers. Parmi les non boursiers des facultés classiques et parmi les secourus, les interventions parentales sont régulières et directement financières et/ou concernent l'alimentation et le logement. Davantage que pour les boursiers, ces aides mobilisent des parents différents des géniteurs. Beaucoup n'ont pas cette chance et sont aidés sans continuité pré-établie, mais sont aidés néanmoins.

Mais dans un contexte polygynique, celui de la majorité des étudiants, la famille est aussi parfois un lieu de haute concurrence entre les enfants des différentes épouses. Concurrence qui porte principalement sur la réussite des uns et des autres et l'accès et la réussite à l'université. Concurrence qui s'exerce aussi principalement par le biais de « l'invisible », de la « malfaisance », de « l'envoûtement » et de « l'empoisonnement » disent les étudiants. Ces risques, empiriquement vérifiables ou vérifiés aux yeux de tous comptent enfin dans les choix que font les étudiants de solliciter tel ou tel parent. Cette situation semble encore renforcer le privilège donné aux parents directs par les jeunes.

Joseph (FASJEP-SE-4) témoigne des rapports avec ses parents : "Je suis redevable envers mon père et ma mère parce que jusque maintenant, ma mère continue à me soutenir. Le père arrive à... Le père (...). Tu sais la passion de la mère pour son fils unique, puisque je suis le fils unique de ma mère. Lui, je ne suis pas son fils unique. L'aide qu'il va m'apporter, il doit la diviser en 3 parties, alors que ma mère tend à affecter son aide à moi seul parce que tous les autres sont des grandes sœurs, elles sont déjà mariées. C'est un peu ça.

-Dans des familles polygamiques comme ça, lorsqu'il y a les enfants d'une femme qui réussissent académiquement ou socialement, est-ce qu'il y a des... des tensions, des jalousies entre enfants ou les marâtres ? Il y a des formes de malveillance, de jalousie au sein des familles ? Jamais de famille polygame sans des jalousies. Mais moi je ne sais pas entrer dans les détails quoi. Il y a toujours des problèmes de jalousie."

En effet, comme nous l'avons dit, le soutien familial repose pour l'essentiel sur un ou les deux parents directs. Au-delà de ceux-ci, il s'agit alors le plus souvent d'un oncle ou grand frère mais jamais d'un collectif lignager ou même d'une communauté.

Par ailleurs, le soutien familial élargi au-delà des pères et mères semblent néanmoins plus fréquent au nord et plus généralement dans les zones peu urbanisées ne serait-ce qu'à travers les prises en charge domiciliaires et alimentaires nécessaires du fait de devoir rejoindre les collèges situés dans les villes où il convient alors de trouver un parent proche. Un autre parent installé à Cotonou pourra alors prendre le nouvel arrivant en charge partiellement ou momentanément. Les étudiants du nord qui plus encore que les autres se vivent comme des

rescapés (trionphateurs) d'un processus de sélection scolaire très sélectif depuis les études primaires avouent plus souvent et de manière plus affirmée leur dette à l'égard de la famille ou d'un segment de celle-ci et plus précisément encore d'un parent en particulier.

Le sentiment d'être en dette morale à l'égard de la famille est plus ou moins affirmé mais toujours supérieur de très loin au sentiment d'être redevable à l'État ou à tout autre acteur à l'exception de Dieu. S'acquitter de cette dette « *c'est d'abord réussir à l'université, avoir le meilleur diplôme ou au moins celui que tu dois décrocher. Aujourd'hui les parents savent qu'il n'est pas facile de trouver un job après les études et ils savent les sacrifices qu'ils font* ». Pour les étudiants issus des familles les moins favorisées, les moins lettrées, les plus nettement rurales, « *il s'agira de réussir et puis faire quelque chose pour aider la vieille qui s'est gênée et puis pour aider les études des petits* » (sous-entendu, petits frères et sœurs, et petits-neveux, voire petits du village).

Dans la mesure où elle compte un universitaire ou un fonctionnaire de rang élevé, la famille directe joue un rôle important en matière d'orientation et choix des études. De nombreux étudiants ont rejoint les facultés classiques par vocation ou le plus souvent suite à un échec au concours. Ceux-là, soucieux de ne pas décevoir, attendent une première réussite pour avouer leur choix.

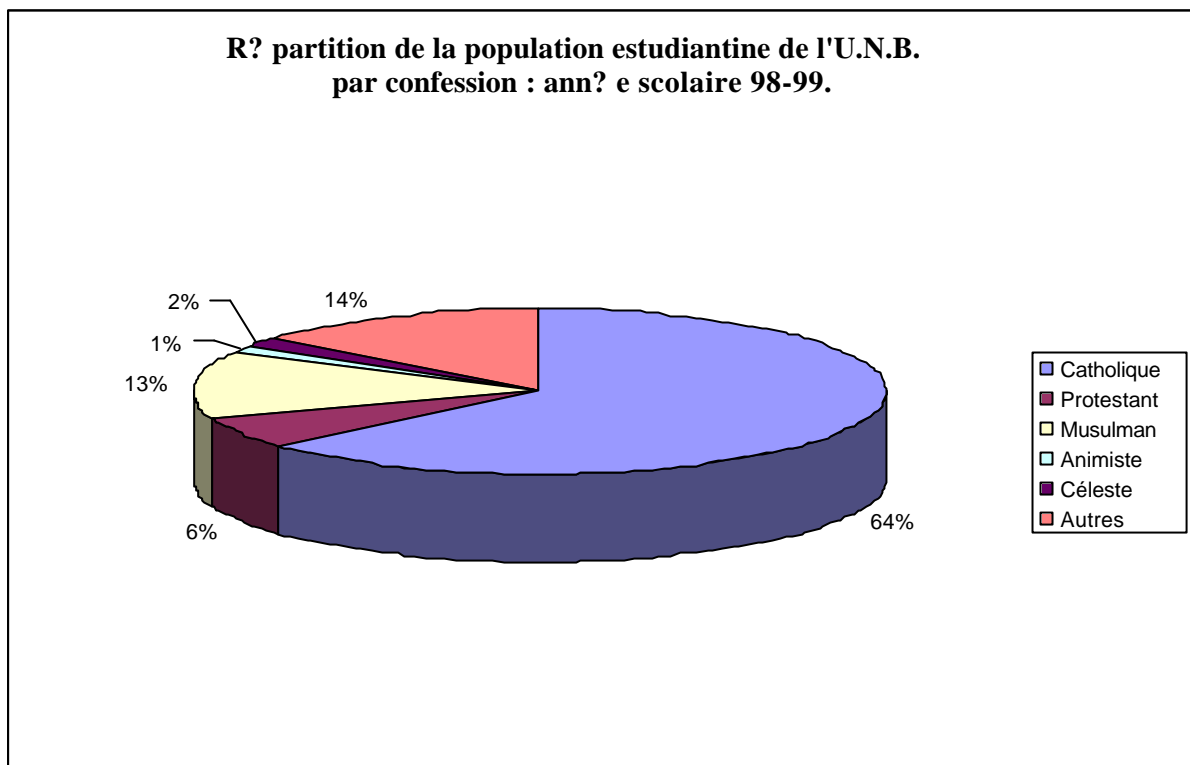
5. Dieu est avec moi

Notons tout d'abord que dans les statistiques de l'UNB et au sein de notre petit échantillon, extrêmement rares sont les étudiants qui se déclarent vaudouïsants ou animistes. Tous déclarent des adhésions monothéistes. Seules quelques dizaines de jeunes pour l'ensemble de l'UNB se déclarent adeptes du Christianisme céleste, tandis que tous les autres disent adhérer au Christianisme (catholique, protestant ou évangélique) et à l'Islam. Quelles que soient les croyances et pratiques, il apparaît aussi improbable ou impensable de se déclarer animiste que de se déclarer villageois. Il s'agit incontestablement en outre d'un genre d'incompatibilité statutaire.

Répartition de la population estudiantine de l'UNB suivant les confessions et les établissements :

Religions Etablissements	Religions						Ensemble
	Catholique	Protestant	Musulman	Animiste	Céleste	Autres	
FASJEP	3968	381	854	65	84	834	6186
FLASH	2737	282	556	58	137	615	4385
FAST	1514	152	278	23	54	319	2340
ENA	314	30	48	4	7	62	465
INE	521	47	127	1	8	92	796
ENAS	46	3	14	0	0	10	73
CPU	520	53	122	6	19	120	840
FSA	139	6	30	1	5	40	221
FSS	322	54	86	2	5	99	568
TOTAL	10081 (62,9%)	1008 (6,3%)	2115 (13,2%)	310 (1,9%)	319 (2%)	2191 (13,7%)	16024 (100%)

Source : statistiques de l'UNB.



La vie religieuse au sein du monde étudiant est d'une très grande vitalité. Cette "religiosité" du campus béninois s'exprime immédiatement par la multiplicité des groupes de prières, par les images pieuses et autres objets à caractère religieux (croix, bibles...) qui ornent les "cabines" (chambres) des étudiants, par la tenue de messes dominicales et par la présence de groupes prosélytes prêchant la bonne parole. Les expressions banales des discours témoignent d'une conscience forte du monopole divin sur le devenir. Des expressions telle que "*réussir si Dieu le veut*" font partie du langage commun.

Outre l'omniprésence du divin sous des formes très nettement lettrées et monothéistes, il convient surtout de noter combien le vécu religieux apparaît individualisé voire individualiste, et ce, quels que soient le nombre de groupes de prières et l'omniprésence de la terminologie communautaire ("frères", "sœurs", "pères spirituels", "notre communauté" etc.). Étudier et prier sont décrits comme les deux activités principales à mettre en œuvre pour réussir. Si l'on est souvent convaincu de ses compétences et de son savoir, l'on est sans doute toujours plus sûr du soutien personnalisé qu'apporte Dieu. Pendant les périodes d'examen, on observe une intensification de l'activité religieuse. Prier ne suffit cependant jamais à leurs yeux si l'on n'étudie pas et si l'on n'a pas confiance en soi.

"Après avoir composé, il faut pourtant prier"! Une telle annonce semble dévoiler les multiples attendus de la prière étudiante : éviter que les aléas des corrections ou le traitement administratif des compositions ne vous sanctionnent personnellement et conjurer par ailleurs d'éventuelles interventions destructrices, agressives et malveillantes recourant aux domaines de l'invisible qui allient éléments "traditionnels" et magico-religieux "universels".

L'étudiant par son statut et plus encore par sa réussite devient un objet livré à la jalousie et donc aux actions destructrices, magiques ou sorcières qui se manifestent par des maladies

impromptues, des rêves, des découvertes (talismans et gri-gri déposés dans les chambres, empoisonnement, rencontres imprévues, etc.).

Gilles raconte l'envoûtement orchestré par sa marâtre dont il a été victime, il exprime l'ambivalence des rapports à la famille et au terroir, ainsi que la gravité des menaces.

"J'ai fui mon village qui est C pour des raisons spirituelles. La mentalité selon laquelle un fils du village ne peut pas évoluer sur le plan scolaire est fortement ancrée dans les esprits villageois. Il faut absolument l'anéantir et le retarder s'il n'est pas son propre fils. Ils sont vraiment jaloux dans le village. Côté envoûtement aussi ils sont aussi très très efficaces".

Il y a des choses qui vous sont arrivées à ce niveau ?

"Oui. Quand je préparais mon bac à Bohicon, je faisais souvent des cauchemars que je ne jugeais pas naturels. Cela m'avait beaucoup traumatisé. Et j'ai eu assez de malchance et des maladies bizarres. J'ai vu dans mes rêves des sorcières qui m'ont menacé et qui m'ont dit que je n'allais jamais réussir. Cela m'est arrivé quand j'étais en terminal. Au premier trimestre, j'ai commencé avec une grosse migraine qui m'a beaucoup bousculé. J'ai dû aller voir les Christianistes Célestes et les guérisseurs traditionnels pour pouvoir s'en sortir. Les Christianistes Célestes ils m'ont sauvé la vie ; c'est pourquoi je crois en la force des Christianistes Célestes. Dans mon rêve, je voyais ma marâtre. Elle me disait que je suis têtu et que je n'allais pas réussir et que si nous menons le combat nous verrions qui est le plus fort.

Avec ma migraine, j'ai fait un mois à la maison sans aller au cours. Trois ou quatre jours avant le baccalauréat, j'ai fait un cauchemar, je me suis battu avec ma marâtre et certains de mes oncles : ils m'ont dit que je n'allais pas réussir. Or à cette période, j'habitais avec mon frère consanguin, fils de ma marâtre, qui était en terminale avec moi. Dans ce rêve, mon frère consanguin avait mis une poudre noire dans ma poche. Ce rêve prémonitoire m'a poussé à déménager, à quitter mon frère consanguin et j'ai alors composé en toute quiétude. ça c'était le lundi. Le mardi, le lendemain, j'ai failli être ramassé par un véhicule en face de mon centre de composition. Je traversais la rue en lisant mes feuilles. Je suis arrivé en classe en tremblant de peur et c'est le sujet que je lisais qui est sorti en philosophie. J'ai eu 14/20 en philo au bac. Avant ça un visionnaire céleste m'avait dit de me méfier le jour de la composition de ma matière principale. Que les gens allaient m'envoûter ce jour".

E.S. : Et vous croyez que toute cette malveillance vient de votre marâtre ?

"Oui, je le crois : on m'avait averti. Je le crois vraiment. Lorsque je suis revenu voir mon frère consanguin, il m'avait très mal accueilli. Depuis ce jour, il a commencé à prendre distance par rapport à moi. Bien avant ça, sa maman lui remettait des talismans et des choses qu'il faisait dans la maison. Moi je savais qu'avec la force de Dieu je réussirai : je ne me préoccupe pas des grigris".

E.S. : Aviez-vous parlé de tout cela à vos parents ?

"Je ne voulais pas affoler ma maman parce qu'elle est très émotive. Mais j'en avais parlé en confidence à mon papa et à mon grand frère utérin. Les résultats du Bac sont sortis et j'étais reçu au bac. Mais j'ai constaté que mon frère consanguin et ma marâtre (sa maman) n'étaient pas contents de ma réussite. Depuis cette période, je ne suis plus retourné au village".

E.S. : Aujourd'hui, est-ce que les envoûtements de votre marâtre sont terminés ?

"ça continue un peu. Mais je crois qu'elle va me lâcher. J'ai fait un rêve et dans ce rêve, elle me demandait toutes ses excuses. Elle voulait la réconciliation. Mais je ne retournerai plus au village. Cette histoire d'envoûtement est arrivée à pratiquement tous mes frères.

Mais papa me donne des choses pour me protéger. Les Christianistes Célestes me donnent aussi des choses pour me protéger. Je dois dire que c'est une femme que mon père n'aime pas. On la lui a imposée après son mariage avec ma maman. Traditionnellement, mon papa devait épouser cette femme et s'il n'obtempérait pas, les gens du village pouvaient éliminer mon papa".

E.S. : Expliquez-moi comment cela s'est passé ?

"Grand papa était chef Vodoun dans mon village. A cause de l'estime que grand papa avait pour mon père, il lui a transmis sa puissance spirituelle. A la mort de grand papa, celui-ci a laissé ses attributions à mon père, à savoir être chef de collectivité et chef de Vodoun dans mon village".

Face à ce qu'un étudiant béninois décrit comme " *la sorcellerie et tous consorts*", seul Dieu apparaît efficace. Tandis que Dieu est toujours sollicité sur un mode individualisé et qu'est donc personnalisé le rapport au bien, " *la sorcellerie et tous consorts*" sont pour leur part systématiquement renvoyés à l'univers obscur et collectif du mal. La malveillance propre à ce dernier se manifeste d'abord dans l'entourage familial immédiat et parfois plus lointain (lorsqu'il s'agit de vindictes transmises au fil de plusieurs générations). Demi-frères et demi-sœurs, belles sœurs et beaux-frères et surtout marâtres sont principalement désignés. Mais comme il est toujours dangereux d'évoquer ces dangers, les étudiants prennent systématiquement soin de faire précéder leurs suspicions ou leurs accusations de périphrases faisant référence à "nos cultures africaines", "chez nous en Afrique", "les choses mystérieuses de l'Afrique". La prudence qui motive sans doute ces expressions n'interdit pas de penser qu'il y a dans celles-ci une manière d'accentuer encore la nature collective du mal (assimilé ici à un héritage continental, donc lointain) et ainsi de l'opposer en tout au rapport privé et individualiste à Dieu. "Nous sommes au Bénin, il faut donc se protéger contre les forces du mal".

Nous ne pensons pas avoir rencontré un seul étudiant contestant la réalité et l'efficacité des voies dites "mystiques" ou encore "spirituelles" de la malveillance. Le recours à Dieu n'invalide pas ces dernières, il permet de s'en protéger personnellement non point d'en nier la nature.

Les recours aux ressources locales de la voyance, de la divination, aux esprits et divinités du terroir sont monnaie courante et le prouvent bien. À Dieu peuvent aussi être imputés les bienfaits procurés par ces recours. Ainsi Howard reçoit de son père des décoctions dont il " *ne maîtrise pas la fabrication et les ingrédients, car ça vient de là-bas (le village)*", mais il en reconnaît l'efficacité en avouant qu'elles lui donnent des visions prémonitoires des épreuves. " *Mais derrière tout cela, il y a Dieu. Bien sûr les produits sont là que je ne connais pas, mais sans l'aide de Dieu qui me comprend, cela ne serait pas utile*".

6. Rapports au politique

Au premier abord, les étudiants béninois apparaissent extrêmement politisés dans la mesure où les débats politiques ne laissent personne indifférent. Tout un chacun a un avis, même lorsqu'il s'agit de condamner la classe politique en bloc. La politique est omniprésente sur le campus : les principaux partis disposent de cellules dans tous les établissements. Les syndicats sont aux yeux de tous très clairement liés à l'opposition ou à la mouvance (dont les frontières sont mouvantes), les associations étudiantes de ressortissants ont pour la plupart une couleur politique principale, le dense réseau associatif auquel sont reliées la plupart des

associations étudiantes est comme électifié durant les campagnes électorales. Enfin, privilège d'une démocratie, on parle politique partout, haut et fort.

La démocratisation et le multipartisme se traduisent sur le campus par une diversification des adhésions partisans, elles-mêmes liées aux appartenances et militances syndicales et aux engagements régionaux. Globalement, les étudiants sont très courtisés par les formations et personnalités politiques autant comme électeurs individuels que comme relais vers les associations de ressortissants et les « parents » des terroirs d'origine.

La politique béninoise repose pour beaucoup sur les stratégies de contrôle électoral des terroirs à travers ceux qui se présentent en ces circonstances comme les « fils du terroir » (Bako-Arifari 1995). Les associations de ressortissants connaissent à l'approche des élections une activité fiévreuse. Un étudiant nous dit « *à l'approche des campagnes électorales, il faut voir le campus se vider, tout un chacun s'en retourne chez ses parents et la campagne bat son plein. Les politiciens courent partout et l'argent coule à flot. C'est pour cela qu'il y a beaucoup de problèmes en ce moment au niveau des syndicats étudiants et institutions spécialisées qui y sont liées, il faut savoir que les délégués et autres seront en poste pour la campagne, donc pour eux c'est capital* ». Aucun étudiant ne conteste l'intérêt supérieur que leur portent les partis, intérêt qui se traduit par une arrivée importante d'argent et de ressources diverses sur le campus, par des promesses bien entendu, par les luttes de préséances dans les organes représentatifs et dans les cellules universitaires des partis.

Le campus est considéré comme « le 7^e département électoral » (le Bénin est, administrativement, divisé en 6 départements) ! Les partis choisissent souvent d'y faire leurs meetings de lancement des campagnes. Le réseau des associations représentatives estudiantines très lié aux syndicats et qui est habituellement suspecté de connivences multiples avec les autorités et principalement le CENOU (Centre National des Œuvres Universitaires), devient lors des campagnes ou lors des agitations étudiantes le centre de toutes les manœuvres, de toutes les suspicions, de tous les désaveux.

Les étudiants qui avouent volontiers leur préférence politique ne sont pas dupes et se targuent de conserver leur indépendance critique, quitte à promettre, voire à vendre des voix que l'on n'accordera pas. À leurs yeux, la satisfaction d'une revendication comme l'augmentation du nombre de chambres en cité universitaire, relève de la conquête des voix par les partis au pouvoir et les candidats futurs.

Les étudiants béninois disent volontiers adhérer à un parti ou soutenir son action ne fut-ce qu'à travers le vote, devoir qu'ils se disent prompts à remplir. Cette adhésion est souvent moins idéologique (les différences des partis sont minimales à ce niveau) que liée d'une part à l'implantation des partis dans les régions et les terroirs et d'autre part à des personnalités politiques.

Mais au-delà de ce constat de politisation collective, les adhésions politiques sont différenciées sur le plan des partis concernés mais aussi dans les modes d'adhésion et dans les intermédiations associatives.

Un nombre significatif (entre 25 et 35 % selon nous) se dit dépourvu de toute forme d'engagement politique. Pour le reste, trois profils peuvent être distingués : les intéressés, distancés, peu engagés et radicaux ; les politisés non-militants et enfin les politisés, candidats potentiels à des postes politiques.

1. Intéressés, distancés, peu engagés et souvent radicaux

Une bonne moitié des étudiants interrogés (dont la plupart des filles) entretient un rapport éventuellement précis (tel parti ou tel leader) mais toujours distancé avec la politique nationale considérée soit comme ensemble de ressources qui, via des connaissances, peuvent constituer des atouts personnels : trouver un job, une bourse, faire sa place comme cadre dans sa région, etc. Plus cyniquement, la politique peut être perçue comme le lieu d'un marchandage profitable aux étudiants, aux ressortissants de sa région, de son association, etc. Au sein de ce premier ensemble de jeunes, on trouve d'une part des étudiants des écoles et instituts professionnalisés qui disent ne pas avoir le temps de militer car l'école « bouffe tout ton temps », et par ailleurs des étudiants en position difficile dans les premiers cycles des facultés classiques souvent enclins pour leur part à des jugements globaux et radicaux.

Ainsi, Gilles inscrit en Flash 2 souligne quand il parle de la politique béninoise :

« Le Bénin a beaucoup de partenaires et de bailleurs de fonds. Mais ce sont les dirigeants de notre pays qui détournent trop d'argent de l'Etat. Il doit y avoir de la violence au Bénin, il doit y avoir un événement marquant au Bénin. Ce n'est pas que je sois violent mais je trouve qu'il y a trop de "laisser aller" au Bénin. Surtout avec cette démocratie, les riches deviennent de plus en plus riches. Il y a de l'argent dans le pays, mais lorsque tu ne maîtrises pas les réseaux tu ne peux pas te faire de la fortune. Ce sont ceux qui sont à la tête du pays qui détournent le patrimoine économique du pays et détournent aussi l'aide que les Blancs nous apportent. Cette situation-là doit changer, il doit y avoir de la violence pour que cela change. Si ça ne change pas il y aura la guerre civile au Bénin. La situation est trop flagrante et trop décourageante.

Avec la relève des jeunes, la situation sera encore pire. Les vieux qui sont là, ils sont en train de dresser leurs enfants qui vont prendre la relève, qui vont prendre leur pli et le système va continuer. Mais les pauvres vont se révolter un jour. Il y aura du désordre dans le pays et il faudra bien ça pour que ça change ».

Certains dans ce groupe ont tâté de la politique et ont renoncé.

Doris est inscrit en FAST - 4 et surtout « multi-entrepreneur ». Nous avons déjà relevé la dureté des punitions qu'il souhaite destiner aux politiciens corrompus. Doris avait des ambitions politiques, mais « ce milieu est trop dangereux et si tu veux changer l'ordre des choses on va te tuer. Donc je me réserve et même parmi les jeunes on te menace et l'on te fait des coups bas. J'étais membre du bureau politique d'un parti nouveau. J'ai été actif lors du premier congrès. J'ai donc laissé. Pour mes activités, je risque d'être récupéré par un parti auquel j'adhérerais, alors je ne pourrai atteindre mes objectifs propres ».

Au sein, de l'autre moitié de notre échantillon l'on trouve des étudiants politisés, précisant la portée de leurs critiques sans toujours avouer une adhésion durable ou ayant eu une activité politique. Ceux-là ont semble-t-il fait leur choix, mais les choix renvoient à des desseins différents. Deux profils peuvent à nouveau être distingués.

2. Politisés dépourvus d'ambitions politiques personnelles

Ceux-là ne déclarent pas d'ambition politique précise et leur opinion politique est souvent liée à une adhésion à un groupe associatif : associations de ressortissants, voire groupement religieux.

Ainsi, Moustafa (FLASH - PHILO 2) , qui est lié à une association de ressortissants déclare : « Des hommes politiques qui nous courtisent ? ça c'est plein, c'est plein ! Les élections passées, j'étais en campagne. J'ai fait campagne en 96 pour X candidat à la présidence, vous comprenez bien la chose. Aujourd'hui, l'étudiant béninois a vraiment beaucoup de problèmes. Problème de survie. C'est formidable. À l'approche des élections, l'argent circule. Chacun va de son côté et cherche à prendre quelques miettes. Et puis les gens viennent vous voir, vous êtes de telle localité, nous voulons des gens qui puissent nous aider par l'entremise de certains étudiants qui sont dans leurs partis. Des fois on prend l'argent et on ne fait pas la campagne ».

3. Les candidats politiques

Le quart le plus nettement engagé et appartenant le plus souvent au leadership associatif étudiantin (syndicats étudiants et associations de ressortissants) est constitué de militants plus ou moins actifs qui entretiennent des ambitions politiques et déploient une activité qui loin d'être exclusivement politique, l'est toujours potentiellement ou indirectement.

Ainsi Rodolf,(CPU - 3) - Président d'une association étudiantine du Nord raconte :

« Au cours des A.G de notre association, on voit qu'elle est apolitique ! Parce que moi je suis d'un parti, si j'ai un créneau qui peut me permettre de faire profiter à l'association, moi je l'exploite. Par exemple, mon parti a un député qui est de ma sous-préfecture. J'ai dit, quand on avait des problèmes de loyer : Monsieur le député, il y a des étudiants de chez nous qui n'ont pas payé le loyer, on les menace, je suis président, on a écrit, on a rien trouvé, faites quelque chose pour eux.

Il a dit : c'est combien ? C'est 60 000 CFA. On était en voyage, il dit : si tu pars, si tu ne trouves rien, au retour je paie. On est parti, j'ai trouvé l'argent parmi nos parents. Au retour, je lui ai dit : faites quelque chose. Il a dit : bon que lui, il donnera un sac de riz. Et il m'a donné un sac de riz que j'ai donné aux étudiants supposés... être en difficulté et qui sont logés là-bas. Je leur ai donné ça.

Oui, ma position de Président de l'association des ressortissants, c'est un tremplin politique.

Oui, je me dis ça. Par exemple moi, je me dis : si en 2003, si je suis candidat, je peux être élu chez moi comme député. Parce que j'ai eu le temps de me faire connaître, d'abord parmi mes camarades étudiants. Pendant les vacances, j'ai circulé toute la sous-préfecture parce que j'allais en campagne avec mon parti. J'ai profité, j'ai fait des émissions à la radio. Donc, au moins

tous ceux qui écoutent la radio-là ont entendu mon nom au moins une fois, même s'ils ne me connaissent pas. Peut-être c'est un atout pour moi. Je connais un député. Il est avocat, il est de L'Atakora. Il fut membre du FREDEN par exemple. Or pour être membre du FREDEN ou d'une association, il faut d'abord être influent chez toi. Et si on doit aller à un forum, on a dit chaque association envoie tel. C'est moi qui choisis mes gens. Et si je suis candidat, si j'ai amené 5, ils vont me soutenir. Donc moi je ne peux pas amener des gens qui iront contre mes idées. Mais je vais amener des gens qui peuvent me dire : ce que tu fais là! C'est pas bon. Vous voyez ? (Rire...)

Ah oui. Moi, j'ai envie d'aller plus loin. Parce que l'homme est insatiable. Vous le savez. Et aujourd'hui, on ne peut pas étudier et avoir une sous-préfecture très vaste, peuplée, qui a des atouts énormes et ne pas chercher à aller loin. Moi, dans ma commune, je fais partie des rares cadres. Donc, si je ne suis pas cadre en fin de cycle... je pense que je ne suis plus un enfant. Donc je ne peux pas laisser n'importe qui venir retirer les suffrages de mes parents comme ça. Donc je suis obligé de me présenter aux élections plus tard... »

4. Les déchirures d'une identité proclamée.

Alors que le milieu étudiant entretient le mythe d'une radicalité sans faille, ce même milieu est complètement plongé dans la suspicion généralisée de trafic d'influence, de corruption et de détournement, à l'égard de ses représentants. La sub-culture étudiante entretient avec soin son passé militant et principalement son rôle qu'elle considère comme déterminant dans la transition démocratique. L'étudiant hérite et endosse souvent cette représentation qui fait de l'universitaire un contestataire actif qui ose bloquer la circulation, affronter la police, défier les autorités académiques, exiger du pouvoir des réformes. Mais il avoue immédiatement les énormes suspicions qui entachent les actions et même les victoires.

Alors que les étudiants ne cessent de se considérer comme un *corporate group*, leur organisation et leurs actions apparaissent aux yeux de la majorité d'entre eux comme traversées de manœuvres individuelles incorporant toujours des intérêts politiques très précis. De surcroît, la logique des terroirs ne cesse de sous-tendre les actions et positions prises. Depuis peu, les revendications régionalistes occupent le devant de la scène. Disposant de relais politiques, et associatifs, elles dénoncent des inégalités et réclament soit l'application des règles soit des discriminations positives

Lettrés et virtuellement cadres, les étudiants semblent être les acteurs politiques de demain. Cependant la consolidation démocratique introduit de nouveaux principes de légitimité qui ne reposent plus seulement sur le capital scolaire²⁰.

De surcroît, leur prestige est désormais fortement entaché par les incertitudes qui affectent leurs perspectives d'insertion et par les désaveux que leurs actions suscitent au sein d'une population désormais prompte à les considérer davantage comme des agités que comme l'élite de la nation.

²⁰ L'arrivée au Parlement de non lettrés voire de personnalités peu scolarisées représentant d'intérêts commerciaux a été beaucoup discutée à Cotonou. On lira à ce sujet Agapit Napoléon Maforikan, Le Parlement béninois en marche. Friedrich Ebert Stiftung, 2000, Cotonou.

7. Perception des coopérations extérieures

En règle générale, les étudiants connaissent très peu de choses à propos des accords de coopérations de l'UNB. Ils se sont montrés très peu loquaces et peu imaginatifs à ce sujet. Ce constat n'a rien d'étonnant dans la mesure où leurs cohortes ont accédé à l'université dans les années qui suivent le recul très sensible des coopérations occidentales et extérieures en général. Le nombre d'enseignants étrangers dans l'enseignement supérieur du Bénin est passé de 17 en 1992 à 0 en 1995 et serait toujours proche de 0 en 99. L'image du professeur coopérant a disparu de la culture estudiantine. Les nouvelles formes de coopération proprement universitaires notamment celles qui lient l'UNB et le CIUF sont inconnues de la plupart.

Étant très peu au fait des recherches qui sont menées à l'UNB ou en partenariat entre celles-ci et d'autres organismes, les étudiants n'évoquent jamais la recherche en coopération.

La plupart ont pourtant leur idée quant au soutien extérieur et même si cette idée reste très vague, elle mérite d'être relevée car elle peut surprendre l'observateur extérieur. Quelles que soient les critiques des étudiants quant à la pédagogie, aux faiblesses de l'encadrement, leurs propositions en matière de coopération (qu'ils n'envisagent guère qu'avec des universités de pays du Nord) portent principalement sur les conditions matérielles : obtenir davantage d'autocars, agrandir les amphithéâtres, équiper des salles informatiques ou laboratoires, les bibliothèques, obtenir des soutiens financiers en outre pour la réalisation des mémoires.

Tout semble indiquer que ces demandes visant à combler des besoins collectifs sur place restent beaucoup moins vives que les souhaits d'obtenir individuellement des bourses pour l'étranger et en particulier des bourses de troisième cycle. Les étudiants des écoles pour leur part sont particulièrement inquiets à propos des problèmes d'équivalence. Leurs titres restent en effet des titres de second cycle.

Dans le droit-fil de leur mise en doute systématique de l'action publique, des bureaucraties officielles et des organismes syndicaux et corporatistes, la quasi-totalité des étudiants interrogés estime que l'aide extérieure ne saurait échapper à la logique généralisée selon eux de détournement et de l'accaparement des moyens publics. Dans le contexte actuel, aucun ne pense que les organismes officiels de représentation des étudiants puisse présenter une quelconque garantie à cet égard.

Très peu conscients de la réalité des aides extérieures, de leurs limites, des expériences passées, les étudiants surestiment systématiquement les possibilités d'intervention extérieure et évaluent mal leurs tendances. Notons que quelques-uns s'interrogent sur les motivations de cette aide et sur les contreparties dont bénéficieraient les États donateurs !

8. Visions de l'avenir

1. L'avenir individuel

Dans le discours des étudiants de l'UNB, la perspective d'avenir renvoie à deux niveaux distincts. D'une part, l'étudiant parle de l'avenir individuel et personnel en tant qu'acteur et

artisan de son devenir. D'autre part, il parle de l'avenir de son pays (le Bénin) en particulier et de l'avenir de l'Afrique en général.

En matière d'avenir personnel, l'étudiant béninois est le plus souvent optimiste et ambitieux. Rappelons que les étudiants universitaires se considèrent comme des « performers » issus d'un système scolaire très sélectif et considèrent dès lors qu'ils sont aptes à mener de grandes et longues études (DES, DEA et Thèse de doctorat) et à accéder à des postes à hautes responsabilités. Beaucoup de ces jeunes espèrent obtenir l'une ou l'autre bourse pour partir continuer leurs études en Europe ou en Amérique du Nord. Ils ambitionnent pratiquement tous d'obtenir de grands diplômes qui leur ouvriraient la voie du savoir et de la promotion sociale. Le passage par l'Europe est rarement imaginé comme une émigration de longue durée mais comme un instrument. En effet, beaucoup voient leur avenir au Bénin ou dans une sphère très clairement internationale. Lorsqu'ils en parlent, ils se réfèrent souvent aux postes de représentation à l'étranger ou aux postes multilatéraux ou encore aux « jobs » de consultants dans les organismes internationaux de la place et aux postes d'expertises dans les ministères qui font appel aux diplômés spécialisés. D'autres envisagent de monter leur affaire après un emploi salarié temporaire.

Ainsi, lorsque Fredo (INE 1) parle de son avenir, il précise : *"J'essayerai de décrocher une bourse pour aller à l'étranger. Sinon, j'essayerai d'obtenir la maîtrise et puis je tenterai à nouveau ma chance pour une bourse parce qu'il paraît que c'est plus facile pour obtenir une bourse à ce moment là. J'aimerais avoir au moins le doctorat."*

Les jeunes universitaires actuels considèrent le travail dans la fonction publique comme un pis-aller à l'exception des fonctions de douanier ou de contrôleur des finances. L'enseignement est très largement comme un secteur lié à l'échec. « Si je ne fais rien, je pourrai tout de même prendre la craie ». Les étudiants des écoles professionnalisées s'imaginent travailler dans l'avenir pour leur compte (créer leur entreprise) ou être employés dans le secteur privé et très rarement comme fonctionnaire, mais comme nous l'avons dit ils ne s'estiment que rarement exclus des hautes études qu'ils envisagent de poursuivre par les moyens les plus divers.

Les projets d'avenir sont très personnalisés et s'inscrivent très rarement dans un dessein collectif. Quelques exceptions notables concernent des collectifs informels d'amis de longue date, étudiants dans des sections proches et qui travaillent déjà à un projet productif ou commercial dont la forme reste peu précise, coopérative, entreprise ou ONG. Les étudiants nordistes estiment tous qu'ils rendront service à leur région et s'acquitteront ainsi d'une dette morale qu'ils reconnaissent surtout, mais pas seulement, lorsqu'ils sont aidés par des associations. Dans l'ensemble c'est dans la promotion au nord de la scolarisation qu'ils entendent situer leur contribution. La plupart admettent qu'un an de leur vie pourrait être consacré à enseigner gratuitement dans leurs lycées d'origine. En revanche, et à l'instar de l'ensemble des étudiants, le bénéfice d'une bourse nationale ne les lie aucunement à l'égard de l'État.

Fatima (FSS 1) décrit ainsi ses projets : "J'espère que ça va changer. Avec mon diplôme de médecine, je retourne dans le Nord. Si j'arrivais à avoir les moyens, je vais créer une clinique là-bas. Sinon, je pourrais faire du bénévolat parce que j'ai envie de les aider. Si je crée une clinique, je voudrais qu'elle soit un peu « sociale ». Y a trop de problèmes de santé et pas les moyens pour les résoudre. En tout cas, moi après mes 7 ans de médecine,

ce qui m'intéresse c'est trouver une bourse pour aller faire la spécialisation soit en pédiatrie soit en gynécologie. Mais pour le moment, je ne suis pas trop informée sur ça. Mais je suis confiante."

Il apparaît clairement que les projets scolaires et professionnels des filles sont au moins aussi cohérents et fermement poursuivis que les projets masculins, cependant l'avenir matrimonial est toujours envisagé simultanément. À l'horizon des cinq prochaines années, toutes s'imaginent mariées et maman d'un ou deux enfants, «à l'aise», et professionnellement investie dans une activité le plus souvent salariée sans rapport avec l'activité d'un mari...qu'elles souhaitent monogame. Les filles semblent cependant se montrer moins portées à envisager les séjours de spécialisation à l'étranger.

Lorsque Eulalie (ENA 2) parle de son avenir, elle raconte : "J'aimerais bien avoir un travail. Le chômage m'angoisse ? Oui et non. En principe quand on étudie c'est pour avoir le travail correspondant. Mais de nos jours, ce n'est plus vraiment cela. Y a plus de diplômés que de travail. Mais quand on veut vraiment travailler on se débrouille. Je pense que je pourrais percer. Dans 10 ans ...Être mère de famille, à l'aise. Ne manquer de rien. Me marier avoir des enfants, être chez moi. Avoir les ressources pour m'occuper deux.."

Si nous avons dit que l'aide parentale durant les études est volontiers considérée comme un devoir, les étudiants, à l'exception des plus aisés, envisagent tous d'aider la famille et en particulier les parents et/ou les petits frères et sœurs... à la condition toutefois qu'ils soient eux-mêmes «à l'aise» ou, à tout le moins, à l'orée d'un avenir prometteur.

Désiré - diaspo - (FASJEP 2) : « Le chômage par exemple, ça ne t'inquiète pas (...) ? » « Pas du tout. C'est bizarre, mais je n'ai pas peur du chômage. L'essentiel pour moi, c'est d'avoir le diplôme. Je me dis que... le plus important pour moi c'est le diplôme. S'il y a le diplôme, chômer là ce n'est pas un problème. C'est vrai que je n'ai pas le bras long de certaines personnes. Seulement, il faut que je finisse... ça c'est mon problème. Dans 10 ans

Je vous dis que depuis que je suis au Bénin, je ne fais plus de rêves (Rires...). Plus de rêves depuis que je suis venu au Bénin, pour être sincère ».

Ricky(FSA-1) : « Mon avenir professionnel... Il faut d'abord dire que le projet que nous développons entre amis, c'est... juste quelque chose en commun pour avoir, pour partir du niveau, pour ne pas rester au niveau zéro. Sinon, après... euh... après la soutenance, mon projet, c'est de retourner Natitingou. Là je souhaite rester dans le privé. C'est-à-dire si je peux avoir ma ferme, mes petites entreprises, tout ça là. Je vais essayer, c'est mon grand souhait et je me bats pour ça. Donc, sur toutes ces 5 années-là, je vais essayer de trouver des sous pour pouvoir mobiliser peut-être, aller démarrer un projet.

Dans 10 ans... si tout se passe bien, je serai un entrepreneur, autrement dit un opérateur économique. (Petit rire...). Si tout se passe mal, je serai fonctionnaire. (Grand éclat de rire...). L'Etat c'est la poubelle (...). On peut toujours commencer en tant que contractuel, tout ça là, et dès que j'amasse un peu de sous pour pouvoir commencer en privé, je fais une mise en disponibilité. Il y a tout un tas d'alternatives auxquelles je réfléchis, mais

mon grand souci, c'est me lancer dans le privé. Je vais également essayer de poursuivre mes études à long terme pour essayer d'avoir le doctorat ».

2. L'avenir national et continental

Lorsque les étudiants de l'UNB évoquent l'avenir du Bénin ou de l'Afrique en général, c'est en termes extrêmement « sombres ». Pour beaucoup de ces étudiants, la fonction publique béninoise est traversée par une corruption généralisée, les pratiques népotiques sont systématisées à tel point qu'on ne peut rien obtenir sans être « épaulé », ce qui hypothèque fortement le développement du Bénin selon eux. Les étudiants qui s'inscrivent dans les trajectoires et les institutions prometteuses considèrent eux aussi que « sans bras long on n'obtient rien, quels que soient le titre et la formation préalable ».

Ces étudiants ont perdu toute confiance dans leurs aînés gestionnaires de l'Etat, mais n'ont pas davantage confiance dans la relève. Car s'ils ont une grande confiance en eux-mêmes et proclament leur probité individuelle, ils concèdent que, collectivement, la jeunesse ne bouleversera pas radicalement les travers qu'ils dénoncent. Les pratiques syndicales et corporatistes du milieu étudiant annoncent d'emblée la reproduction sinon l'élargissement futur des pratiques clientélistes, de détournement et de prédation sur les fonds publics !

Fredo (INE 1) : "Quant à l'avenir du pays et de l'Afrique, c'est une question qui mérite beaucoup de réflexions. Je crois qu'il faut qu'on change de mentalité. Parce que le développement, c'est pas pour demain quoi si on change pas. Les dirigeants doivent cesser de s'arroger les revenus nationaux. Même le plus petit Béninois si vous le mettez quelque part à un poste à responsabilité il va se dire : bon les autres quand ils sont passé voilà ce qu'ils ont fait donc, maintenant c'est à moi, faut que j'en profite, il faut que j'en prenne un maximum.

Je ne suis pas sûr que notre génération va changer les choses. Les étudiants souffrent alors ; ils se disent « quand je serai là-bas, il faudra que j'en profite aussi. Pour l'Afrique c'est la même chose. Faut un changement de mentalité parce que ces histoires de détournement, ça se passe partout. Faut que l'esprit familial...faut pas que ça disparaisse mais l'Africain doit apprendre à faire la différence entre sa famille et puis son entourage et c'est ce qui sera très difficile."

Quant au développement de l'Afrique, les étudiants, concèdent qu'un avenir unique est difficile à prévoir au vu des différences régionales et continentales. Un tiers des étudiants évoquent le panafricanisme et l'émancipation de ce continent vis-à-vis de l'occident comme solution au sous-développement. L'idée selon laquelle l'Afrique n'aurait pas en main les clés de son destin est aussi générale que la dénonciation des dépendances multiples (voire de l'impuissance) à l'égard de l'Europe en particulier. La dénonciation de la dépendance à l'égard de l'Occident n'implique pas pour autant que l'on cesse de souhaiter une aide occidentale.

Henriette (FSA 5):"Les pays occidentaux ont une main mise sur la plupart des pays africains. Cela ralentit le développement. Si les Africains s'unissaient, ce serait mieux en espérant qu'il ne serait pas déjà trop tard.

Depuis la dévaluation, c'est pire. Le riz consommé au Nigeria est produit au Nigeria. Chez le béninois, ce n'est pas comme ça. Le Béninois préfère acheter des farines d'ignames pilées importées. C'est grave. C'est une mentalité qui nous ruine à petit feu."

Howard (ENA 2) : "L'avenir du Bénin ? On peut être optimiste. Bientôt ça va faire dix ans qu'on s'est engagé dans la démocratie. Disons que parmi tous les pays d'Afrique francophone on est un exemple. C'est un pays caractérisé par une certaine stabilité. Avec la mise en place d'institution de contre-pouvoir comme la Cour Constitutionnelle, la Cour Suprême, je ne crois pas qu'on puisse arriver à un coup d'Etat. Développement de l'Afrique ? On doit d'abord développer les Etats. Ensuite, quand les Etats seraient développés, il y aurait intégration et pas la pseudo-- intégration actuelle. On aboutirais à quelque chose comme l'Union Européenne. En Afrique ce ne sont que des clubs d'amis".

Ricky (FSA 1) est beaucoup plus critique...

« Non, je sais que... quelque soit ce qui se passe, les Béninois n'arriveront pas aux armes. Le Béninois est de nature très peureux. Même les anciens guerriers sont des grands peureux. Mais, le vrai blocage n'est pas encore arrivé. Le vrai blocage serait peut-être arrivé si on n'avait pas essayé de le contourner par notre fameuse Conférence nationale, un processus démocratique. Mais en réalité, la Conférence nationale n'a fait que donner un sursis. Nous n'avons pas encore été amenés à réfléchir, à penser réellement à nos vrais problèmes. Ce vrai départ n'est pas encore pris. Il suffit juste de voir comment les politiciens s'amusent à nous traiter comme des enfants ; on veut m'assassiner, on veut me faire un coup d'Etat disait le Président il y a quelques jours. Ils agissent comme s'ils étaient seuls à être intelligents. C'est du mépris, de la moquerie même.

Le « retard africain », la crise africaine et ce qu'il est convenu d'appeler le "sous-développement" sont rarement analysés comme une problématique d'ensemble qui s'inspirerait des théories passées de la modernisation ou de la dépendance, c'est-à-dire en termes structurels. L'analyse est volontiers posée en termes de gouvernance, d'éthique, de responsabilités individuelles ou collective dans le chef des dirigeants. Ce registre exprime sans doute. Le réalisme typique de celui qui vit les dits problèmes de « sous-développement » au jour le jour, mais il traduit aussi les modes intellectuelles et les orientations présentes du complexe développeur international.

L'alternance politique qui fait du Bénin un cas de figure démocratique exemplaire des transitions africaines est considérée comme un acquis. Cependant, aucun étudiant ne se prive d'en épingle les limites et les travers. Alors qu'ils situent l'essentiel des problèmes dits de « sous-développement » au niveau politico-administratif, rares sont ceux qui estiment qu'une alternative concrète et prometteuse soit à l'ordre du jour.